



# Assemblée générale

Soixante-dix-huitième session

6<sup>e</sup> séance plénière

Mercredi 20 septembre 2023, à 9 heures  
New York

Documents officiels

Président : M. Francis ..... (Trinité-et-Tobago)

*En l'absence du Président, M. Sitaldin (Suriname),  
Vice-Président, assume la présidence.*

La séance est ouverte à 9 h 5.

## Allocution de M. Wavel Ramkalawan, Président de la République des Seychelles

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) :  
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du  
Président de la République des Seychelles.

*M. Wavel Ramkalawan, Président de la République  
des Seychelles, est escorté dans la salle de  
l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au  
nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhai-  
ter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à  
S. E. M. Wavel Ramkalawan, Président de la République  
des Seychelles, et je l'invite à prendre la parole devant  
l'Assemblée.

**Le Président Ramkalawan** (*parle en anglais*) :  
Tout d'abord, je tiens à féliciter l'Ambassadeur Dennis  
Francis de son élection à la présidence de l'Assemblée  
générale à sa soixante-dix-huitième session et à lui adres-  
ser nos meilleurs vœux de réussite dans son mandat. Nous  
remercions également son prédécesseur, l'Ambassadeur  
Csaba Kőrösi, de la constance avec laquelle il a dirigé la  
session précédente.

La confiance et la solidarité constituent les fonde-  
ments d'un ordre multilatéral opérationnel. Il y a 78 ans,

l'Organisation des Nations Unies a été créée dans le but  
d'empêcher des conflits mondiaux, de favoriser la coopé-  
ration internationale et de maintenir la paix et la sécurité  
entre les nations. Les leçons de l'histoire sont claires :  
un engagement inébranlable en faveur d'une véritable  
coopération et un attachement à la paix et à la sécurité  
mondiales sont essentiels pour améliorer l'existence  
humaine et empêcher que les tragédies du passé se repro-  
duisent. Alors que le défi posé à la paix, à la sécurité et  
à la prospérité mondiales prend de nouvelles dimensions,  
les leçons du passé deviennent encore plus pertinentes. Le  
monde est au bord du précipice, confronté à des conflits,  
des guerres et des catastrophes anthropiques, tandis que  
de nombreuses personnes luttent toujours pour une exis-  
tence décente. La désunion et la méfiance menacent de  
tracer un avenir sombre, dépourvu d'espoir et de pers-  
pectives. Pour sortir de ces affres, nous devons trouver un  
terrain d'entente en dépit des divisions.

Alors que nous nous réunissons ici aujourd'hui  
à l'occasion de la soixante-dix-huitième session de  
l'Assemblée générale, nous sommes face à la nécessité  
urgente de rétablir la confiance et de raviver la solidarité  
mondiale afin d'accélérer l'action menée pour réaliser le  
Programme de développement durable à l'horizon 2030 et  
ses objectifs de développement durable. Ce n'est que par  
une action collective que nous pourrions concrétiser la  
vision d'un monde meilleur pour tous et toutes. Au cœur  
de notre discussion se trouve le Programme 2030, un plan  
transformateur pour le développement durable. Il sert de  
feuille de route pour éliminer la pauvreté, promouvoir les

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0601 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



droits humains, protéger notre planète et faire en sorte que personne ne soit laissé de côté.

Cependant, l'examen de nos progrès montre clairement que nous sommes encore loin de nos objectifs et que la pandémie a exacerbé davantage les défis qui se posent à nous. Aujourd'hui plus que jamais, nous devons renouveler notre engagement en faveur des objectifs de développement durable et prendre des mesures énergiques pour tenir nos promesses. Nous sommes à la traîne. Au mitan du Programme de développement durable à l'horizon 2030, il est indispensable que nous accélérions nos efforts conjoints pour accomplir des avancées porteuses de transformation qui permettront d'atteindre les objectifs de développement durable. Le *Rapport sur les objectifs de développement durable 2023* brosse un sombre tableau, marqué par une stagnation ou un recul des progrès pour plus de 30 % des cibles, les pays vulnérables étant confrontés aux inégalités, à la pauvreté, à la faim et à la dégradation de l'environnement. Seule une action collective permettra de remédier à ces déséquilibres et de faire progresser les objectifs de développement durable.

Pour accélérer la mise en œuvre des objectifs de développement durable, nous devons en faire une priorité à tous les niveaux. Cela suppose d'aligner les politiques, plans et stratégies nationaux sur les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Cela nécessite des institutions solides, à même de faire avancer les choses et d'obtenir des résultats. Cela exige des mécanismes de financement innovants, ainsi que davantage d'investissements dans des infrastructures durables, le transfert de technologies et le renforcement des capacités. Nous devons promouvoir un environnement propice à l'entrepreneuriat, à l'innovation et à une croissance économique inclusive, tout en nous attaquant aux causes profondes des inégalités, de la pauvreté et de la dégradation de l'environnement.

En outre, nous devons exploiter le pouvoir des partenariats. La réalisation des objectifs de développement durable nécessite une collaboration entre les gouvernements, la société civile, le secteur privé et les organisations internationales. En nouant des alliances stratégiques, nous pouvons mettre à profit nos ressources, nos connaissances spécialisées et notre influence pour accélérer le changement. La coopération Sud-Sud, en particulier, peut jouer un rôle important pour favoriser l'échange de connaissances et un développement mutuellement bénéfique. Nous devons également réaffirmer notre attachement au multilatéralisme, car l'Organisation des Nations Unies est la pierre angulaire de nos efforts

collectifs en faveur de la paix, de la prospérité, du progrès et de la durabilité.

Par le biais de processus tels que le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs et l'examen national volontaire, notre pays cherche à consolider les acquis obtenus grâce à ses réussites politiques et socioéconomiques actuelles. Nous sommes disposés à faire bénéficier les autres pays de notre expérience et à renforcer la coopération avec eux. Toutefois, pour rétablir la confiance dans les objectifs de développement durable, nous devons traduire nos paroles en actes.

Premièrement, les partenaires de développement doivent tenir les engagements pris dans le cadre du Programme d'action d'Addis-Abeba en augmentant le financement et les moyens de mise en œuvre des objectifs de développement durable.

Deuxièmement, les institutions internationales doivent engager des réformes pour s'assurer que les besoins spécifiques des pays vulnérables sont pris en compte dans l'accès au financement du développement. Les Seychelles sont fermement convaincues qu'il est indispensable d'adopter un indice de vulnérabilité multidimensionnel qui réponde pleinement aux besoins des petits États insulaires en développement (PEID).

Troisièmement, nous devons tirer parti de mécanismes de financement efficaces, tels que les investissements à impact social et environnemental, les partenariats entre secteur public et secteur privé et l'allègement de la dette, afin d'obtenir de meilleurs résultats dans le cadre des programmes de développement, comme l'Agenda 2063, et en ce qui concerne le document final de la quatrième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement prévue en 2024.

Le plan de relance des objectifs de développement durable du Secrétaire général, qui vise à transformer le système financier mondial, est louable, et les institutions financières internationales doivent collaborer pour appuyer notre ambition collective d'un avenir durable. Nous ne pourrions corriger ces déséquilibres et faire progresser la réalisation des objectifs de développement durable que si nous travaillons ensemble.

Si nous voulons faire avancer notre programme de développement, nous ne pouvons plus parler de changements climatiques s'agissant de la situation à laquelle nous sommes confrontés. Nous sommes bel et bien confrontés à une crise climatique, vu la fréquence effrayante avec laquelle nous sommes en train de perdre

des vies et des moyens de subsistance en raison de catastrophes environnementales.

La lutte contre la crise climatique n'est plus facultative. Il s'agit d'une impérieuse nécessité. Comme l'a dit le Secrétaire général, l'ère du réchauffement de la planète est terminée, et nous entrons aujourd'hui dans l'ère de l'ébullition. Les dirigeants doivent prendre les choses en main pour limiter la hausse des températures mondiales à 1,5 °C.

Les Seychelles se sont engagées en faveur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, mais, étant un petit État insulaire en développement, elles ne disposent pas des capacités et des infrastructures nécessaires pour développer pleinement ces solutions.

Les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques et du Groupe des Vingt doivent, en tant que principaux émetteurs, prendre des mesures énergiques pour mener la lutte contre les changements climatiques. La création d'un fonds pour les pertes et les préjudices est une mesure positive, mais il est essentiel de le rendre opérationnel pour indemniser les personnes les plus exposées.

Les solutions fondées sur la nature, dont les Seychelles sont un bon exemple puisqu'elles ont été pionnières en matière d'obligations bleues et d'économie bleue, démontrent le potentiel du développement durable. Une gouvernance des océans transparente offre des possibilités de développement et de protection de l'environnement. Dans ce contexte, je salue les mesures audacieuses prises par certains PEID tels que les Bermudes et les Tonga, qui ont résolument opté pour l'énergie de la houle en tant que solution réaliste pour un avenir énergétique indépendant et propre. Les Seychelles poursuivront la même approche ambitieuse lorsqu'elles succéderont aux Tonga à la présidence de la Station d'accueil de l'initiative des petits États insulaires en développement (SIDS DOCK).

En outre, la Coalition des petits États insulaires en développement pour la nature, lancée par les Seychelles, le Belize, Cabo Verde et le Samoa, mobilise les soutiens en faveur d'objectifs ambitieux dans le domaine de la biodiversité. Cela prouve clairement que les PEID continuent de montrer l'exemple, en faisant plus que leur part pour atténuer la pression exercée sur notre planète. C'est grâce à ce type de coopération, qui renforce la confiance, que nous obtiendrons des résultats significatifs, comme le montre l'adoption récente du traité sur la haute mer.

Pour atteindre les objectifs de développement durable et garantir la paix, la prospérité, le progrès et la

durabilité pour tout le monde, nous devons tenir compte de l'interdépendance de notre monde. Les changements climatiques, tout comme la pauvreté, ne connaissent pas de frontières, et la recherche de la paix exige un effort collectif. Les Seychelles, qui occupent une position singulière dans le vaste océan Indien, savent d'expérience que la coopération mondiale est importante en matière de lutte contre les changements climatiques, de conservation des océans, de développement durable et de sécurité maritime. Les Seychelles restent attachées à leur rôle de pionnières en matière de conservation marine, en protégeant de vastes zones de nos océans et de nos écosystèmes marins, mais elles ne peuvent y parvenir seules. Nous demandons à la communauté mondiale de donner la priorité à la durabilité, de faire la transition vers des énergies propres et de préserver nos écosystèmes pour assurer la prospérité de toutes et tous.

Enfin et surtout, dans le cadre de nos efforts actuels de reconstruction après la pandémie, nous devons faire montre d'un engagement sans faille en faveur de l'inclusion. Personne ne doit être laissé de côté. Nous devons investir dans des systèmes de santé, une éducation et des filets de protection sociale qui garantissent le bien-être de chaque citoyen. Nous devons promouvoir l'égalité des genres, autonomiser les jeunes et créer des possibilités pour les communautés marginalisées. L'inclusion n'est pas seulement un objectif ; elle est la clef de voûte d'un monde juste et équitable.

Pour terminer, il est primordial de rétablir la confiance. La confiance est le fondement de la coopération entre les nations, et c'est grâce à elle que nous entretenons des partenariats et des collaborations fructueux. Nous devons faire renaître la confiance entre les nations, entre les gouvernements et les citoyens, et dans les différents secteurs de la société. Cela nécessite une gouvernance transparente et responsable, confortée par un attachement inébranlable aux principes de la démocratie, des droits humains et de l'état de droit. En agissant de la sorte, nous pouvons restaurer la confiance de nos concitoyens et mobiliser leur participation active aux efforts en faveur du développement durable.

Notre succès dépend de la solidarité mondiale. Les problèmes auxquels nous sommes confrontés sont interdépendants et transcendent les frontières nationales. Aucun pays ne saurait les résoudre seul. Nous devons donc renforcer nos liens de solidarité, de coopération et de soutien mutuel. Cela suppose de partager nos expériences, connaissances et bonnes pratiques, mais aussi de fournir une assistance aux personnes qui en ont le plus

besoin. Le principe consistant à ne laisser personne de côté doit guider nos actions, et ainsi, les plus vulnérables d'entre nous pourront recevoir le soutien qu'ils méritent.

Dépassons nos différences et œuvrons ensemble à un monde meilleur. Rétablir la confiance et raviver la solidarité mondiale n'est pas seulement une possibilité ; c'est le seul moyen d'aller de l'avant. Ensemble, nous pouvons accélérer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses objectifs de développement durable, en créant un monde qui accepte la diversité, respecte la nature et assure un avenir de paix, de prospérité, de progrès et de durabilité pour tout le monde.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République des Seychelles de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Wavel Ramkalawan, Président de la République des Seychelles, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. Paul Kagame, Président de la République du Rwanda**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Rwanda.

*M. Paul Kagame, Président de la République du Rwanda, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Paul Kagame, Président de la République du Rwanda, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Kagame** (*parle en anglais*) : Cette année, l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) n'était plus une urgence sanitaire mondiale. Le relèvement est en bonne voie.

Malheureusement, toutes les régions ne sont pas parties de la même ligne de départ. Le Sommet sur les objectifs de développement durable de cette année a une fois de plus tiré la sonnette d'alarme s'agissant de la lenteur du processus de mise en œuvre des objectifs de développement durable, et je félicite le Secrétaire général d'avoir attiré l'attention sur cette question. Les pays

en développement sont entravés par une crise de la dette, notamment des coûts d'emprunt qui augmentent. En conséquence, les disparités économiques se creusent et notre avancée collective vers les objectifs de développement durable s'en trouve ralentie.

La cause principale de cette crise est le niveau élevé des taux d'intérêt dans les économies développées, qui vise à remédier à la situation découlant des années de politiques d'expansion monétaire. Dans le même temps, les pays en développement sont confrontés à des primes excessives pour risques monétaires et politiques qui sont tout simplement injustifiées. Une coopération sérieuse s'impose pour régler ce problème.

Au sein des pays en développement, nous avons également la responsabilité de rendre des comptes quant à la qualité de notre gouvernance financière et de la gestion de nos ressources naturelles. Pour améliorer l'accès au financement, il convient aussi de réformer nos institutions financières mondiales. À cet égard, nous saluons les propositions présentées dans le cadre de l'Initiative de Bridgetown et du Sommet de Paris pour un nouveau pacte financier mondial.

Le Rwanda soutient également la deuxième reconstitution des ressources du Fonds vert pour le climat en vue de donner une marge de manœuvre budgétaire aux pays vulnérables pour leur permettre de lutter contre les changements climatiques. L'Afrique et les petits États insulaires en développement, dont beaucoup sont représentés au sein du Commonwealth, veulent travailler avec des partenaires et faire partie de la solution. Il s'agit là d'un résultat important du récent Sommet africain pour le climat, qui s'est tenu à Nairobi sous la conduite du Président William Ruto.

Cependant, nous devons faire refroidir non seulement notre climat, mais également nos conflits. À ce jour, rien n'indique que les conflits en cours prendront fin dans un futur proche. Même ceux qui ont le plus d'influence ne semblent pas avoir l'espoir qu'une fin soit en vue. Des personnes innocentes sont abandonnées à leur sort et doivent porter seules le fardeau de cette instabilité. Il s'agit d'une profonde injustice.

La crise migratoire en est une illustration. Chaque année, des migrants et des réfugiés entreprennent des voyages dangereux en quête d'un avenir meilleur. Le Rwanda reste engagé à travailler avec ses partenaires, notamment le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, afin de contribuer à une solution durable. Cette décision s'appuie sur notre expérience, car nous

avons nous-mêmes connu la douleur de tout perdre et de ne plus avoir de foyer. Il s'agit là de notre contribution à la promesse de ne laisser personne de côté. Nous avons toujours besoin d'une instance plus efficace pour gérer les crises mondiales. C'est la raison pour laquelle l'Organisation des Nations Unies a été créée initialement.

Toutefois, cela ne dispense aucun pays ou région de la responsabilité de remédier aux lacunes en matière de gouvernance qui sont à l'origine de l'instabilité. À cet égard, je salue le rapport du Secrétaire général sur le Nouvel Agenda pour la paix.

Les interventions bilatérales, auxquelles le Rwanda contribue activement en divers endroits, peuvent apporter une réponse rapide à une situation de crise. Mais pour avoir un effet durable, elles doivent ouvrir la voie à une action multilatérale et à des progrès politiques internes. Quel que soit le nombre de militaires déployés, l'objectif visé doit être d'obtenir des résultats qui servent les intérêts de la population sur le terrain. Se contenter de belles paroles sur la paix et se perdre dans des processus et des formalités ne fait que confirmer que certains membres de la communauté internationale font preuve d'une attention sélective.

Nous avons encore un long chemin à parcourir. Il est urgent que l'Afrique soit pleinement représentée dans les entités où sont prises les décisions relatives à son avenir. Il est tout aussi urgent que l'Afrique soit prête à s'exprimer d'une seule voix. En définitive, un cadre de coopération pour le développement plus efficace doit accorder la même importance aux besoins et aux priorités de tout le monde. C'est ce qui permet de construire des partenariats équitables, sur un pied d'égalité, et un monde plus juste et plus pacifique. C'est ce que nous déclarons toutes et tous vouloir, même si, trop souvent, nous n'y parvenons pas.

Dans cet esprit, je tiens à saluer le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), dirigé par Achim Steiner, pour l'initiative Timbuktoo visant à renforcer l'écosystème d'innovation des start-up africaines. Cette semaine, l'Union internationale des télécommunications, sous la direction de Doreen Bogdan-Martin, a présenté, en lien avec le PNUD, une nouvelle initiative majeure sur une infrastructure numérique publique inclusive. Le Rwanda se réjouit d'être associé à ces efforts, qui illustrent ce que l'Organisation des Nations Unies fait de mieux.

Pour le Rwanda, notre solidarité prend sa source dans notre engagement à ne jamais permettre que la

tragédie qui nous a été infligée il y a près de 30 ans se répète. Nous restons reconnaissants à tous ceux qui nous ont accompagnés dans notre cheminement, au moment où nous nous apprêtons à commémorer le génocide des Tutsis pour la trentième fois en avril 2024.

Pour conclure, je me réjouis à la perspective d'accueillir les dirigeants au Rwanda en juin 2024, à l'occasion de la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Rwanda de l'allocation qu'il vient de prononcer.

*M. Paul Kagame, Président de la République du Rwanda, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. Nikos Christodoulides, Président de la République de Chypre**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Chypre.

*M. Nikos Christodoulides, Président de la République de Chypre, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Nikos Christodoulides, Président de la République de Chypre, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Christodoulides** (*parle en anglais*) : Le 26 juillet 1946, à San Francisco, nos prédécesseurs ont pris l'engagement de préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances ; à unir leurs forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales ; à régler les différends internationaux entre les Membres de l'Organisation par des moyens pacifiques et à s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État. Ces engagements étaient la promesse de nos prédécesseurs, qui nous a été confiée pour l'avenir.

La Charte des Nations Unies est une promesse, et non une réalité. Si nous cédon à la facilité dans nos actions, les mots ne valent même pas le papier sur lequel ils sont imprimés. Les horreurs de la Seconde Guerre

mondiale, qui a commencé en Europe et a ravagé le monde entier, ont rapproché les nations. Nous qui sommes réunis ici aujourd'hui, nous devons nous montrer à la hauteur des obligations inscrites dans la Charte des Nations Unies et décréter « plus jamais ça ». Ne nous y trompons pas : nous avons la responsabilité de veiller à ce que le monde ne sombre pas dans l'horreur de la guerre. Tel est notre mandat. Avons-nous le courage de nous en acquitter ? Avons-nous la détermination de faire de la paix notre priorité absolue, d'honorer les fondements de l'Organisation des Nations Unies et de veiller à ce qu'ils conservent leur pertinence ?

Nos prédécesseurs avaient un sens admirable de leur responsabilité personnelle à l'égard de l'avenir. J'ai la conviction que c'est ce sentiment de responsabilité personnelle, au niveau individuel, qui sous-tend l'idée et la réalité des Nations Unies à travers le monde. Nos prédécesseurs savaient également que le chemin vers la paix serait semé d'embûches. Ils étaient déterminés, profondément convaincus et conscients qu'il faudrait que tous les peuples s'unissent pour faire de la paix une réalité, afin que leurs enfants et les générations futures, nos enfants aujourd'hui, ne soient pas meurtris par une nouvelle guerre mondiale. Mais ils avaient aussi une puissante source de motivation. Le monde et les dirigeants qui nous ont précédés ont hérité de cendres, et non d'institutions. Ils n'avaient pas d'autre choix que de miser sur le multilatéralisme, le droit international et le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de tous les États.

Aujourd'hui, alors que nous nous marchons sur les traces de nos prédécesseurs, nous avons la responsabilité de concrétiser la vision de paix qui est à l'origine de la création de l'Organisation résiliente qui est la nôtre. Serons-nous dignes et à la hauteur du défi ? Pouvons-nous agir en ayant conscience de l'urgence de la situation, car sans quoi nous échouerons nous aussi ?

Étant historien de formation, je suis convaincu que l'histoire est une boussole inestimable et la source d'enseignements la plus précieuse. Plus de sept décennies après la création de l'Organisation des Nations Unies, la guerre en Ukraine a ébranlé le monde. Elle nous rappelle que le « plus jamais ça » est à la fois un cri de ralliement et une promesse sacrée et fragile que nous devons protéger de toutes nos forces. Chypre condamne avec la plus grande fermeté toute atteinte à la paix et à la sécurité internationales résultant d'une action militaire d'un État contre l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale d'un autre État. Dans ce cas précis de violation du

droit international et dans tous les cas similaires, nous nous trouvons du bon côté de l'histoire.

Depuis le tout premier jour de l'agression contre l'Ukraine, les Chypriotes, dont un tiers sont toujours déplacés à la suite d'une agression étrangère contre leur pays, ont fait preuve de solidarité avec le peuple ukrainien, en actes et pas seulement en paroles. Nous agissons ainsi parce que nous nous souvenons. Nous agissons ainsi parce que c'est ce qu'impose la morale. Nous appelons à la cessation immédiate des hostilités et nous encourageons les parties à dialoguer et à négocier de manière constructive. Le monde doit appuyer cet effort, non seulement parce que l'histoire l'exige, mais aussi pour éloigner le risque d'une guerre susceptible d'anéantir cette institution.

L'invasion de l'Ukraine n'est pas le premier cas, depuis la Seconde Guerre mondiale, de recours à la force contre une nation souveraine en Europe. À Chypre tout comme en Ukraine, la Charte des Nations Unies et le droit international continuent d'être foulés au pied. En 1974, la Türkiye a envahi Chypre, et depuis 49 ans, elle occupe un territoire européen, et les habitants de Chypre, qu'ils soient Chypriotes grecs ou Chypriotes turcs, continuent de subir les conséquences de l'invasion, de l'occupation et de la division. Ils sont privés de leurs libertés fondamentales et de leurs droits humains. L'Europe, qui a été témoin il y a quelques décennies des pires horreurs que l'humanité se soit jamais infligées, reste fracturée tant que Chypre est divisée.

Je suis né en 1973, quelques mois seulement avant que la Türkiye envahisse Chypre, et j'ai vu mon peuple pleurer ses morts, persévérer et reconstruire, toujours animé par un désir ardent de paix et de réunification. L'invasion a violemment déplacé des centaines de milliers de Chypriotes, et la Türkiye continue d'occuper environ 37 % du territoire de la République de Chypre. Les familles des personnes disparues attendent désespérément des informations sur le sort de leurs proches. Les personnes enclavées attendent stoïquement la fin de la division.

L'une des leçons que nous rappelle la récente invasion de l'Ukraine est qu'en l'absence d'une paix durable et viable, la fragilité qui en résulte peut conduire à la déstabilisation, avec de lourdes conséquences non seulement pour le pays concerné, mais aussi pour la région à laquelle il appartient et pour le monde entier. L'Ukraine a démontré, de la manière la plus sombre qui soit, qu'une menace contre la paix où que ce soit est une menace contre la paix partout. En l'absence d'une voie vers la paix et d'un

processus de paix à Chypre, il existe un risque sérieux, qui s'est matérialisé récemment, que de nouvelles violations du droit international soient commises, provoquant une instabilité avec des ramifications bien au-delà de Chypre.

Les forces militaires turques ont perpétré de nouvelles violations à Varosha, le secteur clôturé de Famagouste. Depuis 1974, Varosha est prise en otage et est devenue une ville fantôme, en dépit des résolutions du Conseil de sécurité qui demandent qu'elle soit rendue à ses habitants légitimes, lesquels ont laissé leurs moyens de subsistance, leurs rêves et leurs espoirs entre ces clôtures. Nous avons assisté, dans nos zones maritimes et plus récemment dans la zone tampon, à des attaques des forces turques contre les soldats de la paix de l'ONU qui nous ont horrifiés et nous ont rappelé une fois de plus l'urgence d'une paix à Chypre. C'est pourquoi la reprise des négociations, fermement ancrées sur le cadre convenu, est ma priorité absolue. Le statu quo actuel ne peut être l'avenir de Chypre. Il ne peut pas être l'avenir des Chypriotes.

En tant que Président de la République de Chypre, je crois en la coexistence pacifique car, bien qu'ayant grandi dans un pays divisé, j'ai également grandi dans un pays imprégné de l'espoir d'une réunification et j'ai entendu des récits où tous les Chypriotes vivaient ensemble en paix, unis par la terre qu'ils partagent. La nouvelle génération de Chypriotes est également avide de paix, ce qui me donne de l'espoir et du courage. Avant mon voyage à New York, j'ai reçu une pléthore de messages de mes compatriotes chypriotes turcs, en particulier de la jeune génération, m'invitant à déployer tous les efforts possibles pour réunifier Chypre. Le message que j'adresse depuis cette tribune à mes compatriotes chypriotes turcs et à tous les Chypriotes est que j'entends leur appel à la paix. Je comprends leurs préoccupations et je leur assure que je ne ménagerai aucun effort pour faire de notre rêve commun de réunification et de paix sur notre île une réalité. Je veux pouvoir leur dire que le monde et l'Organisation des Nations Unies, l'incarnation des mots inscrits dans la Charte des Nations Unies, entendent aussi leur appel à la paix.

Je me présente devant l'Assemblée générale pour la première fois, pleinement conscient de la responsabilité qui m'a été confiée de faire tout mon possible pour préserver l'avenir du peuple chypriote, qu'il s'agisse des Chypriotes grecs ou des Chypriotes turcs, qui souhaitent mettre fin à la division de leur pays, coexister et créer ensemble. Œuvrer pour la paix à Chypre est ma priorité absolue, et je souhaite profiter de cette occasion pour adresser un message personnel au Président Erdoğan. Il

n'y a pas, et il n'y aura jamais, d'autre fondement pour le règlement de la question chypriote que celui dicté par les résolutions du Conseil de sécurité. L'illégalité découlant de l'invasion, de l'agression et de l'emploi de la force ne peut être reconnue.

Chypre et la Türkiye sont des voisines liées par la géographie. La paix à Chypre enverra un message de paix retentissant dans une région et un monde qui en ont désespérément besoin. Elle modifiera également la carte géopolitique de notre région, produisant un effet d'entraînement en Europe, dans l'ensemble de la Méditerranée orientale et dans les relations entre l'Union européenne et la Türkiye. La diplomatie de la canonnrière et les tactiques d'intimidation appartiennent au passé. Ce ne sont pas des outils auxquels recourent les dirigeants visionnaires. Le moment est venu de donner corps à la Charte des Nations Unies, une charte qui vise la paix entre nous et parmi nous. Personne n'a à gagner du conflit et de la division. Nous et les générations qui viendront après nous avons tout à gagner du dialogue et des relations de bon voisinage. Je dis donc à M. Erdoğan : travaillons ensemble, guidés par une vision de paix. Construisons un avenir meilleur pour nos pays par le dialogue et dans le respect du droit international.

Dans cette auguste salle, nous sentons tous le poids de l'histoire. Les grands personnages qui nous ont donné l'Organisation des Nations Unies et ses institutions attendent de nous que nous les consolidions, que nous les fassions grandir et que nous assumions personnellement la responsabilité de leur avenir. Je me présente ici aujourd'hui avec un objectif clair et avec détermination. Le seul moyen efficace de faire face au risque d'instabilité que suscite l'absence d'un chemin pour la paix consiste à ouvrir une voie et à favoriser le dialogue par lequel les positions et les préoccupations de toutes les parties peuvent être abordées et débattues de bonne foi.

Je suis disposé à négocier sur la question chypriote en faisant preuve d'audace et de courage, en toute bonne foi, et toujours dans le cadre convenu par l'Organisation des Nations Unies, qui appelle de ses vœux une fédération bizonale et bicommunautaire fondée sur l'égalité politique, telle que définie par les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. À l'heure où la légalité internationale est attaquée, le droit international et les résolutions du Conseil de sécurité doivent prévaloir. Je m'engage à négocier un règlement qui préservera les libertés fondamentales et les droits humains, ainsi que les intérêts de tous mes compatriotes chypriotes, qu'ils soient Chypriotes grecs, Chypriotes turcs, Maronites,

Arméniens ou Latins, à égalité ; un règlement global qui leur permettra de prospérer dans la coexistence et la paix, libérés de toute dépendance anachronique et d'un système de garanties qui n'ont pas leur place dans un pays européen. C'est pourquoi il est essentiel de reprendre les négociations fondées sur le cadre convenu, tout en préservant les acquis du cycle de négociations précédent.

Comme l'a décidé le Conseil de sécurité, il est grand temps que l'Organisation des Nations Unies devienne une force motrice du dialogue en nommant, dans un premier temps, un envoyé sur le problème chypriote chargé d'examiner et de préparer le terrain en vue d'une reprise des négociations. L'Organisation des Nations Unies et son Secrétaire général ont la responsabilité, inscrite dans la Charte des Nations Unies, de jouer un rôle de catalyseurs de la paix à Chypre. Dans cette tâche, l'ONU peut compter sur l'aide de l'Union européenne, qui dispose elle aussi des outils nécessaires et qui a exprimé sa volonté d'agir afin de réunifier le dernier de ses États membres qui se trouve encore divisé. Tout comme l'ONU, l'Union européenne est un projet de paix. L'Union européenne peut et doit agir de manière énergique, en utilisant tous les moyens à sa disposition, pour piloter la réunification de son dernier État membre divisé et, ce faisant, contribuer à la paix en Europe, dans l'ensemble du Moyen-Orient et dans le monde.

Le thème retenu pour la session de l'Assemblée générale de cette année porte sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses objectifs de développement durable, avec l'ambition de parvenir à la paix, à la prospérité, au progrès et à la durabilité pour tout le monde. La réalisation des objectifs de développement durable nécessite des efforts universels et des solutions transformatrices. L'urgence climatique et les changements climatiques ne connaissent pas de frontières.

Notre propre région, la Méditerranée orientale, est particulièrement vulnérable à cet égard. Les feux incontrôlés et les inondations qui ont fait rage au cours de l'été nous ont rappelé que notre inaction est à nos risques et périls. Nous avons malheureusement tous été témoins du courroux de la nature, qu'il ait pris la forme de tempêtes dans les pays de notre région ou qu'il ait frappé des pays comme la Libye, où des milliers de personnes ont tragiquement perdu la vie. Dans ce cadre, Chypre prend une part active à une nouvelle initiative internationale sur les changements climatiques visant à répondre aux besoins et aux défis spécifiques auxquels les pays de notre région sont confrontés pour faire progresser les mesures d'atténuation. Le Sommet sur l'ambition climatique, qui se tient

aujourd'hui, est une étape décisive pour confirmer notre volonté politique collective de mener à bien la transition vers une économie mondiale résiliente face aux changements climatiques.

Dans le même temps, sachant que les droits humains sont indispensables à une paix et à un développement durables, ils doivent nous servir de boussole pour trouver des solutions à nos problèmes. Le programme international relatif aux droits humains est une priorité pour Chypre, et c'est précisément pour cette raison que nous avons annoncé notre candidature au Conseil des droits de l'homme pour la période 2025-2027. En tant qu'État membre de l'Union européenne, nous nous sommes engagés à prendre des mesures contre la violence fondée sur le genre et nous avons rejoint le cercle de dirigeantes et de dirigeants unis dans la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles dans les opérations des Nations Unies et l'action menée pour y faire face.

En 1946, Winston Churchill déclarait que les dangers et les difficultés liés à l'instauration des conditions de la liberté et de la démocratie et à la prévention permanente de la guerre ne seraient pas éliminés si nous nous voilions la face ou si nous adoptons une politique d'apaisement à l'égard des agresseurs. Ce qu'il faut, c'est une action véritable, et plus elle sera retardée, plus elle sera difficile à mener et plus les dangers prendront de l'ampleur.

Chypre est au carrefour de l'Europe et du Moyen-Orient, dans une partie du monde qui est familière des conflits et de l'instabilité. Toutefois, nous sommes convaincus que la Méditerranée orientale et le Moyen-Orient au sens large sont en train de travailler à changer leur image de région en proie aux troubles. Nous pouvons devenir un pôle de stabilité, de paix et de coopération, un exemple de l'évolution possible au XXI<sup>e</sup> siècle. Chypre aspire à favoriser cette vision commune et collabore avec ses voisins immédiats, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, la Palestine et la Grèce, pour bâtir un solide réseau de coopération qui soit sous-tendu par le projet de faire de la Méditerranée une mer de paix, de coopération et de prospérité. Nous poursuivrons sur cette voie du multilatéralisme, en l'ancrant dans le respect de la légalité internationale, et nous appelons tous les pays de la région qui partagent ces valeurs à nous rejoindre. Telle est après tout l'essence des principes directeurs qui ont présidé à la création de l'ONU il y a 78 ans.

Je me présente aujourd'hui devant l'Assemblée pour demander que nous œuvrions tous ensemble à la paix. Il n'y a là rien de nouveau ni de novateur, mais

de quoi changer le monde. Nous devons nous rappeler chaque jour que c'est à notre portée, et qu'il en va de notre responsabilité.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Chypre de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Nikos Christodoulides, Président de la République de Chypre, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. Hage Geingob, Président de la République de Namibie**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Namibie.

*M. Hage Geingob, Président de la République de Namibie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Hage Geingob, Président de la République de Namibie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Geingob** (*parle en anglais*) : La Namibie félicite le Président de son accession à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-huitième session. Qu'il me soit permis de profiter de l'occasion pour l'assurer de l'engagement de la Namibie à soutenir les priorités qu'il a énoncées, à savoir la paix, la prospérité, le progrès et la durabilité. La Namibie tient aussi à remercier son prédécesseur, M. Csaba Kőrösi, d'avoir dirigé avec diligence les travaux de la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale.

Je déclare que la Namibie est d'accord avec le Secrétaire général António Guterres, qui a dit il y a quelques mois ce qui suit :

« Si nous n'agissons pas maintenant, le Programme 2030 sera l'épitaphe d'un monde qui aurait pu être ».

Par conséquent, le thème de la présente session, « Rétablir la confiance et raviver la solidarité mondiale : accélérer l'action menée pour réaliser le Programme 2030 et ses objectifs de développement durable en faveur de la paix, de la prospérité, du progrès et de la durabilité pour tout le monde », est approprié.

Par l'effet de la maladie à coronavirus (COVID-19), le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté a augmenté pour la première fois en une génération. Cela démontre qu'au mitan de la période fixée pour les atteindre à l'échelle mondiale, nous sommes hélas partis pour manquer nos objectifs et leurs cibles. La soixante-dix-huitième session doit donc impérativement être le moment de nous remettre en selle et de travailler dans un véritable esprit de partenariat afin d'obtenir de meilleurs résultats sur le terrain. Le monde est en effet dans un état fluctuant et les progrès sont inégaux. En tenant compte des liens entre l'ensemble des objectifs et des cibles, il nous faut accélérer l'investissement dans les soins de santé, l'énergie renouvelable, l'éducation, l'eau propre et l'assainissement.

L'écart effarant entre les riches et les marginalisés n'est pas seulement une préoccupation morale, cela représente aussi une menace pour la stabilité et l'harmonie politiques. Nous avons par conséquent le devoir de créer un climat de prospérité partagée et inclusive. Dans le contexte de notre action collective pour concrétiser le Programme de développement durable à l'horizon 2030, la Namibie attend avec espoir et optimisme le Sommet de l'avenir, prévu l'an prochain, qui doit être l'occasion de donner la priorité à de vraies réformes capables de revigorer la quête des objectifs mondiaux afin d'imprimer un nouvel élan au programme global de réforme de l'ONU à l'échelle du système. La Namibie accueille aussi avec satisfaction ONU 2.0 et les cinq axes de changement, qui visent à doter le système des Nations Unies de capacités de pointe dans les domaines des données, du numérique, de l'innovation, de la prospective et de l'expertise, de manière à fournir un appui meilleur et efficace aux États Membres pour accélérer le développement.

La santé d'une nation est le fondement de toutes les activités de développement. Aujourd'hui, l'Assemblée générale adoptera une déclaration politique sur la prévention, la préparation et la riposte face aux pandémies. Les pandémies sont depuis longtemps de terribles adversaires qui sèment le chaos de manière disproportionnée dans le tissu socioéconomique des pays en développement. Ces crises ne se limitent pas à leurs répercussions immédiates sur la santé, détricotant des années de progrès en matière de développement, mettant sous tensions les systèmes de santé et exacerbant les disparités socioéconomiques existantes. Nous devons rompre avec le statu quo. À cette fin, il nous faut mettre fin à l'apartheid vaccinal. Nous devons garantir un accès équitable aux produits de santé. Nous avons besoin que les nations riches s'engagent plus résolument sur le transfert de technologie, la levée des

obstacles dus à la propriété intellectuelle et les investissements dans la fabrication afin de permettre la production de vaccins dans le monde du Sud.

Je dis toujours que l'inclusion amène l'harmonie et que l'exclusion amène le conflit. Le plaidoyer constant en faveur de l'égalité de genres est au cœur de notre marche vers un monde juste et inclusif. Par conséquent, la défense de cette égalité n'est pas uniquement une question d'équité, mais aussi une étape essentielle pour libérer l'innovation, la diversité et la cohésion sociale. Nous sommes fiers d'être classés à la huitième place des pays du monde dans le *Rapport sur l'écart entre les sexes dans le monde 2023* établi par le Forum économique mondial au titre des progrès accomplis pour combler l'écart entre les sexes. En plus de compter 44 % de femmes au Parlement, nous avons une Première Ministre et une Vice-Première Ministre. L'actuelle Vice-Première Ministre a été choisie par le parti au pouvoir pour se présenter à l'élection présidentielle. Peu de temps après que j'aurai quitté la présidence dans un an, elle pourrait bien être la présidente à venir et se tenir à ma place. Deux tiers de nos principales institutions bancaires sont dirigées par des femmes. Dans le même ordre d'idées, nous croyons en la promotion d'une gouvernance inclusive et efficace qui garantit l'intégration des jeunes dans les structures de prise de décision afin qu'ils participent à l'avenir qu'ils ont contribué à façonner.

Les progrès rapides de la technologie, de l'informatique quantique et de l'intelligence artificielle transforment le paysage mondial, et s'accompagnent des défis et des perspectives de croissance et de développement sans précédent. Les pays en développement ne doivent donc pas rester à l'écart de la révolution numérique. L'accès à la technologie peut permettre de combler les lacunes en matière d'éducation, de soins de santé et de développement économique, propulsant ainsi les nations sur la voie du progrès. Nous devons relever les défis technologiques et saisir les possibilités qui s'offrent à nous en favorisant la création d'un environnement propice au transfert et à l'adoption de technologies, au renforcement des compétences et à la collaboration.

À l'approche de la vingt-huitième session de la Conférence des Parties (COP) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui sera l'occasion de dresser le dernier bilan mondial, nous sommes parfaitement conscients que la transition énergétique n'est pas seulement une nécessité pour lutter contre les changements climatiques, mais aussi une chance de stimuler le développement économique. Conformément

aux engagements pris lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Paris en 2015, les pays développés doivent fournir aux pays en développement un soutien financier et technologique pour leur permettre de faire la transition à des sources d'énergie plus propres sans entraver leur développement.

Il y a trois ans, à la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale, la Namibie a annoncé son intention ambitieuse de modifier sa structure économique en s'appuyant sur des outils financiers novateurs pour mobiliser un financement climatique durable afin de lutter contre les changements climatiques. Un an plus tard, à Glasgow, en Écosse, en marge de la COP 26, nous avons annoncé le lancement de projets d'hydrogène vert à grande échelle qui fourniraient au monde les molécules propres nécessaires pour décarboniser les secteurs où il est difficile de réduire les émissions. Aujourd'hui, plus de cinq projets de ce type sont en cours d'élaboration, et nous envisageons de déployer plus de 20 milliards de dollars pour exploiter notre incomparable potentiel en matière d'énergies renouvelables, afin de donner aux générations futures une chance de s'en sortir face au réchauffement de la planète.

Le lancement d'une nouvelle industrie des carburants synthétiques en Namibie n'est pas seulement une occasion de lutter contre les changements climatiques. En effet, il s'agit aussi d'une occasion inégalée de procéder à une industrialisation verte. La Namibie a maintenant attiré de nouvelles industries qui cherchent à utiliser l'électricité propre et bon marché et les molécules produites dans le pays. L'un de ces exemples pionniers est le projet Oshivela de HyIron, qui prévoit d'utiliser de l'hydrogène vert produit en Namibie pour la première production industrielle de fer avec zéro émission nette. Au cours de la première phase du projet, en 2024, une production annuelle de 15 000 tonnes de fer obtenu par réduction directe est prévue. Le projet Oshivela sera l'un des plus grands sites de production primaire de fer vert au monde et devrait permettre de capturer 27 000 tonnes d'émissions de dioxyde de carbone par an, soit l'équivalent de 50 % des émissions de dioxyde de carbone de l'ensemble du secteur de l'électricité en Namibie aujourd'hui.

Pour acheminer les molécules propres jusqu'à leur destination finale, il faudra aussi déployer des solutions innovantes en ce qui concerne le transport maritime, un autre secteur où il est difficile de réduire les émissions. C'est pourquoi la Namibie met actuellement en place des couloirs maritimes verts avec le Mærsk Mc-Kinney Møller Center for Zero-Carbon Shipping, afin de cartographier et de financer le développement de chaînes de

valeur maritimes neutres en carbone grâce à la production, au transport, au stockage et à la consommation de carburants propres et de produits sans carbone fabriqués en Namibie et commercialisés dans le monde entier. Nous travaillons avec la Compagnie Maritime Belge sur des projets de construction d'une installation de soutage d'ammoniac propre à Walvis Bay, pour un coût de plus de 2,2 milliards d'euros, en partenariat avec le groupe namibien Olthaver and List. Le 28 septembre de cette année, ce partenariat, baptisé Cleanergy, devrait présenter son projet de construction de sa première station-service multimodale à hydrogène vert en Namibie.

Je dis toujours que nous ne faisons pas la paix avec nos amis, mais avec nos ennemis. Les mesures punitives imposées depuis plus d'un demi-siècle à la République de Cuba ont entraîné des souffrances indicibles qui ont privé le peuple cubain de ses droits. L'embargo imposé au peuple cubain reste injuste et doit par conséquent être levé. La Namibie demande aux États-Unis d'Amérique de retirer la République de Cuba de la liste des États qui soutiennent le terrorisme, étant donné qu'il n'existe aucune preuve justifiant cette inscription. Les mesures punitives sélectives prises contre le Zimbabwe et le Venezuela doivent également être levées, car elles constituent le plus grand obstacle à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

La Charte des Nations Unies demeure une importante source d'inspiration puisqu'elle incarne des valeurs adoptées d'un commun accord, à savoir la diplomatie et la coexistence pacifique. Nous considérons que le droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes, inscrit dans la Charte, est essentiel. Cela vaut pour le peuple du Sahara occidental. Alors que notre droit à l'autodétermination a été reconnu, le peuple du Sahara occidental continue d'être sous occupation. Nous rappelons que le Maroc a défendu notre droit à l'autodétermination, et nous l'appelons maintenant à faire de même pour le peuple du Sahara occidental.

De même, le peuple palestinien aspire à sortir des conditions inhumaines dans lesquelles il vit, sous un régime oppressif. La Namibie se félicite dès lors de la décision de l'Assemblée générale de soumettre à la Cour internationale de Justice une demande d'avis consultatif sur les conséquences juridiques de la violation persistante par Israël du droit du peuple palestinien à l'autodétermination.

Les défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui ne sont pas insurmontables. En joignant nos efforts et en renouvelant notre engagement en faveur du

multilatéralisme, nous pouvons inverser les pires conséquences des défis mondiaux sans précédent que sont le réchauffement de la planète, les inégalités mondiales, les pandémies et les conflits. En joignant nos efforts, nous avons en nous la possibilité d'agir maintenant et de construire le monde que nous voulons. Dans ce monde, personne ne doit se sentir exclu.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Namibie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Hage Geingob, Président de la République de Namibie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. Klaus Werner Iohannis, Président de la Roumanie**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la Roumanie.

*M. Klaus Werner Iohannis, Président de la Roumanie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Klaus Werner Iohannis, Président de la Roumanie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Iohannis** (*parle en anglais*) : Le monde actuel subit des transformations profondes et rapides sous l'effet des nombreux défis auxquels l'humanité est confrontée. Dans le même temps, dans ce contexte très difficile, nous continuons de défendre nos valeurs fondamentales, la Charte des Nations Unies et un multilatéralisme efficace. Nos décisions sont cruciales pour l'avenir de l'humanité. Nous, les dirigeants, sommes appelés à prendre des mesures décisives pour les générations à venir, dans un esprit de solidarité et de responsabilité partagée, et à défendre l'ordre international fondé sur des règles et le plein respect du droit international.

La Roumanie est une voisine directe de la guerre d'agression que la Russie continue de mener contre l'Ukraine. Nous n'avons ménagé aucun effort pour contribuer de manière importante à la sécurité et à la stabilité régionales et internationales. Cette guerre a démontré que le monde doit accorder plus d'attention à la région de la mer Noire, car elle est d'une importance stratégique pour la sécurité transatlantique. De plus, la Roumanie

défend un multilatéralisme plus efficace dans la lutte pour la liberté et la démocratie, aux côtés de partenaires du monde entier qui partagent les mêmes idées. Dès le premier jour de la guerre, la Roumanie a fait preuve d'une solidarité totale à l'égard du courageux peuple ukrainien. Nous continuerons de donner refuge aux personnes fuyant l'Ukraine voisine et de les protéger, comme nous l'avons fait pour les plus de 6 millions d'Ukrainiens et d'Ukrainiennes qui ont déjà franchi nos frontières. Nous appuyons pleinement la formule de paix ukrainienne, qui constitue le cadre le plus propice à une paix juste, pérenne et viable. Nous soutenons également l'application du droit international et du principe de responsabilité, afin que tous les responsables d'atrocités soient traduits en justice.

Notre région, la zone élargie de la mer Noire, doit être protégée des effets de la guerre que la Russie mène contre l'Ukraine, de sa guerre hybride et de son ingérence pernicieuse. La Roumanie a toujours affirmé que les conflits dits prolongés ou gelés de la région doivent rester des priorités à notre ordre du jour. Nous sommes également en première ligne pour apporter de l'aide, de plusieurs manières, aux partenaires vulnérables de la région. Ainsi, nous avons accordé une aide importante à notre voisine, la République de Moldova, le pays le plus touché par la guerre après, cela va de soi, l'Ukraine elle-même.

Aujourd'hui, alors que nous défendons nos valeurs, nous devons continuer d'aspirer à un avenir durable. C'est pourquoi nous œuvrons activement en faveur de la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'insécurité alimentaire et l'instabilité énergétique et économique touchent le monde entier, en particulier les populations les plus vulnérables des pays du Sud. En mettant fin à l'Initiative de la mer Noire et en attaquant les ports ukrainiens, la Russie exacerbe davantage la crise alimentaire mondiale. Nous demandons instamment, une fois de plus, à la Fédération de Russie de cesser d'entraver l'Initiative.

En tant que voisine directe de l'Ukraine et acteur international responsable et solidaire, la Roumanie participe activement aux efforts mondiaux en matière de sécurité alimentaire. Depuis le début de la guerre, nous avons facilité la livraison de plus de 25 millions de tonnes de céréales ukrainiennes. La Roumanie n'abandonnera pas ses partenaires les plus vulnérables qui ont besoin de son appui, en particulier les pays les moins avancés, notamment ceux d'Afrique. Par ailleurs, nous investissons dans la résilience des institutions africaines, le

maintien de la paix et le renforcement des capacités, et y contribuons.

Grâce à notre stratégie de développement durable, nous favorisons une gouvernance efficace, transparente et axée sur les citoyens. Selon notre deuxième examen national volontaire, publié en juillet, nous sommes sur la bonne voie, puisque nous avons déjà atteint 62 % de nos objectifs nationaux pour 2030. Toutefois, conscients du retard accusé à l'échelle mondiale, nous plaçons notre confiance dans le Sommet sur les objectifs de développement durable et le Sommet de l'avenir, qui se tiendront prochainement. Nous sommes également conscients de l'importance que revêt le financement du développement. La Roumanie s'engage à faire passer son aide publique au développement à 0,33 % de son produit national brut d'ici à 2030. De plus, nous contribuerons à la réalisation de l'objectif de l'Union européenne visant à consacrer 0,20 % de son aide publique au développement aux pays les moins avancés.

Les effets dévastateurs des changements climatiques, de la pollution, de la perte de biodiversité, de l'insécurité énergétique et de la désinformation sont des préoccupations mondiales. Les efforts déployés par la Roumanie pour relever ces défis sont visibles. Par exemple, nous sommes attachés à l'adoption et à la mise en œuvre accélérées de l'Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale. Nous avons également fait partie du groupe restreint qui a promu la présentation par l'Assemblée générale d'une demande d'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur les obligations des États à l'égard des changements climatiques. Nous continuons d'appuyer l'éducation à la question climatique, une priorité pour la Roumanie et pour moi-même. Je suis convaincu que le lien entre le climat et la sécurité doit occuper une place plus importante dans l'ordre du jour des organes de l'ONU, notamment au Conseil de sécurité. Nous espérons que le Sommet sur l'ambition climatique et la vingt-huitième session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques permettront de mobiliser la volonté politique pour maintenir l'objectif de 1,5 °C. Nous devons accélérer une transition énergétique juste et réduire les émissions, tout en garantissant la sécurité énergétique.

Lutter contre les risques de catastrophes naturelles requiert aussi des efforts conjoints, et l'initiative Plateforme d'urgence est un pas dans la bonne direction.

La Roumanie participe activement aux opérations d'assistance internationale, partage les pratiques exemplaires et offre des formations sur les mesures de riposte. Nous devons, dans le cadre de nos efforts, tirer parti des possibilités qu'offrent la transition numérique, l'innovation et les nouvelles technologies, ainsi que les investissements stratégiques dans les énergies renouvelables, pour favoriser le développement durable. Dans le même temps, la Roumanie salue l'initiative du Secrétaire général de publier un code de conduite concernant l'intégrité de l'information sur les plateformes numériques.

Dans le contexte géopolitique actuel, pour garantir l'efficacité du multilatéralisme, il faut en réussir la réforme, qui ne peut plus être retardée. Un Conseil de sécurité élargi pourrait inclure des voix supplémentaires importantes du Groupe des États d'Afrique, de divers petits États insulaires en développement et même du plus petit groupe régional, le Groupe des États d'Europe orientale.

Alors que nous célébrons le soixante-quinzième anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Roumanie plaide fortement en faveur du renforcement du système des droits de l'homme de l'ONU, et notamment de son financement approprié. En tant que membre du Conseil des droits de l'homme, nous continuons de soutenir activement la démocratie, l'état de droit, la non-discrimination, la liberté d'expression et les droits des enfants et des femmes. Parallèlement, le respect total et la promotion du droit international restent au centre même de notre politique étrangère. À titre d'exemple, la Roumanie préconise que plus d'États acceptent la juridiction de la Cour internationale de Justice, et nous comptons sur l'appui des membres à notre candidature solide à ce tribunal mondial.

Le Sommet de l'avenir qui se tiendra l'année prochaine est une excellente occasion pour trouver des solutions globales communes. Le pacte pour l'avenir doit doter l'ONU des outils nécessaires pour tenir ses promesses, envers nous et envers les générations futures. Nous devons défendre nos populations et l'avenir que nous voulons.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la Roumanie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Klaus Werner Iohannis, Président de la Roumanie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

### **Allocution de M. Chandrikapersad Santokhi, Président de la République du Suriname**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Suriname.

*M. Chandrikapersad Santokhi, Président de la République du Suriname, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Chandrikapersad Santokhi, Président de la République du Suriname, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Santokhi** (*parle en anglais*) : Je suis fier de voir que cet organe se trouve sous la houlette dévouée d'une nation sœur des Caraïbes, la Trinité-et-Tobago, et qu'un citoyen distingué et un diplomate chevronné de ce pays est à la tête de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-huitième session.

C'est la quatrième fois que je m'adresse à cet organe mondial, et je dois malheureusement reconnaître que la situation ne s'est guère améliorée au cours de cette période en ce qui concerne les éléments essentiels de la paix, de la prospérité et du climat dans notre monde. En revanche, les difficultés et les crises se sont multipliées et aggravées. Je n'ai pas besoin de mentionner ces crises, car nous les connaissons toutes et nous les évoquons chaque fois que nous nous adressons à un public international ou régional. La question la plus importante et la plus pertinente est de savoir comment y répondre. Nous faisons des promesses qui, souvent, ne sont pas tenues. Nous énonçons de nobles objectifs, mais leur réalisation laisse à désirer. Cela ne peut plus durer. Le statu quo ne peut être notre mantra. Aucun pays n'est épargné par les effets de ces crises. Cela est particulièrement vrai pour les pays en développement, comme le mien, le Suriname. Et aucun pays ne peut relever ces défis seul.

Il convient de mentionner que ce sont nous, les êtres humains, qui sommes responsables de ces crises, et nous devons en assumer la responsabilité. Nous devons aussi, ensemble, faire preuve de clairvoyance et de détermination pour régler ces problèmes de manière efficace. Afin de répondre de manière adéquate à ces crises, nous devons conceptualiser nos relations sous un angle nouveau. Nous avons besoin d'un nouveau type de multilatéralisme, qui soit plus juste et plus efficace et qui nous oblige à nous unir, un multilatéralisme synonyme

de respect et d'engagement à l'égard du droit international et de la coopération. C'est pourquoi il est de la plus haute importance de transcender les intérêts nationaux et de nous concentrer sur nos objectifs communs. Nous devons mettre de côté nos divergences idéologiques afin d'œuvrer, dans un esprit constructif, en faveur de la prospérité de nos peuples et de la protection de notre planète. Nous ne pouvons tout simplement pas espérer des solutions durables dans un monde qui évolue rapidement si nous ne changeons pas notre façon d'agir.

En tant que dirigeants mondiaux, nous insistons sur le fait que le respect d'engagements fermes en faveur des principes internationaux et du droit international, des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et d'un multilatéralisme efficace est une condition *sine qua non* pour faire face à ces menaces et à ces défis mondiaux. Le rôle que joue l'ONU dans la défense et le respect de ces principes par le dialogue, les échanges constructifs et des actions concrètes reste essentiel. Une Organisation des Nations Unies forte, déterminée et unie est par conséquent indispensable.

Les multiples crises mondiales et nationales, telles que le fardeau de la dette, les effets internes des changements climatiques, la récession financière et économique consécutive à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et les répercussions de la guerre qui fait rage en Ukraine, exercent une pression considérable sur la réalisation des objectifs de développement durable, et ce, à grande échelle. Des ressources financières et techniques limitées ont dû être allouées à de nombreuses situations d'urgence afin de veiller à ce que personne ne soit laissé de côté. N'oublions pas que le renforcement de la résilience et le fait de ne laisser personne de côté ne sont pas un choix. Je tiens à rappeler que, pour les petits pays en développement dotés de zones côtières de faible élévation, la pression budgétaire engendrée par d'autres crises indépendantes de notre volonté représente un problème réel et quotidien. Toutefois, je reste d'avis que la transformation envisagée dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 reste à la fois possible et essentielle.

Comme nous le savons, la sécurité alimentaire représente un problème majeur. Il y a quelques jours, à Cuba, j'ai insisté sur l'importance que revêtaient la science, la technologie et l'innovation pour accroître la production alimentaire et optimiser les intrants nécessaires afin de rendre le secteur agricole plus productif. Au cours de ma visite, j'ai pu constater personnellement les effets préjudiciables du blocus en vigueur depuis longtemps, un blocus qui ne permet pas d'atteindre

l'objectif visé. Le programme de sécurité alimentaire de la Communauté des Caraïbes illustre les efforts déployés pour réduire de 25 % d'ici à 2025 le coût des importations alimentaires de la région, ainsi que pour promouvoir la production locale à l'aide de technologies modernes.

La portée et les incidences des technologies numériques ne feront que croître dans les années à venir, et il est primordial de tirer parti des avantages de ces innovations pour garantir un environnement porteur de transformations numériques qui soit accessible, transparent, sûr et sécurisé. Afin de mettre en œuvre cette stratégie globale de manière cohérente, mon pays a récemment élaboré et adopté une stratégie numérique nationale pour la période 2023-2030.

La situation politique et humanitaire se dégrade en Haïti, de même que les conditions de sécurité. Si je salue les efforts déployés à ce jour pour tenter de trouver une solution immédiate, il reste beaucoup à faire sur le plan politique pour traduire ces intentions en actions concrètes. Le peuple haïtien compte sur la communauté régionale et internationale pour lui venir en aide. Dans le même temps, les parties prenantes haïtiennes, qui sont divisées en groupes adverses, doivent se montrer disposées à nouer le dialogue et à parvenir à un consensus sur la voie à suivre dans les plus brefs délais.

Une nouvelle conférence sur le climat, la vingthuitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, approche à grands pas, alors que nous sommes confrontés à la réalité d'une intensification des effets dévastateurs des changements climatiques à l'échelle planétaire. Il est regrettable de devoir admettre que, malgré certains efforts, le monde est encore loin d'atteindre l'objectif de réduction des émissions nécessaire pour éviter des dommages irréversibles pour notre environnement mondial et nos sociétés. Et nous en subissons de plein fouet les conséquences. Le Suriname enregistre actuellement des températures extraordinairement élevées, ce qui pose des problèmes de disponibilité de l'eau potable. Nos régions à l'intérieur des terres sont de plus en plus souvent inondées en raison de fortes précipitations, et nos régions côtières sont menacées par l'élévation du niveau de la mer. En conséquence, les habitants des régions reculées de notre vaste territoire intérieur sont privés de travail, d'éducation et de services de base, et leur sécurité alimentaire est menacée. Le Suriname, qui est l'un des trois pays au monde à avoir un bilan carbone négatif, reste engagé et continue à jouer son rôle dans la protection de la planète par le biais d'actions

nationales, mais aussi en prenant part à des partenariats stratégiques internationaux, publics et privés, qui contribueront à garantir que nous conserverons ce bilan carbone négatif à l'avenir.

Nous ne pouvons pas nous rendre à Doubaï dans moins de deux mois et y entendre les mêmes analyses, histoires, politiques, discours et promesses accompagnés de nobles objectifs, pour que rien ne se passe par la suite. Oui, nous n'avons que trop tardé à prendre les décisions nécessaires, celles qui auront une véritable incidence et amélioreront nos conditions de vie. Nous avons besoin d'un accès facilité au financement de l'action climatique afin de mettre en œuvre des politiques d'atténuation et d'adaptation. Nous devons joindre le geste à la parole en ce qui concerne les pertes et les dommages. Nous devons rallier les efforts visant à indemniser les pays à forte couverture forestière pour ce qu'il est convenu d'appeler des crédits d'élimination du carbone, car jusqu'à présent, ces pays ont servi de puits de carbone au bénéfice du monde entier sans aucune compensation. Beaucoup d'entre nous ont soulevé la question d'une réforme urgente et globale de l'architecture financière internationale comme étant la mesure la plus indispensable pour relever les défis économiques, financiers et environnementaux auxquels sont confrontés les pays en développement. L'examen de nouvelles méthodes de classification des pays doit faire partie intégrante de ce processus de réforme. Je demande à toutes et à tous ici présents d'apporter leur contribution à la proposition de création d'un indice de vulnérabilité multidimensionnelle.

Mon pays, le Suriname, est à l'aube d'une exploitation commerciale prometteuse de ses nouvelles ressources pétrolières et gazières. Cette mise en valeur et les capitaux qui seront générés nous permettront d'offrir à notre population un système social, de santé et d'éducation qui contribuera à l'augmentation de la production dans d'autres secteurs, créant ainsi un avenir durable pour les générations actuelles et futures. Ces trois dernières années, le Suriname a connu un processus de réforme financière et économique au cours duquel les citoyens de mon pays ont dû faire de nombreux sacrifices. Si l'on ajoute à cela la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), les effets des changements climatiques, les conséquences de la guerre en Europe orientale et le lourd fardeau de la dette, les répercussions sur notre population ont été encore plus graves.

Je tiens à assurer à la communauté internationale que mon gouvernement est déterminé à maintenir notre bilan carbone négatif et à faire en sorte que notre pays

continue à être un énorme réservoir de biodiversité et présente un faible niveau de déforestation. Au Sommet de l'Amazonie qui s'est tenu en août dernier à Belém do Para, au Brésil, nous nous sommes engagés, avec sept autres pays, à mieux gérer la région amazonienne. Nous avons même formulé la promesse de mettre fin à la déforestation d'ici à 2030. Nous sommes déterminés à appliquer des normes environnementales internationales élevées afin de réduire au minimum les effets néfastes sur l'environnement. Nous le faisons pour financer notre transition vers une économie basée principalement sur la production d'énergies renouvelables sans émissions de carbone d'ici 2060.

C'est avec une certaine fierté que je voudrais annoncer que, pour la première fois, nous avons récemment inscrit nos crédits d'émission de carbone au registre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Nous avons pour ce faire eu recours à nos propres capacités, bien qu'elles soient limitées. Nous verrons comment le marché réagira à ces nouvelles ressources. Tous ces engagements sont pris pour contribuer à la sauvegarde de la planète et de la vie sur Terre. J'exhorte tous les grands pollueurs à entamer également ce processus et à ne pas essayer de gérer, de taxer ou de punir toute production respectueuse de l'environnement dans les pays en développement, qui sont les moins responsables de la crise climatique. Le véritable changement doit venir des pays les plus développés en particulier.

Pour terminer, exploitons ensemble nos forces, nos connaissances et notre détermination collectives pour créer un monde où la résilience et l'inclusion ne sont pas seulement des aspirations, mais des réalités. Ce n'est qu'au prix d'efforts conjoints que nous pourrions construire un avenir où personne ne sera laissé pour compte et où les objectifs de développement durable deviendront une lueur d'espoir et de progrès pour tous et toutes. Nous le devons aux générations actuelles et futures. J'appelle chacun et chacune d'entre nous à travailler de manière constructive et collective à l'instauration d'un nouvel ordre mondial amélioré et à s'engager une fois de plus en faveur des objectifs initiaux inscrits dans la Charte des Nations Unies, mais avec plus de dévouement, de passion et d'amour les uns pour les autres.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) :  
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président du Suriname de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Chandrikapersad Santokhi, Président de la République du Suriname, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

**Allocution de M. Zeljko Komšić, Président de la Présidence collégiale de la Bosnie-Herzégovine**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la Présidence collégiale de la Bosnie-Herzégovine.

*M. Zeljko Komšić, Président de la Présidence collégiale de la Bosnie-Herzégovine, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Zeljko Komšić, Président de la Présidence collégiale de la Bosnie-Herzégovine, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

**Le Président Komšić** (*parle en bosniaque ; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : Faisant fond sur le thème de la session de l'Assemblée générale de cette année, « Rétablir la confiance et raviver la solidarité mondiale : accélérer l'action menée pour réaliser le Programme 2030 et ses objectifs de développement durable en faveur de la paix, de la prospérité, du progrès et de la durabilité pour tout le monde », qu'il me soit permis, depuis cette importante tribune, de parler de questions vitales aux yeux du petit, mais fier État de Bosnie-Herzégovine.

La Bosnie-Herzégovine a, pour sa part, apporté son soutien au Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier à ses objectifs, qui ont pleinement trait à la création au sein des Membres de l'ONU d'un monde et d'un environnement permettant à nos États et à nos sociétés de se former et de se préparer à mettre en œuvre toutes les mesures susceptibles de nous mener à un développement durable autonome. Toutefois, dans le monde d'aujourd'hui, souvent dominé par la guerre et divers objectifs géopolitiques, il sera très difficile d'y parvenir, du moins de la manière prévue dans le Programme 2030. C'est pourquoi je tiens à souligner que la première étape que nous devons franchir doit être celle qui nous conduira à une paix durable. Telle est la priorité absolue du monde. Une fois que cela sera fait, nous pourrions passer à d'autres actions liées les unes aux autres et qui pourront préparer nos pays et nos sociétés à la solidarité et au progrès. Ces mesures sont loin d'être faciles,

et elles nécessitent beaucoup de sagesse, de planification et une bonne gestion de tous les processus et procédures susceptibles de nous aider à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

En commençant par le thème de la session de l'Assemblée générale de cette année, qui parle de rétablir la confiance et de raviver la solidarité mondiale, je voudrais souligner en quelques phrases les éléments qui pourraient rendre difficile la réalisation de ces objectifs.

D'emblée, je saisis cette occasion pour rappeler à l'Assemblée que la migration est l'un des éléments que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 tente de gérer de manière systématique et par la mise en œuvre d'une gouvernance spécifique. Bien que le Programme 2030 reconnaisse les migrants comme des agents de changement et des facilitateurs de développement dans leurs pays d'origine, de transit et de destination, il se concentre principalement sur les migrants en tant que bénéficiaires des objectifs de développement durable, notamment grâce à une meilleure protection, plus de droits et une transparence accrue. En outre, le Programme ne fait pas référence au concept plus large des diasporas, ni au rôle qu'elles jouent et peuvent jouer dans le développement. Cette affirmation, tirée du document intitulé *Migration in the 2030 Agenda* (La migration et le Programme 2030), publié par l'Organisation internationale pour les migrations, est certes vraie, mais lorsqu'il s'agit de la cause des migrations, c'est-à-dire de la situation sur le terrain dans certains pays, nous constatons plusieurs phénomènes indéniables.

La gestion actuelle des migrations a atteint un stade où les pays importants et puissants procèdent, dans leur propre intérêt, à une certaine sélection des migrants de manière à choisir les meilleurs et les plus instruits d'entre eux, comme les médecins, les ingénieurs, les scientifiques et d'autres personnes hautement qualifiées, et les font accéder à des pays plus grands où leurs connaissances et leurs compétences sont exploitées exclusivement au profit de ces systèmes plus grands. Dans les pays et les systèmes plus grands, les migrants issus de cette sélection peuvent être des agents de changement ou faciliter diverses améliorations mais, dans le même temps, le potentiel et les capacités des petits pays d'où proviennent ces migrants sont affaiblis. Les petits pays, en plus de perdre leur personnel le plus qualifié, perdent également tous les investissements qu'ils ont réalisés, y compris les investissements financiers, pour créer ces profils hautement qualifiés.

Bien sûr, il existe clairement une forme de migration dans laquelle de grands groupes de personnes tentent d'échapper à la guerre et aux horreurs de la guerre, mais il y a aussi ce que nous appelons la migration économique, qui oriente les migrants en fonction de leur potentiel et de leurs capacités. Dans les deux cas, ce sont les grands pays et leurs grands systèmes qui font la sélection et choisissent les meilleurs profils de migrants, en fonction de leurs besoins et de leurs aspirations, alors que, dans le même temps, on assiste à l'affaiblissement systémique des petits pays d'où proviennent les migrants. Que veux-je dire par là ? En bref, il est difficile de parler de rétablir la confiance alors que les grands pays et leurs grands systèmes accaparent la population des petits pays par le biais de la migration et que, en parallèle, les petits pays se vident, ce qui crée un environnement dans lequel la pauvreté se développe et toute forme de développement économique ou social est totalement bloquée. Par conséquent, la possibilité de créer les conditions préalables à un développement autonome dans les petits pays est menacée.

Du point de vue de mon pays, la Bosnie-Herzégovine, il est très facile de fournir des arguments et des preuves supplémentaires confirmant cette situation. Dans mon pays, on observe un exode important de la population vers des pays plus grands et plus développés, principalement vers des pays que nous considérons comme des pays occidentaux démocratiques. En enquêtant sur les raisons pour lesquelles notre peuple, le peuple de Bosnie-Herzégovine, décide de quitter son pays et de chercher de meilleures conditions de vie dans d'autres pays, nous sommes arrivés à la conclusion que la raison fondamentale de leur départ est qu'ils pensent qu'il n'y a pas de perspectives en Bosnie-Herzégovine. Lorsque nous avons examiné ce que nos concitoyens considéraient comme des lacunes fondamentales concernant les perspectives en Bosnie-Herzégovine, nous avons constaté qu'il s'agissait spécifiquement du fait que le système politique du pays n'est pas totalement démocratique, mais qu'il correspond plutôt à une forme d'ethnocratie ou à un système dans lequel les élections aux institutions gouvernementales, l'exercice du pouvoir et la distribution des emplois au sein de l'État, même dans le secteur réel, sont principalement basés sur l'appartenance à un groupe ethnique particulier en tant que condition préalable. Dans ce type de système, les postes clés sont rarement occupés par les meilleures personnes, c'est-à-dire celles dont les connaissances et les capacités permettraient par exemple de construire un système politique, économique et social en Bosnie-Herzégovine. Au contraire, ils sont souvent occupés par des personnes qui conviennent sur le plan

ethnique et politique, mais dont on ne peut guère attendre qu'elles fassent progresser le pays. Ce système de valeurs est en place depuis très longtemps. Dans ce système, les postes clés ne sont pas occupés par les personnes les plus compétentes et les mieux qualifiées, mais par celles qui conviennent sur le plan politique et ethnique.

Le système politique actuel en Bosnie-Herzégovine, qui est basé exclusivement sur l'appartenance ethnique et ensuite sur l'affiliation politique, dévalorise complètement la démocratie en tant que principe important pour la création d'un environnement offrant l'égalité des chances pour tous. Ce système, qui garantit la participation au Gouvernement de certains acteurs politiques et de leurs partis fondés sur l'appartenance ethnique, prend la forme des systèmes totalitaires anciens et actuels, dans lesquels le pouvoir est exercé de manière autocratique par des acteurs politiques d'inspiration autocratique. En raison de ce système politique inachevé, le développement du pays est lent, et cette politique entrave la réalisation de ce qui est, à mon avis, l'un des principaux objectifs de mon pays, à savoir son adhésion à des systèmes supranationaux plus vastes, tels que l'Union européenne ou l'OTAN.

L'inamovibilité des autorités ou la grande difficulté à les remplacer crée un environnement où les autorités elles-mêmes ne travaillent plus dans l'intérêt de leurs citoyens, parce qu'elles estiment que c'est inutile. La répartition du pouvoir politique et social en leur faveur est déjà garantie à l'avance par le système lui-même, un système basé sur l'origine ethnique.

Notre système politique actuel est habilement exploité par nos voisins à l'Est et à l'Ouest, par le truchement des communautés ethniques de Bosnie-Herzégovine, sur lesquelles ils revendiquent des droits nationaux. Ils dirigent la Bosnie-Herzégovine non pas dans le but premier d'aider les membres de ces communautés ethniques, mais dans le but de diviser la Bosnie-Herzégovine ou de la rendre insignifiante en tant qu'État. Nos deux voisins, par le biais des communautés ethniques de Bosnie-Herzégovine sur lesquelles ils s'efforcent de revendiquer tous les droits, même 27 ans après l'agression qu'ils ont menée sur la Bosnie-Herzégovine, attaquent de cette manière la souveraineté de notre pays, ce qui rend presque impossible le développement de la démocratie. Cette pratique viole également le minimum de confiance entre les États car, malheureusement, nos voisins ne déploient aucun effort sincère pour construire une coopération interétatique, mais s'emploient au contraire à affaiblir notre État. C'est un problème visible qui s'étend à toute la région des Balkans occidentaux,

où il existe différentes idées, plans et intentions visant à modifier les frontières internationalement reconnues et à réorganiser la région en quelque chose qui n'a rien à voir avec la démocratie.

Pour ces activités et politiques, les pays voisins bénéficient très souvent, à première vue, d'un appui surprenant et inattendu de la part de pays que nous considérons comme des États et sociétés démocratiques et libéraux, mais certainement aussi de la part de ceux qui ne sont pas démocratiques et que nous reconnaissons aujourd'hui comme des États agresseurs dotés de régimes autoritaires. Malheureusement, nombreux sont ceux, à l'Est comme à l'Ouest, qui pensent que leur appui à peine caché à ceux qui veulent contrôler complètement et, à terme, diviser la Bosnie-Herzégovine, apportera la stabilité dans les Balkans occidentaux. Nous, qui représentons l'État de Bosnie-Herzégovine à l'Organisation des Nations Unies, sommes convaincus que cela n'apportera ni stabilité ni progrès dans les Balkans occidentaux. Nos voisins ne peuvent pas se répartir la Bosnie-Herzégovine sans entrer dans un conflit entre eux. Nous n'accepterons à aucun prix la division et la disparition de notre État millénaire, quoi qu'en pensent les uns et les autres.

C'est pourquoi nous pensons que si l'on veut préserver la paix dans les Balkans occidentaux, il est dans l'intérêt de l'ONU d'appuyer l'État de Bosnie-Herzégovine et ses institutions. Si l'ONU tient à préserver la paix dans les Balkans occidentaux, elle doit appuyer celles et ceux qui n'ont pas violé les normes démocratiques et civilisationnelles, n'ont pas commis de génocide, n'ont pas fait partie d'entreprises criminelles communes, n'ont pas détruit la vie de personnes en raison de leur appartenance ethnique, n'ont pas détruit les temples ou les sanctuaires d'autres personnes et n'ont pas prôné le revanchisme ou la vengeance. En l'absence d'un tel appui, nous ne sommes pas responsables ni coupables de la déstabilisation, et nous ne resterons certainement pas les bras croisés face à une nouvelle tentative de destruction de la Bosnie-Herzégovine.

Cependant, le problème fondamental de la Bosnie-Herzégovine réside dans l'inégalité des citoyens au sein du système politique et électoral, qui engendre un système de gouvernance ethnique dans le pays, destiné à être conflictuel en soi.

En outre, le système ethnique d'exercice du pouvoir dans mon pays crée continuellement les conditions propices au népotisme et à la corruption dans toutes les composantes de la société, en particulier au sein des institutions gouvernementales. Le système ethnique

d'exercice du pouvoir entraîne un népotisme dans la sélection des personnes qui occupent les postes politiques et économiques les plus importants. Le système politique ethnique de mon pays est celui qui engendre et encourage le plus le népotisme et la corruption, et le népotisme et la corruption sont les éléments qui nuisent le plus à la cohésion sociale et à la confiance au sein d'une société.

C'est pourquoi, depuis des décennies, nous ne pouvons pas créer une société dans laquelle tous les êtres humains sont égaux, et, partant, une société caractérisée par l'égalité des chances, parce que face aux personnes qui obtiennent un emploi par l'intermédiaire de liens familiaux et face à la corruption qui entoure les postes les plus importants, l'on perd espoir en des perspectives d'avenir positives.

À cet égard, qu'il me soit permis de poser une question importante : comment est-il possible de renforcer et de garantir la confiance qui conduira à la réalisation des conditions préalables au développement lorsque nous n'avons en fait pas suffisamment de démocratie dans notre pays, lorsque notre droit à la démocratie nous est retiré et lorsqu'un embargo sur la démocratie nous est imposé, ce qui suscite une grande incertitude parmi les citoyens et les incite souvent à quitter le pays ?

Les dernières interventions des représentants internationaux de la Bosnie-Herzégovine, telles que celle du Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine, avec un recours à la violence juridique et une suspension de la Constitution de l'entité pendant 24 heures, ce qui est un précédent inconcevable dans le monde démocratique, n'ont pas permis de lever les obstacles au fonctionnement normal de l'État, mais ont au contraire renforcé le principe ethnique antidémocratique et approfondi la discrimination visant les citoyens dans la Constitution et le droit électoral.

La démocratie est l'élément le plus important pour instaurer la confiance, tant dans nos pays qu'à l'échelle mondiale. Pour créer les conditions préalables à un développement autonome, il est primordial que les transitions des sociétés s'achèvent le plus rapidement possible, pour passer d'anciens systèmes totalitaires et autocratiques à des systèmes fondés sur une démocratie à part entière.

Aussi comptons-nous sur l'appui des acteurs de la communauté internationale, même s'ils ont parfois recours à des outils antidémocratiques pour servir leurs intérêts, comme le fait de rejeter complètement la possibilité de renforcer la démocratie en Bosnie-Herzégovine.

Bien entendu, nous sommes pleinement conscients qu'il existe un certain nombre d'États Membres de l'ONU dont l'histoire et le contexte historique font qu'ils ne s'intéressent pas à la démocratie ni à son renforcement. Par contre, certains indicateurs nous montrent que plus de deux tiers des États Membres sont soucieux de garantir la démocratie et son renforcement. Mon point de vue va donc dans ce sens.

Je voudrais ajouter un autre élément important, indispensable au renforcement de la confiance en vue d'un développement autonome : la création d'un système de droits humains à part entière, qui propose, en définitive, une société dans laquelle les personnes et les citoyens sont égaux, et, par conséquent, une société caractérisée par l'égalité des chances, qui offre des possibilités à chacun et chacune.

Sans système égalitaire, il sera difficile d'instaurer la confiance dans un tel système, en particulier dans ce qui est encore une société d'après-guerre, comme l'est la Bosnie-Herzégovine. Cela est d'autant plus vrai que notre société a subi l'agression de nos voisins occidentaux et orientaux, ce qui a eu pour conséquence directe la commission de crimes de guerre atroces, et même du crime de génocide.

De tels scénarios pour la Bosnie-Herzégovine continuent d'être mis en œuvre, par des moyens politiques cette fois, en temps de paix, et l'appui de divers acteurs de la communauté internationale est constamment sollicité.

En même temps, indépendamment des scénarios susmentionnés, nous avons l'obligation de créer les conditions internes nécessaires pour édifier une société dans laquelle les personnes et les citoyens sont égaux, ce qui constitue l'un des outils de base qui nous permettra d'éviter les conflits à l'avenir. Les jugements des juridictions éminentes qui traitent de la protection des droits humains, comme la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), contiennent des ressources précieuses pour bâtir une société stable, dans laquelle le risque de conflit interne est réduit au minimum. Qui plus est, ces jugements privent les politiques potentiellement agressives des pays voisins d'un mécanisme efficace pour violer l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Bosnie-Herzégovine.

En bref, cela signifie que nous devons, en Bosnie-Herzégovine, changer l'ensemble du paradigme sociétal et passer d'une représentation politique ethnique à une représentation politique civique, qui est la norme dans le monde démocratique.

Nous devons saisir cette occasion pour appeler l'attention de l'ONU sur quelque chose qui, selon moi, et je suis désolé de le dire, est une position très peu civilisée du Gouvernement et du Premier Ministre de notre voisin, qui ont rejeté le dernier arrêt de la CEDH dans l'affaire Kovačević, et qui ont défendu les principes mêmes rejetés dans ledit arrêt, tels que le principe politique de la représentation légitime fondée sur l'appartenance ethnique, qui est une source d'inégalités entre les citoyens de Bosnie-Herzégovine ainsi qu'un moyen par lequel les pays voisins sapent l'État de Bosnie-Herzégovine. Cela a été fait d'une manière telle que l'on peut parler d'ingérence dans les affaires intérieures de la Bosnie-Herzégovine. Le mépris des jugements rendus par des juridictions internationales, tel qu'exprimé par le Premier Ministre d'un pays voisin, rappelle l'attitude à l'égard du droit international adoptée par Vladimir Poutine dans le cas de l'Ukraine.

Toutefois, il ne s'agit pas seulement d'une attitude négative à l'égard des normes internationales de l'ONU, mais aussi d'une politique à l'égard de la Bosnie-Herzégovine menée par ses voisins. Ce n'est que lorsque la représentation politique civique sera acceptée en Bosnie-Herzégovine, par la mise en œuvre des arrêts de la CEDH et que, parallèlement, les attaques des pays voisins contre la souveraineté du pays cesseront, que nous pourrons participer sur un pied d'égalité à des projets, tels que le Programme de développement durable à l'horizon 2030, dans notre pleine capacité et plus efficacement, en tant qu'acteur égal de toutes les activités prévues.

Lorsque ce moment viendra, nous serons, en tant que pays, prêts et équipés pour relever tous les défis liés au développement autonome, pour renforcer notre confiance sociale mutuelle en tant que société égalitaire et pour participer activement au renforcement de la confiance au niveau mondial. Je pense que tout le monde partage mon opinion selon laquelle dans les sociétés dominées par les inégalités, il n'est pas possible de participer de manière effective à la promotion des idées de développement autonome par le renforcement de la confiance et de la solidarité mondiale pour tous.

Pour y parvenir, nous devons d'abord réformer notre société pour qu'elle puisse comprendre l'importance de la solidarité pour tous, en mettant en place un système qui garantisse une pleine égalité et une solidarité envers les autres, sur un pied d'égalité.

Pour terminer cette allocution, je tiens à souligner que la Bosnie-Herzégovine œuvrera activement à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Nous nous efforcerons de renforcer la

confiance et la solidarité pour tous. En rejetant le concept ethnique discriminatoire, nous rejetons en même temps un système dominé par le népotisme et la corruption, et nous faisons ainsi entrer notre société dans le cercle des sociétés démocratiques et parvenues à maturité. Nous deviendrons alors une société et un pays capables de participer activement aux processus mondiaux, sur la base des principes fondamentaux sur lesquels reposent l'ordre mondial actuel et ce que nous appelons la communauté internationale. Le processus de transition de notre société peut et doit être relativement court, car l'égalité de toutes les personnes est le principe de base de toute société démocratique moderne. À cet égard, nous comptons sur le soutien de la partie de la communauté internationale qui peut nous aider à atteindre cet objectif. Je suis conscient de l'existence d'autres parties de la communauté internationale qui, pour des raisons géopolitiques qui leur sont propres, opposeront une résistance afin de maintenir la Bosnie-Herzégovine et l'ensemble de la région des Balkans occidentaux dans un état d'instabilité et de tension permanent. Ces personnes ne veulent pas la démocratie, mais plutôt l'ethnocratie, le désordre et la violence.

Enfin, je puis affirmer avec certitude que la Bosnie-Herzégovine est devenue un endroit où la démocratie et ses valeurs sont défendues. Et il n'existe que deux camps à cet égard : celui qui est en faveur de la démocratie et de ses valeurs et celui qui s'oppose à la démocratie parce que son objectif est d'instaurer des systèmes autocratiques qui sont antidémocratiques par nature.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la Présidence collégiale de la Bosnie-Herzégovine de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Zeljko Komšić, Président de la Présidence collégiale de la Bosnie-Herzégovine, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, Président de la République du Ghana**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Ghana.

*M. Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, Président de la République du Ghana, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de

souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, Président de la République du Ghana, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Akufo-Addo** (*parle en anglais*) : Le Ghana présente ses compliments au Président et le félicite de son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-huitième session.

Le Ghana profite également de sa présence à cette tribune, la plus prestigieuse de toutes, pour présenter les sincères condoléances et exprimer la sympathie de son gouvernement et de son peuple aux Gouvernements et aux peuples marocains et libyens à la suite des événements tragiques qui ont récemment frappé leurs pays.

Il n'est pas nécessaire que j'utilise des hyperboles ou des mots fantaisistes pour décrire la réalité de la situation à laquelle l'humanité est actuellement confrontée. Notre monde n'est pas dans un état dont on peut se réjouir aujourd'hui. Où que nous regardions et quel que soit le domaine de notre vie sur lequel nous portons notre attention, nous constatons une tristesse, une méfiance et une perte de confiance dans les structures qui guident la gouvernance mondiale depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, il y a près de 80 ans.

Le thème choisi pour la soixante-dix-huitième session est « Rétablir la confiance et raviver la solidarité mondiale : accélérer l'action menée pour réaliser le Programme 2030 et ses objectifs de développement durable en faveur de la paix, de la prospérité, du progrès et de la durabilité pour tout le monde ». Le choix de ce thème implique qu'il est généralement reconnu que la situation mondiale n'est pas ce qu'elle devrait être. La confiance mutuelle entre les nations, nécessaire pour garantir l'harmonie, a considérablement diminué. La cohésion dont nous avons besoin pour bâtir la paix et la prospérité de nos sociétés se désintègre et se rapproche des niveaux les plus bas atteints pendant la guerre froide. Nous ne semblons pas avoir de valeurs communes sur lesquelles nous sommes tous d'accord, ni d'objectifs communs auxquels nous aspirons tous. Les fractures n'existent pas uniquement entre les pauvres et les riches, le Sud et le Nord, ou les pays développés et les pays en développement. Même au sein de pays riches et bien établis, les tensions liées au commerce, au climat, aux frontières politiques et aux sphères d'influence géopolitiques sont palpables. Des définitions établies de longue date sont remises en question, des vérités et des croyances sacrées sont remises en cause ou tout simplement rejetées

et, dans certains cas, la diffusion délibérée de mensonges flagrants est devenue acceptable.

L'Organisation des Nations Unies, sous les auspices de laquelle nous, nations du monde, sommes réunies pour procéder à l'examen annuel du monde, a été créée dans l'idée que notre humanité commune serait la considération primordiale pour aborder les problèmes qui surgiraient invariablement dans nos relations mutuelles. Il ne fait aucun doute que l'Organisation a accompli de grandes choses au cours de ses 78 années d'existence, ce dont nous pouvons tous être fiers à juste titre. Mais il est également vrai que la réticence des pays, qui étaient les grandes puissances à l'époque de sa création, à accepter toute réforme en vue de tenir compte des réalités actuelles a porté atteinte à la crédibilité de l'ONU et de certains de ses organes, en particulier le Conseil de sécurité. Le Ghana arrive à la fin de la deuxième année de son mandat de deux ans en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité. C'est la quatrième fois que nous avons le privilège de siéger au Conseil depuis que nous sommes devenus Membre de l'ONU il y a 66 ans, devenant ainsi la première nation africaine postcoloniale à y adhérer.

Notre expérience est marquée par la tristesse et la déception. Nous avons pu constater par nous-mêmes, à maintes reprises, que les grandes puissances siégeant à l'ONU ont beau prêcher la démocratie, l'équité et la justice dans le monde, elles sont heureuses de pratiquer le contraire ici, à l'ONU, en privilégiant des intérêts étroits plutôt que ceux de l'humanité. En 2017, la première fois que j'ai pris la parole à l'Assemblée générale en tant que Président de mon pays (voir A/72/PV.11), j'ai longuement parlé de la nécessité de réformer l'ONU, et le Conseil de sécurité en particulier. J'ai dit alors qu'on parlait depuis longtemps de la nécessité urgente de réformer l'Organisation et qu'on la prévoyait, mais que d'une certaine manière, nous n'avions jamais trouvé le courage ni la volonté de le faire. J'ai alors déclaré que le Ghana appuyait le processus de réforme de l'ONU, en particulier du Conseil de sécurité, comme cela est énoncé dans la Position commune africaine sur la réforme du Conseil de sécurité, sur la base du Consensus d'Ezulwini.

J'ai déclaré à l'époque qu'il était grand temps de corriger l'injustice de longue date que la structure et la composition actuelles du Conseil de sécurité représentent pour les pays d'Afrique. Après avoir siégé au Conseil en cette période difficile pour le monde, notre opinion sur la nécessité d'une réforme n'en est que plus affirmée. Nous ne pouvons pas continuer à prêcher la démocratie, l'égalité et

la bonne gouvernance dans le monde, et nous ne pouvons pas insister sur la paix et la justice dans le monde alors que notre organisation mondiale est perçue par la majorité de ses Membres et par les peuples du monde comme étant handicapée par une structure injuste et inéquitable.

L'Assemblée a choisi à juste titre le rétablissement de la confiance comme élément essentiel pour rétablir la stabilité et la prospérité dans notre monde. Nous ne pouvons pas rétablir cette confiance alors que l'Organisation qui devrait nous rassembler est perçue par beaucoup comme contribuant à perpétuer un ordre mondial injuste, renforcé par une architecture financière mondiale inéquitable et dysfonctionnelle.

Depuis un an et demi, une guerre à grande échelle fait rage au cœur de l'Europe. L'ONU ne semble pas vouloir ou pouvoir influencer sur les événements qui se déroulent en Ukraine. Le Ghana a siégé au Conseil de sécurité tout au long de cette période et peut affirmer que la solidarité mondiale que nous cherchons à relancer sous l'égide de l'ONU ne prendra forme que si cela convient aux pays qui ont le tout-puissant droit de veto et quand ils le voudront. À l'heure actuelle, rien n'indique que ces pays ont le moindre intérêt ou sont le moins du monde enclins à prendre les mesures nécessaires à cette fin. Le Ghana reste convaincu que l'Organisation est pour le monde le meilleur moyen de gérer ses problèmes multiples, mais elle ne pourra fonctionner efficacement et répondre à nos attentes qu'à condition que nous réformions les piliers sur lesquels elle repose. En l'absence d'une telle réforme, sa crédibilité continuera d'être mise à mal.

Je ne peux pas faire référence à la situation en Ukraine et faire mine d'ignorer les événements tragiques qui se déroulent dans mon propre voisinage, l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. L'instabilité au Sahel et les activités terroristes généralisées ont soumis les pays d'Afrique de l'Ouest à de fortes pressions politiques et économiques. Plusieurs pays de la région ont perdu de vastes étendues de territoire au profit des terroristes qui y sévissent. Les coups d'État ont refait irruption, apparaissant à tort pour certains comme la solution aux menaces pesant sur leurs nations. Dans la région de l'Afrique de l'Ouest, nous faisons de notre mieux, dans les conditions très difficiles auxquelles nous sommes confrontés, pour faire face à la situation. Nous sommes convaincus que les conflits qui continuent de miner notre continent, et notre région en particulier, seraient réglés de manière plus satisfaisante si la communauté internationale soutenait, au lieu de les saper, les efforts déployés par nos organisations régionales et continentales pour y faire face. Les Africains

ont combattu et sont morts pendant la Seconde Guerre mondiale pour défendre l'Europe et ses alliés et ont remis le monde sur la voie de la paix et de la prospérité dont leurs nations et leurs citoyens jouissent depuis des décennies. Il est grand temps que le monde nous rende la pareille en cette période difficile.

Au Ghana, nous restons fermement convaincus que la démocratie est le meilleur moyen d'édifier la nation prospère à laquelle nous aspirons. Il est vrai que les dividendes économiques que beaucoup de nos concitoyens attendaient à juste titre du processus démocratique ne sont pas arrivés aussi vite que prévu, mais nous sommes déterminés à garder le cap, car nous sommes convaincus que ce processus finira par apporter la liberté et la prospérité à tous nos concitoyens. Nous sommes également obligés de reconnaître, pour la première fois dans l'histoire récente de l'humanité, le fait que non seulement la démocratie est remise en question et fait l'objet d'une campagne délibérée de désinformation, mais aussi que le régime autoritaire, présenté comme un moyen plus rapide de progresser sur le plan économique, se propage. La foi des jeunes dans la démocratie en tant que modèle de gouvernance le mieux adapté à l'instauration de la paix et de la prospérité au sein de notre société est constamment ébranlée. Les répercussions économiques de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et les conséquences de la guerre en Ukraine n'ont fait qu'ajouter à la pression et à l'anxiété de notre jeunesse.

Nous pourrions aussi certainement nous passer de dépenser les sommes folles que nous consacrons actuellement à notre sécurité, à nos frontières nord notamment. Aujourd'hui, nous ne ressentons malheureusement pas la solidarité internationale dont nous devrions à notre sens faire l'objet. Il est sans aucun doute dans l'intérêt du monde entier que l'Afrique de l'Ouest soit pacifique et prospère. Nous voulons que nos jeunes évoluent dans une Afrique de l'Ouest pacifique et prospère, plutôt que de faire partie des milliers de personnes qui arrivent dans une Europe peu accueillante après des voyages périlleux à travers le Sahara et la mer Méditerranée.

Nous ne cherchons pas à nous dédouaner de la responsabilité des problèmes que nous rencontrons s'ils sont de notre fait, et il convient de répéter que nous n'avons pas besoin de sympathie et que nous ne voulons pas peser sur la conscience de qui que ce soit. Mais nous ne pouvons pas – et le monde ne doit pas – prétendre que les conditions socioéconomiques actuelles de l'Afrique n'ont rien à voir avec les injustices historiques qui ont façonné les structures du monde. Il est temps de reconnaître ouvertement

qu'une grande partie de l'Europe et des États-Unis a été bâtie grâce à l'immense richesse obtenue au prix de la sueur, des larmes, du sang et des horreurs de la traite transatlantique des esclaves et des siècles d'exploitation coloniale. Peut-être faudrait-il également admettre qu'il n'est pas aisé de bâtir des sociétés confiantes et prospères à partir de nations qui, des siècles durant, ont vu leurs ressources naturelles pillées et leurs populations échangées comme des marchandises.

Pendant des siècles, le monde n'a pas voulu et n'a pas pu regarder en face les réalités des conséquences de la traite des esclaves, mais les choses changent peu à peu et il est temps de mettre résolument la question des réparations sur le devant de la scène. Les générations actuelles ne sont certes pas celles qui ont pratiqué la traite des esclaves ; pour autant, cette grande entreprise inhumaine était délibérée et appuyée au niveau des États, et ses bénéfices font clairement partie intégrante de l'architecture économique actuelle des nations qui l'ont pensée et mise en œuvre. La traite des esclaves doit donner lieu à des réparations financières. Aucune somme d'argent ne pourra jamais compenser les horreurs perpétrées, mais cela permettrait de reconnaître le mal commis, le fait que des millions d'Africains productifs ont été arrachés à leur continent et mis au travail, sans aucune compensation, dans les Amériques et les Caraïbes. S'il existe chez certains une once d'hésitation quant au fait de payer des réparations, il convient de rappeler qu'à l'abolition de l'esclavage, les propriétaires d'esclaves ont été indemnisés pour la perte de ces derniers, les être humains réduits en esclavage étant considérés comme des biens, des marchandises. Il s'agit sans aucun doute là d'une question à laquelle le monde doit faire face et qu'il ne peut plus se permettre de négliger. L'Union africaine a autorisé le Ghana à organiser une conférence mondiale sur la question à Accra, en novembre.

Il est aussi probablement temps de revenir sur la question épineuse des flux financiers illicites en provenance du continent africain. Je me réfère au rapport du groupe présidé par le très respecté ancien Président sud-africain, Thabo Mbeki, sur les flux financiers illicites en provenance d'Afrique, qui indique que l'Afrique perd plus de 88 milliards de dollars par an du fait de ces sorties illicites de capitaux. Oui, ces fonds doivent également être restitués au continent. Le fait que les pays bénéficiaires n'hésitent pas à les conserver tout en qualifiant allègrement de corrompus les pays d'où ils proviennent est difficilement compréhensible. Je pense qu'un groupe de travail conjoint de la Commission de l'Union africaine et du secrétariat de l'Organisation de coopération et de

développement économiques, sous les auspices de l'ONU, devrait être chargé de trouver des moyens de mettre fin à ces flux préjudiciables.

*M. Pieris (Sri Lanka), Vice-Président, assume la présidence.*

Avant la pandémie, comme dans de nombreuses autres régions du monde, nous progressions dans la réalisation des 17 objectifs de développement durable, et nous avions de bonnes raisons de croire que nous respecterions l'échéance de 2030. Aujourd'hui, le bilan de nos performances est peu reluisant. La plupart des 21 cibles fixées à l'horizon 2020 n'ont pas été atteintes, et nous ne sommes pas en bonne voie pour atteindre de nombreuses autres d'ici à 2030. Selon le *Rapport sur les objectifs de développement durable 2023*, seules 12 % des cibles des objectifs de développement durable sont en passe d'être atteintes. Les progrès réalisés sur 50 % d'entre elles sont faibles. Et plus décevant encore, nous sommes au point mort, voire avons régressé, en ce qui concerne plus de 30 % des cibles. Nous devons accélérer la mise en œuvre de l'ensemble du projet.

Nous avons la capacité de renverser la situation. Un bon début serait d'apporter les changements nécessaires aux structures de l'Organisation ; nous pourrions alors rétablir la confiance et raviver la solidarité mondiale.

**Le Président par intérim (parle en anglais) :** Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Ghana de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, Président de la République du Ghana, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. Gitanas Nausėda, Président de la République de Lituanie**

**Le Président par intérim (parle en anglais) :** L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Lituanie.

*M. Gitanas Nausėda, Président de la République de Lituanie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim (parle en anglais) :** Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Gitanas Nausėda, Président de la République de Lituanie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Nausėda (parle en anglais) :** Nous sommes réunis à un moment critique. Les divisions politiques, économiques et culturelles se creusent sous nos yeux. Les conflits, l'instabilité et les troubles civils font florès dans le monde entier. La perturbation de l'ordre international fondé sur des règles menace le monde que nous connaissons tous et chérissons. Il est temps d'agir de manière décisive. Nous devons nous montrer à la hauteur des défis et travailler de concert afin de préserver la paix, la prospérité et la stabilité, de protéger l'ordre fondé sur des règles, la démocratie et l'universalité des droits humains, de sauver notre maison, la planète Terre, des effets de changements climatiques catastrophiques, et de lutter pied à pied contre la pauvreté et les inégalités dans le monde. Ce ne sera certainement pas facile. Il faudra rétablir la confiance mondiale, mettre en œuvre les objectifs de développement durable et négocier et signer un Pacte pour l'avenir qui ait réellement du sens.

Je suis ici pour exprimer ma profonde inquiétude au sujet des effets dévastateurs des changements climatiques et faire part de l'expérience lituanienne. Aujourd'hui, la transformation verte n'est plus une question de choix. Nous devons agir de manière énergique pour entretenir la flamme des objectifs et de l'esprit de l'Accord de Paris sur les changements climatiques. La Lituanie est déterminée à prévenir, réduire autant que possible et combattre les changements climatiques. Nous nous sommes donné pour mission de parvenir à une réduction de 70 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030, et à la neutralité climatique à l'horizon 2050. L'énergie renouvelable jouera un rôle central dans notre stratégie. Nous avons pour ambition de transformer la Lituanie, actuellement importatrice nette d'électricité, en productrice d'énergie verte autonome d'ici à 2030. Le développement de l'énergie solaire et les parcs éoliens sur terre et en mer devraient accroître sensiblement notre capacité installée de production d'énergie renouvelable.

Il ne peut y avoir de développement durable en temps de guerre. Où que nous regardions, en Europe, en Asie, en Afrique ou dans les Amériques, la paix est une condition essentielle pour que l'humanité prospère et soit créative. Une guerre coloniale à l'ancienne est de retour en Europe. L'agression de la Russie contre l'Ukraine aggrave la situation mondiale dans de nombreux domaines, tels que la sécurité alimentaire et énergétique, le climat, la finance, la santé mondiale et les migrations. Les normes internationales en vigueur et toute la vision d'un monde ouvert et qui coopère sont actuellement otages des ambitions impérialistes de la Russie. Le cadre même de la coopération multilatérale qui soutient la paix, la

stabilité et la prospérité depuis la fin de la guerre froide est menacé. L'intégrité de la Charte des Nations Unies et du système international fondé sur des règles est gravement mise en danger.

La communauté internationale ne peut plus laisser la Russie manipuler et détourner les règles mondiales. Ses nombreux crimes, comme la destruction massive de villes et de localités ukrainiennes, le meurtre de milliers de civils innocents et le déplacement de millions d'autres, ont jeté le discrédit sur le Conseil de sécurité, où la Russie occupe toujours un siège permanent, qui lui confère le droit de veto. La communauté internationale doit accentuer la pression sur la Russie afin qu'elle cesse ses attaques délibérées contre les civils et les infrastructures civiles en Ukraine. La catastrophe écologique sans précédent causée par destruction du barrage de Kakhovka ne doit pas se répéter sous des formes nouvelles et encore plus dangereuses.

La guerre d'agression doit s'arrêter, avec un retrait immédiat, complet et sans condition des soldats et de l'équipement militaire du territoire ukrainien, et par là j'entends tout le territoire ukrainien, à l'intérieur de ses frontières et eaux territoriales internationalement reconnues depuis 1991. La Lituanie souscrit sans réserve à la formule de paix du Président Zelenskyy, qui constitue une base solide pour arriver à la paix, conformément aux principes de souveraineté, d'intégrité territoriale et d'indépendance. Dans l'intervalle, elle appelle tous les États Membres de l'ONU à fournir à l'Ukraine une assistance humanitaire, militaire, économique et diplomatique substantielle.

Alors que nous œuvrons pour une paix durable, nous devons veiller à ce que les auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité répondent de leurs actes. Du point de vue de la justice, il nous faut également nous pencher sur les agissements du régime bélarussien, qui participe à cette guerre d'agression en apportant un concours militaire et en facilitant l'offensive depuis son territoire. Plus précisément, nous devons tous appuyer les efforts déployés par l'Ukraine dans le cadre de la Cour internationale de Justice et soutenir les mesures conservatoires de la Cour ordonnant à la Russie de mettre un terme immédiat à son action militaire sur le territoire ukrainien.

Une autre institution, la Cour pénale internationale (CPI), joue un rôle crucial dans les poursuites concernant les crimes de guerre, le génocide et les crimes contre l'humanité perpétrés en Ukraine. La Lituanie approuve les mandats d'arrêt émis par la CPI contre le Président et la Commissaire aux droits de l'enfant de la Russie,

dans lesquels il faut voir une avancée encourageante s'agissant de lutter contre l'impunité pour le fait de s'en prendre aux enfants dans le cadre d'un conflit militaire. L'étape suivante consistera bien sûr à rapatrier les enfants ukrainiens déportés de force vers la Russie et le Bélarus. L'initiative de réprimer les crimes sexuels perpétrés par les forces russes en Ukraine mérite également notre appui à tous. La Lituanie salue le dévouement indéfectible de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit pour remédier à ce problème majeur. Il manque encore un tribunal spécialement conçu pour connaître du crime d'agression en lui-même, commis par les hauts dirigeants politiques et militaires de la Russie. La Lituanie appelle à la création d'une telle juridiction par une résolution de l'Assemblée générale. Ne pas le faire compromettrait plus avant la crédibilité du système de justice mondial dans son ensemble.

Depuis le tout début, l'agression de la Russie contre l'Ukraine est un problème véritablement mondial. Elle nuit à la sécurité alimentaire à l'échelle planétaire, de même qu'à la sûreté nucléaire. La Russie prend le monde en otage en bloquant les exportations de céréales ukrainiennes, en pillant les territoires ukrainiens occupés et en dévastant les infrastructures agricoles locales. Les actions unilatérales comme le retrait russe de l'Initiative de la mer Noire, mettant en danger au moins 82 pays, alors que 350 millions de personnes sont directement exposées à l'insécurité alimentaire, doivent être universellement condamnées. La solution n'est pas de lever les sanctions imposées à la Russie. Pour renforcer les économies vulnérables, il nous faut chercher des solutions géopolitiques. Par exemple, il pourrait s'agir d'ouvrir davantage de couloirs de solidarité en offrant d'autres possibilités de transport pour les produits alimentaires ukrainiens, par exemple par les ports sûrs de la mer Baltique. La disponibilité de la production alimentaire locale et de l'engrais dans les régions vulnérables pourrait également être stimulée par un appui international.

En ce qui concerne la sûreté nucléaire, la Lituanie attend de la Russie une coopération plus active dans la protection de la centrale nucléaire de Zaporizhzhia, conformément aux recommandations formulées par l'Agence internationale de l'énergie atomique. Nous suivons également avec la plus vive inquiétude les récentes décisions prises par la Russie en matière de maîtrise des armements. L'année dernière, la Russie a fait voler en éclats le consensus qui se dessinait à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Par la suite, le Bélarus a annoncé un accord

visant le déploiement d'armes nucléaires russes sur son territoire, ce qui est contraire aux engagements internationaux pris dans le cadre du Traité. Enfin, la Russie a officiellement annoncé son retrait du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe. Cela signifie qu'elle se prépare à de nouvelles guerres, et non à la paix.

Le seul moyen d'inverser la vague de déstabilisation qui nous menace tous est d'unir nos forces pour bâtir un monde meilleur. Nous avons besoin d'un effort collectif pour rétablir la confiance entre les nations. Les violations du droit international et des droits humains universels ne peuvent devenir la norme. Ni la justice ni la paix ne sont gratuites. Nous devons défendre la paix. Nous devons défendre la justice. Le principe de responsabilité et l'ordre international fondé sur des règles seront essentiels pour construire un monde juste et sûr. Il y va de notre responsabilité à l'égard des générations futures.

J'attends aujourd'hui de l'Assemblée qu'elle reste ferme dans sa condamnation de toutes les formes d'agression qui violent clairement la Charte des Nations Unies. Il ne suffit toutefois pas de les condamner. Des mesures déterminées doivent être prises. Il faut mettre un terme une bonne fois pour toutes à la politique de la peur et de la coercition pratiquée à l'échelle mondiale. Nous devons défendre résolument l'égalité des nations souveraines, qu'elles soient grandes ou petites. Nous devons rester fidèles aux principes fondamentaux énoncés dans la Charte, notamment le respect du droit international et la maîtrise des armements. Ces principes doivent guider notre action. Chaque nation est importante. Nous devons nous opposer ensemble au pouvoir de la peur. Ensemble, nous pouvons changer le monde.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Lituanie de l'allocation qu'il vient de prononcer.

*M. Gitanas Nausėda, Président de la République de Lituanie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M<sup>me</sup> Zuzana Čaputová, Présidente de la République slovaque**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocation de la Présidente de la République slovaque.

*M<sup>me</sup> Zuzana Čaputová, Présidente de la République slovaque, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M<sup>me</sup> Zuzana Čaputová, Présidente de la République slovaque, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**La Présidente Čaputová** (*parle en anglais*) : À l'Assemblée générale et dans d'autres instances mondiales, nous entendons beaucoup de discours sur les défis auxquels nous sommes confrontés, qu'il s'agisse de l'intensité croissante des conflits armés ou des effets dévastateurs des changements climatiques. Nous discutons de la tâche qui consiste à subvenir aux besoins d'une population mondiale de plus en plus nombreuse alors que les ressources sont limitées et les écosystèmes surexploités. Nous débattons des possibilités offertes par les technologies émergentes, qui peuvent transformer notre quotidien, mais aussi entraîner la destruction de notre mode de vie démocratique. Ces défis ont un dénominateur commun : ils sont le fait des êtres humains ; c'est pourquoi il nous incombe d'y apporter des solutions anthropiques. Le temps des beaux discours, des discussions et des promesses est révolu. L'Assemblée doit commencer par travailler à l'objectif ultime pour lequel l'Organisation des Nations Unies a été créée, à savoir le rétablissement de la paix.

L'année dernière, nous avons enregistré plus de décès liés à des conflits dans le monde qu'au cours de n'importe quelle année depuis 1994. L'invasion illégale et à grande échelle, par la Russie, de l'Ukraine, voisine immédiate de la Slovaquie, a largement contribué à cette augmentation. Depuis plus de 570 jours, les forces russes tuent des civils ukrainiens innocents, enlèvent des enfants et détruisent des villes grandes et petites. Elles ont bombardé les infrastructures et les ports qui exportent les céréales ukrainiennes vers les populations qui en ont besoin au Bangladesh ou en Égypte. C'est pourquoi Moscou doit laisser ces céréales quitter les ports ukrainiens. Nous avons effectivement besoin d'un Nouvel Agenda pour la paix, comme l'a dit à juste titre le Secrétaire général, mais nous avons avant tout besoin que la Russie, membre permanent du Conseil de sécurité, agisse en faveur de la paix.

Le Sommet sur l'ambition climatique débute aujourd'hui. Lorsqu'il s'agit de la planète, il nous reste peu de temps pour agir. Nos villes se réchauffent, nos océans s'acidifient et nos terres deviennent plus arides. C'est la conséquence des changements climatiques provoqués par les activités humaines. Cet été nous a donné un nouvel

aperçu de ce qui nous attend si nous restons les bras croisés. Rapport scientifique après rapport scientifique, la même conclusion prévaut : nous n'en faisons pas assez. Le rythme actuel de notre réduction des émissions de gaz à effet de serre et de nos mesures d'atténuation n'est pas suffisant pour empêcher une augmentation de 1,5 °C de la température mondiale d'ici à 2100. Au niveau mondial, nos émissions dépassent toujours les niveaux convenus dans l'Accord de Paris. Nous pouvons encore prévenir les pires scénarios. Les émissions mondiales doivent atteindre leur niveau le plus haut avant 2030. C'est dans sept ans, et c'est notre responsabilité, pas celle des gouvernements qui nous succéderont. Si nous voulons obtenir des résultats dans sept ans, nous devons tous agir aujourd'hui. Transformons cette ambition en un engagement commun et mondial. Des solutions d'atténuation et d'adaptation réalisables, efficaces et peu coûteuses existent déjà. Elles peuvent accélérer notre transition écologique.

En Slovaquie, nous apportons notre pierre à l'édifice. Quatre-vingt-cinq pour cent de notre électricité est déjà produite sans aucune émission. Au cours des sept prochaines années, nous consacrerons 5 % de notre produit intérieur brut à la décarbonisation de notre économie et à l'utilisation accrue des énergies renouvelables. En 2030, nos émissions seront inférieures de 55 % à celles de 1990.

L'Europe se réchauffe peut-être deux fois plus vite que n'importe quel autre continent, mais l'Afrique, bien que responsable de moins de 4 % des émissions mondiales, est la plus vulnérable aux effets des changements climatiques. En œuvrant de concert en tant que partenaires, nous pouvons relever ce défi. Les technologies vertes qui existent déjà doivent être mises à la disposition de tous. La Slovaquie continuera d'honorer les obligations qui lui incombent en vertu des engagements pris au niveau mondial en matière de financement de l'action climatique.

Ma dernière observation sur les changements climatiques est simple. Nous devons nous réveiller. Nous ne luttons pas contre une menace extérieure. Il ne s'agit pas d'une météorite qui se dirige vers la Terre. Il s'agit d'une crise existentielle que nous avons nous-mêmes créée et que nous sommes les seuls à devoir résoudre.

Ces crises frappent le plus durement les personnes qui en sont le moins responsables : les populations vulnérables, les femmes et les enfants, ainsi que les peuples les plus pauvres du monde. Nous ne pourrons pas parvenir à la paix et à la prospérité si ces personnes sont laissées de côté. Cela fait des décennies que nous reconnaissons que les droits des femmes sont des droits humains. Il est temps

de passer de la parole aux actes. Notre richesse collective peut nous permettre d'offrir des conditions de vie dignes à tous les habitants de la planète. Cependant, aujourd'hui, à mi-chemin de l'échéance de 2030, seuls 12 % des objectifs de développement durable sont en passe d'être atteints. Ces objectifs ne sont pas des lignes directrices facultatives. Ce sont des critères permettant de bâtir un monde juste, équitable et stable.

Il y a 75 ans, nous avons adopté la Déclaration universelle des droits de l'homme. La dignité humaine, la liberté et la justice doivent être universellement protégées. Cela est d'autant plus important aujourd'hui, compte tenu de la promesse des nouvelles technologies de libérer un énorme potentiel dans des domaines comme la santé publique, la connectivité et la lutte contre les changements climatiques. Cependant, la technologie évolue parfois plus rapidement que les mentalités et les émotions humaines. L'essor rapide des plateformes de médias sociaux et le flux de désinformation et de discours de haine qui l'accompagne en sont la preuve. Les plateformes ont supprimé les barrières à travers le monde, reliant les personnes comme jamais auparavant, mais elles ont également détruit les barrières qui protégeaient les droits et l'intégrité d'autrui. Toute technologie doit être utilisée dans un seul but : garantir la dignité et les droits de toutes et tous. Si ces questions ne sont pas abordées, les plateformes de médias sociaux, l'intelligence artificielle et d'autres technologies émergentes pourraient amplifier considérablement les crises actuelles. C'est pourquoi nous ne pouvons pas remettre à plus tard leur réglementation démocratique. Les faits et la science sont indispensables pour relever les défis mondiaux. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) l'a clairement montré. La désinformation sape les efforts que nous faisons pour parvenir à un consensus et élaborer une vision commune. Si les êtres humains continuent de créer des vérités alternatives et de se méfier les uns des autres, nous ne pourrons jamais prendre les mesures nécessaires pour relever ces défis universels.

Pour conclure, je voudrais laisser à l'Assemblée un message d'espoir. Lorsque je rencontre des jeunes en Slovaquie, j'ai beaucoup d'optimisme en ce qui concerne l'avenir. Selon les données recueillies, l'égalité est la valeur sociétale la plus importante à leurs yeux. Nous devons écouter nos enfants et œuvrer à la réalisation d'une vision de l'humanité dans laquelle l'égalité est la règle et non l'exception, dans laquelle le développement peut être durable et résilient aux changements climatiques et dans laquelle nous pouvons vivre en paix. Ils comptent sur nous pour agir. Les conséquences de notre échec collectif ne

seront pas abstraites. Elles se traduiront concrètement par des morts, des déplacements, des injustices et la disparition d'espèces et d'écosystèmes. On demande souvent aux hommes et aux femmes politiques quel sera leur héritage. Ces conséquences seront-elles notre héritage ? Pour moi, le choix est clair et notre réponse doit l'être également.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Présidente de la République slovaque de l'allocution qu'elle vient de prononcer.

*M<sup>me</sup> Zuzana Čaputová, Présidente de la République slovaque, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. Sauli Niinistö, Président de la République de Finlande**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Finlande.

*M. Sauli Niinistö, Président de la République de Finlande, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Sauli Niinistö, Président de la République de Finlande, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Niinistö** (*parle en anglais*) : Il y a plus de 10 ans, lorsque j'ai pris la parole devant l'Assemblée générale pour la première fois en ma qualité de Président de la Finlande (voir A/67/PV.6), le monde semblait complexe. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, bon nombre de nations avaient subi des changements importants après une vague de soulèvements. L'Europe était aux prises avec la crise financière la plus grave de son histoire d'après-guerre. Partout dans le monde, les populations étaient touchées par l'instabilité et les conflits. Pourtant, notre tâche commune dans cette salle était de créer une atmosphère constructive, de nous comprendre les uns les autres et de trouver des solutions aux défis auxquels nous étions confrontés. Et c'est pourquoi nous nous réunissons à New York. Il ne s'agit pas seulement de faire des discours ou de se faire voir, mais surtout de nous assurer collectivement que la communauté internationale avance dans la bonne direction. Aujourd'hui, alors que je prends la parole devant cette instance pour la dernière fois, je me dois de poser

la question suivante : avons-nous rempli notre mission ? Le monde est devenu encore plus complexe. Les tensions mondiales sont vives et la concurrence entre les grandes puissances s'intensifie. Des visions divergentes du monde semblent s'affronter. Le thème choisi pour la session de cette année est : « Rétablir la confiance et raviver la solidarité mondiale : accélérer l'action menée pour réaliser le Programme 2030 et ses objectifs de développement durable en faveur de la paix, de la prospérité, du progrès et de la durabilité pour tout le monde ». Il ne faut pas qu'il s'agisse de mots creux. Nous devons en faire une réalité.

Nous avons tous beaucoup à gagner d'une coopération menée sur un pied d'égalité. Les nombreux défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés, des changements climatiques aux pandémies, ainsi que la pauvreté et les guerres, ne peuvent être surmontés par un seul pays ou un groupe de pays aux vues similaires. C'est ensemble que nous pouvons tirer le meilleur parti des possibilités qu'offrent les nouvelles technologies. Le système multilatéral reste le meilleur moyen de relever les défis auxquels la communauté internationale est confrontée. Mais ce système est aujourd'hui sous pression. Au fur et à mesure que le monde change, nombreux sont ceux qui commencent à remettre en cause les structures existantes. Alors que nous nous employons à renforcer la coopération multilatérale, toutes les voix doivent se faire entendre, en particulier celles qui émettent des critiques. Au lieu de porter des jugements hâtifs, nous devons apprendre à écouter. Dans mon premier discours devant cette instance, j'ai évoqué la croissance économique rapide observée dans ce que l'on appelle les pays du Sud et les profonds changements qu'elle engendrait. Ces changements sont clairement visibles depuis quelque temps déjà. Les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine sont des acteurs puissants sur le plan géopolitique. C'est précisément dans ces régions que l'on trouve aujourd'hui les économies les plus peuplées et à la croissance la plus rapide, et cette situation doit se refléter dans nos débats.

Il y a plus d'un an et demi, la Russie a lancé sa guerre à grande échelle contre l'Ukraine. L'agression de la Russie est une violation directe de la Charte des Nations Unies, à laquelle nous sommes tous attachés. En aidant l'Ukraine, la Finlande, comme beaucoup d'autres pays, appuie le droit naturel de légitime défense de l'Ukraine. Pour bon nombre de Finlandais et de Finlandaises, la lutte de l'Ukraine pour la liberté fait écho à notre histoire. Nous aussi, avons dû lutter pour notre liberté et notre indépendance contre un ennemi bien plus grand et nous avons payé le prix fort. Nous ne voulons pas voir le monde retourner à un état où les grands estiment qu'ils ont le

privilège d'assujettir les plus petits. La guerre est menée contre l'Ukraine, mais elle nous touche tous, tant en principe que dans la pratique. Elle a de graves conséquences à l'échelle mondiale. La guerre en Ukraine ne doit pas devenir l'un des nombreux conflits prolongés en cours dans le monde. Une paix qui respecte la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine est dans l'intérêt de tout le monde, et tel doit être notre objectif.

La Finlande appuie les efforts déployés par l'Ukraine pour parvenir à une paix juste et durable. Cependant, l'Ukraine ne doit pas être la seule à faire des efforts. La communauté internationale doit participer à ces efforts dans la plus grande mesure possible. Il est essentiel que les discussions tenues récemment à Djedda se poursuivent, et le débat public qui se tient aujourd'hui au Conseil de sécurité (voir S/PV.9421) est aussi une occasion très importante d'examiner et de trouver des voies et moyens d'aller de l'avant. Mettre un terme à la guerre de façon juste est essentiel pour les Ukrainiennes et les Ukrainiens, mais cela peut aussi contribuer à apaiser les tensions à plus grande échelle. Nous assistons à l'érosion de l'architecture internationale de maîtrise des armements. Des traités importants ont été abandonnés. Ceux qui restent semblent être en péril. Il est difficile de reconstruire et de renforcer la maîtrise des armements dans le contexte international actuel, mais nous devons comprendre qu'un monde dépourvu de règles mutuellement acceptées et de transparence est imprévisible.

Les technologies émergentes compliquent encore la situation. Les risques s'accumulent. Nous devons nous unir pour nous attaquer à ces problèmes.

Le sentiment de sécurité à l'échelle mondiale a baissé pour atteindre un niveau alarmant. Plus d'une centaine de conflits armés font rage dans le monde. Les populations d'Afghanistan, du Soudan, du Yémen et de nombreux autres pays continuent de faire face à d'énormes besoins humanitaires. Nous ne devons perdre de vue aucune de ces situations d'urgence.

Je félicite le Secrétaire général de la vision qu'il énonce dans le Nouvel Agenda pour la paix. Nous devons privilégier la diplomatie et tirer pleinement parti de l'Organisation des Nations Unies.

La Finlande souligne depuis longtemps l'importance du caractère universel et contraignant des droits humains. Ces droits doivent être respectés même lorsque nos sociétés sont en proie à des troubles. Dans les périodes difficiles, les droits des femmes et des filles sont souvent érodés. Nous devons faire montre de détermination

dans la sauvegarde de ces droits. En tant que membre du Conseil des droits de l'homme, la Finlande collabore avec toutes les parties prenantes pour défendre les droits humains universels.

Aucun pays n'est parfait en ce qui concerne les droits humains ; nous pouvons apprendre les uns des autres. Lorsque l'un d'entre nous échoue, la communauté internationale doit veiller à ce que les auteurs de violations répondent de leurs actes.

En début de semaine, il nous a été rappelé à juste titre que l'absence de progrès dans la réalisation des objectifs de développement durable avait de graves répercussions sur la vie et la prospérité des populations, mais aussi sur la paix et la sécurité dans le monde. Il s'agit là d'une tâche des plus urgentes : assurer un avenir durable à toutes les formes de vie sur cette planète, et nous ne sommes pas sur la bonne voie. Nous devons prendre nos engagements beaucoup plus au sérieux.

Si nous prenons du retard dans la réalisation d'un seul objectif, les effets risquent d'être multipliés dans d'autres domaines. L'action climatique en est un exemple évident. Des mesures importantes ont été prises, mais il faut en faire davantage. Tout progrès dans la réalisation des objectifs de développement durable sera compromis si nous ne parvenons pas à limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C.

Les changements climatiques et la perte de biodiversité représentent des défis auxquels la communauté mondiale ne peut se soustraire. L'été dernier s'est à nouveau avéré être le plus chaud jamais enregistré. Nous avons été témoins d'inondations, de sécheresses et d'incendies dévastateurs dans toutes les régions du monde. Nous devons comprendre qu'il s'agit de questions existentielles.

Il est également important de prendre conscience du fait que les changements climatiques ne nous touchent pas tous de la même manière ou de façon équitable. Ceux qui en sont le moins responsables sont souvent ceux qui en souffrent le plus. Nous devons revoir notre ambition collective à la hausse. De nouveaux engagements fermes en faveur de la réduction des émissions sont nécessaires de toute urgence. Et ceux-ci doivent être étayés par des mesures rapides et efficaces.

Comme l'a déclaré hier à juste titre le Secrétaire général Guterres, l'ONU a été créée précisément pour des moments comme aujourd'hui, où les dangers sont à leur paroxysme et le niveau de consensus au plus bas. Au fil des ans, depuis que je participe à l'Assemblée, nous avons

été confrontés à des difficultés considérables. Nous avons également été témoins d'efforts concrets visant à améliorer le fonctionnement du système multilatéral en vue de relever ces défis. Pourtant, nous manquons souvent à nos engagements. Nous devrions tous et toutes nous tourner vers nous-mêmes pour trouver la cause profonde de ces insuccès à répétition. L'Organisation des Nations Unies est la somme de ses Membres. Il nous appartient de veiller à ce que le système soit à la hauteur de la situation.

La compréhension et l'accord mutuels ne peuvent être renforcés que par le dialogue et une volonté réelle de collaborer. Aucun d'entre nous ne peut se permettre de faire fi des préoccupations de l'autre. Aucun d'entre nous n'a le droit d'imposer sa pensée ou ses conceptions aux autres.

En tant que communauté mondiale, nous devons être disposés à nous réunir dans un esprit de respect mutuel et en prenant pleinement conscience de l'obligation qui nous incombe à tous et à toutes d'œuvrer de concert. Ce faisant, je suis convaincu que nous découvrons que nous avons beaucoup plus en commun que nous ne le pensions.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Finlande de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Sauli Niinistö, Président de la République de Finlande, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. Rumen Radev, Président de la République de Bulgarie**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Bulgarie.

*M. Rumen Radev, Président de la République de Bulgarie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Rumen Radev, Président de la République de Bulgarie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Radev** (*parle en anglais*) : C'est pour moi un très grand honneur de m'adresser à l'Assemblée. Je suis convaincu que notre engagement nous permettra

de trouver des réponses aux défis urgents auxquels l'humanité est confrontée aujourd'hui.

À l'heure actuelle, nous vivons dans un monde où les risques et l'incertitude augmentent. Le spectre de l'autodestruction, ressuscité par la guerre à grande échelle qui sévit en Europe, est un cauchemar que ma génération croyait, à tort, appartenir à une époque révolue de l'histoire de l'humanité. La guerre, les conflits et la terreur mettent en péril l'avenir de notre civilisation. C'est également le cas des difficultés socioéconomiques accrues, de l'insécurité alimentaire croissante, de la perturbation des chaînes d'approvisionnement et de la hausse de l'inflation, qui ont commencé à se manifester lors de la catastrophe causée par la maladie à coronavirus (COVID-19). Après l'affaiblissement de la pandémie, les espoirs de réorganiser les liens sociétaux et économiques brisés ont suscité un certain optimisme, mais ensuite la guerre en Ukraine a éclaté. Elle a aggravé toutes sortes de crises et détruit non seulement des milliers de vies humaines, mais aussi l'optimisme quant à notre capacité de reconstruire en mieux.

L'érosion systématique de la démocratie et des droits humains et la montée de l'autoritarisme viennent compléter le tableau. Le consensus selon lequel l'humanité peut vivre selon les règles d'un ordre mondial adopté par la communauté internationale est violé de manière flagrante. Ces règles, qui ont été forgées dans cette salle en marbre vert de l'ONU, sont aujourd'hui contestées avec véhémence. Toutes ces évolutions défavorables sont sur le point de détourner notre attention des défis qui pourraient se révéler tout aussi meurtriers pour l'humanité. La triple crise planétaire, qui comprend les changements climatiques, la perte de biodiversité et la pollution, menace la vie sur notre planète. Tous ces risques et toutes ces difficultés doivent être abordés en gardant pleinement à l'esprit que c'est l'avenir de notre civilisation qui est en jeu.

Alors que l'humanité est à la croisée des chemins, la première mission que les dirigeants doivent considérer comme leur vocation historique est de rétablir la confiance dans le multilatéralisme et de défendre l'ordre international fondé sur des règles, qui doit servir la ferme volonté de tous les peuples de vivre en paix. C'est la condition *sine qua non* pour survivre et pour s'engager sur la voie de la prospérité. Rétablir la paix et la sécurité est notre priorité la plus urgente.

Il y a 19 mois, un membre permanent du Conseil de sécurité a déclenché une guerre d'agression contre un pays voisin, violant les principes consacrés dans la Charte des Nations Unies et le droit international. Dès le premier

jour, la Bulgarie a fermement condamné l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine. Chaque jour de cette guerre menace la paix et la sécurité mondiales. En outre, elle s'est transformée en une guerre d'attrition qui remet en cause le développement économique et social à travers le monde.

Les récents événements reflètent un risque croissant de propagation dans la région de la mer Noire, avec des répercussions sur les pays voisins de l'Ukraine. Une priorité importante de la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale doit être de trouver des modalités susceptibles d'ouvrir la voie au rétablissement de la paix en Ukraine. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une volonté politique plus forte, de diplomatie et de pourparlers actifs en vue d'une paix globale, juste et durable, fondée sur la Charte des Nations Unies internationalement reconnue.

La Bulgarie est profondément préoccupée par la décision de la Fédération de Russie de se retirer de l'Initiative de la mer Noire. Le bombardement des infrastructures portuaires ukrainiennes et les restrictions imposées à la navigation en mer Noire aggravent l'insécurité alimentaire mondiale, en particulier dans les pays du Sud, qui paient un tribut particulièrement élevé à la guerre.

Le maintien de la paix et de la sécurité internationales est confronté à des défis dans le monde entier. L'attention se porte désormais sur l'Ukraine, car ce conflit risque de plus en plus de se mondialiser, mais nous sommes vivement préoccupés par les victimes potentielles de chaque guerre et de chaque conflit. Les vies humaines sont toutes aussi précieuses les unes que les autres, partout dans le monde.

La situation au Moyen-Orient et le recours à la violence dans le conflit israélo-palestinien sont une source de grande préoccupation. Nous appelons toutes les parties à s'abstenir de recourir à la force et à reprendre des négociations directes en vue de parvenir à une solution des deux États équitable et durable.

La solution politique au conflit en cours en Syrie est la seule voie possible. La Bulgarie maintient sa position inébranlable en faveur de l'unité et de la souveraineté du Yémen. Nous appuyons les efforts internationaux visant à trouver des solutions pacifiques et à apporter une aide humanitaire à l'ensemble de la région.

En ce qui concerne l'Afghanistan, nous soulignons qu'il importe de prévenir les menaces terroristes et la migration irrégulière. Nous condamnons fermement l'action des Talibans, qui aggrave la situation des droits humains, en particulier celle des femmes et des filles, des

minorités ethniques et religieuses et des défenseurs des droits humains.

Mon pays est un fervent partisan de l'intégration européenne des pays des Balkans occidentaux, qui constitue le moyen le plus efficace de stabiliser la région. Des relations de bon voisinage, des réformes globales et le respect des critères d'adhésion sont au cœur du processus d'intégration.

La Bulgarie est une fervente partisane du renforcement de l'architecture mondiale de désarmement et de non-prolifération nucléaires. Nous appelons les États dotés d'armes nucléaires à entamer un dialogue sur le renforcement de la confiance. La suspension par la Russie de sa participation au nouveau Traité de réduction des armements stratégiques est très préoccupante. Son intention de déployer des armes nucléaires au Bélarus compromet la stabilité stratégique et l'architecture de sécurité globale. Nous appelons la Russie à prouver son engagement à respecter la déclaration conjointe du 3 janvier 2022 sur la prévention de la guerre nucléaire et de la course aux armements. Nous appelons l'Iran à se conformer à nouveau à ses obligations au titre du Plan d'action global commun et la République populaire démocratique de Corée à cesser de remettre en cause les accords internationaux de non-prolifération.

Le Sommet sur les objectifs de développement durable est une occasion cruciale de remettre sur les rails la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'accès au financement et la création de partenariats solides entre l'ONU et les institutions financières internationales sont essentiels pour parvenir à un développement durable. La Bulgarie s'emploie activement à concentrer ses activités sur un appui financier efficace à tous les pays dans le besoin.

Le pacte numérique mondial doit exploiter le potentiel des technologies numériques pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable. Notre avenir numérique et l'intelligence artificielle doivent être guidés par une approche axée sur l'être humain et fondée sur les droits humains, la démocratie et l'état de droit.

La Bulgarie se félicite des déclarations politiques adoptées lors des trois sommets sur la santé organisés dans le cadre de cette semaine de haut niveau. Ces documents, qui témoignent d'un solide engagement politique, favoriseront l'approche « Une seule santé », contribuant ainsi à renforcer les systèmes de santé nationaux et l'architecture de la santé mondiale.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a freiné la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier en ce qui concerne l'éducation. Nous appuyons la vision du Secrétaire général tendant à créer des sociétés d'apprentissage et à reconnaître l'éducation et la formation continue comme un bien public, et nous sommes prêts à respecter les engagements pris lors du Sommet sur la transformation de l'éducation en 2022.

Ces jours-ci, nous avons beaucoup parlé de la paix entre les nations, mais nous devons également faire la paix avec la nature. Les changements climatiques sont un multiplicateur de menace et il est essentiel de les atténuer. Une action climatique déterminée est un impératif mondial urgent qui permettra d'évaluer la capacité de riposte du système multilatéral.

Il est urgent d'agir pour enrayer et inverser la perte de biodiversité. La Bulgarie se félicite de la création récente du Fonds pour l'application du Cadre mondial de la biodiversité et de l'adoption de l'accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. La gestion durable de l'eau est essentielle à la réalisation de l'ensemble du Programme 2030.

Cette année, nous célébrons le soixante-quinzième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ce document remarquable est un puissant catalyseur de l'égalité, des libertés fondamentales et de la justice. La Bulgarie reste une fervente défenseuse du mandat du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et du système des droits de l'homme de l'ONU dans son ensemble. Fermement déterminé à faire progresser le programme des droits humains dans le monde, mon pays a présenté sa candidature au Conseil des droits de l'homme pour la période 2024-2026 et s'efforcera de lui assurer un large soutien et une mise en œuvre effective.

En tant que coprésidente du Groupe des Amis des enfants et des objectifs de développement durable, la Bulgarie a toujours défendu les droits de l'enfant, une question qui figure parmi nos priorités en tant que membre des Conseils d'administration de l'UNICEF et d'ONU-Femmes. Il est indispensable d'investir dans la santé, la nutrition et l'éducation des enfants, ainsi que dans leur protection contre la violence, pour respecter le principe fondamental de ne laisser personne de côté, énoncé dans le Programme 2030.

Mon pays met systématiquement l'accent sur des questions telles que l'égalité des sexes et l'autonomisation

des femmes et des filles, la promotion des droits des personnes handicapées et la lutte contre la discrimination et les discours de haine. Cette année, la Bulgarie a également commémoré le quatre-vingtième anniversaire du sauvetage de l'ensemble de la population juive de mon pays, soit 50 000 personnes, pendant la Seconde Guerre mondiale. Cet épisode remarquable de notre histoire moderne nous incite à poursuivre nos efforts pour promouvoir la tolérance et la compréhension en tant que valeurs fondamentales de la démocratie moderne.

Compte tenu des défis croissants posés aux principes fondamentaux inscrits dans la Charte des Nations Unies, la Bulgarie salue les efforts visant à accroître la transparence et la responsabilisation du Conseil de sécurité et s'est portée coauteure de la résolution historique 76/262, relative à l'utilisation du veto. Bien que l'initiative relative au veto ait donné à l'Assemblée générale davantage de moyens d'agir, la véritable réforme du Conseil de sécurité demeure une question difficile et délicate. La Bulgarie voudrait que le Conseil s'acquitte plus efficacement de sa responsabilité principale. L'attribution d'au moins un siège non permanent supplémentaire au Groupe des États d'Europe orientale au sein d'un futur Conseil de sécurité réformé reste une priorité pour nous.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Bulgarie de l'allocation qu'il vient de prononcer.

*M. Rumen Radev, Président de la République de Bulgarie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. Mohamed Irfaan Ali, Président de la République coopérative du Guyana**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocation du Président de la République coopérative du Guyana.

*M. Mohamed Irfaan Ali, Président de la République coopérative du Guyana, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Mohamed Irfaan Ali, Président de la République coopérative du Guyana, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Ali** (*parle en anglais*) : Je tiens à féliciter le Président de son élection à la tête de l'Assemblée

générale à sa soixante-dix-huitième session et à l'assurer du plein appui du Guyana dans l'exercice de ses responsabilités. Je saisis également cette occasion pour exprimer notre reconnaissance à S. E. M. Csaba Kőrösi pour le leadership dont il a fait preuve en présidant l'Assemblée à sa soixante-dix-septième session. Et je m'associe à mes préopinants pour exprimer la solidarité du Guyana avec les Gouvernements et les peuples libyens et marocains, à la suite des inondations et du tremblement de terre dévastateurs qui ont eu lieu récemment.

Le thème de la session de cette année reconnaît la nécessité de redéfinir collectivement nos relations mondiales et de les imprégner d'une confiance et d'une solidarité accrues. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons espérer lutter contre les problèmes les plus pressants de notre époque, à savoir les changements climatiques, les conflits, les crises énergétique et alimentaire et les obstacles à la réalisation du développement durable. Je demeure convaincu que le multilatéralisme reste l'approche la plus efficace pour relever ces défis, au premier rang desquels figurent les changements climatiques. Nous en subissons tous les effets désastreux. La différence réside toutefois dans notre capacité d'y faire face. Il est bien établi que les pays qui sont le plus touchés par les effets des changements climatiques n'ont pas contribué à la crise actuelle. Les petits États insulaires en développement et les États côtiers de faible élévation, comme le Guyana, sont parmi les plus durement touchés et ont besoin d'un financement suffisant pour faire face aux conséquences qui découlent de cette situation. Les engagements pris à cet égard par les pays développés, notamment la promesse d'allouer 100 milliards de dollars par an, n'ont toujours pas été honorés. Combien de temps encore les pays en développement devront-ils attendre pour que ces engagements soient pleinement honorés ?

Bien que le Guyana ait déjà réduit à zéro ses émissions, nous continuons à rechercher la croissance, en nous fondant sur une stratégie de développement à faible émission de carbone. Notre objectif est de veiller à ce que nous utilisions nos ressources de manière durable afin de favoriser un développement inclusif et équitable pour notre population. Deuxième pays au monde pour ce qui est de la couverture forestière par habitant, nous sommes conscients de l'importance des forêts pour atténuer les effets des changements climatiques au niveau mondial. Nos activités de sensibilisation à cet égard ont permis au Guyana d'obtenir 33,4 millions de tonnes de crédits d'émission de carbone, le premier programme à échelle juridictionnelle dans le monde. Jusqu'à présent, nous avons obtenu 750 millions de dollars pour la période

allant de 2016 à 2030. Le Guyana est attaché à une transition vers les énergies propres, et notre objectif est de dépendre à plus de 80 % des énergies renouvelables d'ici à 2030. La technologie, les capacités et le financement sont essentiels pour permettre aux pays en développement de se doter d'un bouquet énergétique pertinent et de la part nécessaire d'énergies renouvelables. Nous utilisons les recettes tirées des ressources pétrolières et gazières pour financer notre transition vers les énergies renouvelables, malgré notre statut de pays ayant réduit à zéro ses émissions, déjà reconnu au niveau mondial.

Qu'il me soit permis de m'étendre sur la question essentielle d'une transition juste, abordable et équitable. Bloomberg estime que pour atteindre l'objectif de réduction à zéro des émissions nettes dans le monde d'ici à 2050, il faudra investir annuellement plus du triple du montant investi en 2021, soit 6700 milliards de dollars par an. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) estime que pour limiter l'élévation de la température de la planète à moins de 2 °C, les investissements dans le seul secteur de l'énergie devront augmenter d'environ 1 000 milliards de dollars par an. Dans le même temps, dans les pays en développement, la situation est plus effrayante, près de 900 millions de personnes dans le monde n'ayant pas accès à l'électricité. Tout cela doit être considéré dans le contexte d'un déficit croissant de financements nécessaires pour atteindre les objectifs de développement durable, les besoins pour l'adaptation seule étant estimés entre 160 et 340 milliards de dollars d'ici à 2030, et entre 315 et 565 milliards de dollars d'ici à 2050, selon le Programme des Nations Unies pour l'environnement.

Plus de 90 pays se sont engagés à atteindre l'objectif de réduction à zéro des émissions nettes. L'AIE estime que pour y parvenir, d'ici à 2050, plus de 85 % des bâtiments devront être prêts à la neutralité carbone, plus de 90 % de la production industrielle lourde devra être à faible taux d'émission et près de 70 % de l'électricité devra provenir de sources solaires photovoltaïques. Sur la base de ces objectifs, la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité devra passer de 29 % en 2020 à 88 % en 2050. Parallèlement, pour éliminer le carbone de l'atmosphère, le monde devra simultanément mettre un terme à la déforestation et doubler le taux d'accroissement du couvert forestier d'ici à 2030. Cela signifie que d'ici à 2050, 7,6 gigatonnes de dioxyde de carbone devront être captées et stockées, contre 0,4 gigatonne en 2020. Selon McKinsey & Company, la transition vers des émissions nettes nulles d'ici à 2050 coûtera 375 000 milliards de dollars en dépenses cumulées pour les actifs corporels.

Dans ces conditions, la question est de savoir dans quelle mesure la voie vers la réduction à zéro des émissions nettes est réaliste. Il est évident que l'ambition mondiale de réaliser l'objectif de réduction à zéro des émissions nettes d'ici à 2050 n'est pas réaliste à l'heure actuelle, compte tenu du coût de la transition et des engagements financiers pris jusqu'à présent. Je ne dis pas tout cela pour réfréner les ambitions, mais pour que nous consacrons honnêtement et franchement notre énergie à l'adoption d'une approche plus équilibrée afin d'atteindre l'objectif de réduction à zéro des émissions nettes dans un environnement réaliste. Mon pays, le Guyana, a la chance de bénéficier du meilleur des deux mondes, c'est-à-dire que notre capacité de prendre la tête de la lutte contre les changements climatiques et d'utiliser nos vastes réserves pétrolières et gazières peut contribuer au progrès et au développement de notre pays et de notre région.

Mais je m'empresse d'ajouter que la vingt-huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 28) ne nous permettra pas d'atteindre les objectifs souhaités, à savoir placer définitivement notre planète sur une trajectoire de zéro émission nette, si nous continuons à aborder cette question de manière doctrinaire, en faisant abstraction des réalités actuelles. Compte tenu de l'augmentation de la demande d'énergie, une part importante de cette demande proviendra de nombreux pays en développement qui vivent toujours dans la pauvreté énergétique. Il est également vrai que les énergies renouvelables ne répondront pas à l'augmentation de la demande dans un avenir proche. Si le débat à la COP 28 repose sur un affrontement entre deux camps, l'un appelant à ne pas réduire la production de combustibles fossiles, y compris ses formes les plus polluantes, comme le charbon, et l'autre affirmant que la seule solution pour atteindre l'objectif de réduction à zéro des émissions nettes est de mettre fin à la production de combustibles fossiles, nous échouerons une fois de plus à obtenir un résultat viable et à donner à notre monde l'énergie dont il a besoin pour croître et prospérer.

Je pense que l'objectif de réduction à zéro des émissions nettes d'ici à 2050 ne peut être atteint que si nous prenons un ensemble de mesures, notamment la réduction de la production de combustibles fossiles, l'incitation à l'introduction d'énergies renouvelables à grande échelle, l'examen des progrès réalisés dans l'utilisation des technologies du captage et du stockage du dioxyde de carbone, la réduction de la déforestation et de la dégradation des terres et le lancement d'initiatives visant à réduire la demande d'énergie. En tant que gardiens d'une forêt tropicale de la taille de l'Angleterre et de l'Écosse

réunies, nous sommes d'avis que le manque de financement pour les forêts sur pied suggère qu'elles ont plus de valeur mortes que vivantes. C'est pourquoi nous sommes favorables à l'expansion des mécanismes financiers qui valorisent de manière appropriée les services environnementaux que fournissent les forêts, y compris par le biais du marché du carbone.

Nous sommes à mi-parcours de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, notre feuille de route mondiale pour un développement durable et résilient. Le financement est la pierre angulaire de tous les efforts visant à atteindre les objectifs de développement durable et à remédier aux difficultés que rencontrent les pays en développement, notamment les déficits de financement, comme je l'ai expliqué lors du Sommet sur les objectifs de développement durable. Les engagements, y compris celui pris il y a 50 ans de consacrer 0,7 % du revenu national brut à l'aide publique au développement, doivent être honorés. L'architecture financière existante est incapable de relever les défis mondiaux actuels et doit être réformée. À cet égard, le programme de réforme doit comprendre l'adoption rapide d'un indice de vulnérabilité multidimensionnel qui mette en œuvre les mesures contenues dans l'Initiative de Bridgetown et aborde les questions de l'aide sous forme de liquidités, des capitaux privés, des prêts destinés au développement, du commerce et d'une gouvernance plus inclusive des institutions financières internationales.

Le monde connaît actuellement une crise alimentaire mondiale marquée par la flambée des prix des denrées alimentaires, l'aggravation de l'insécurité alimentaire et l'augmentation de la faim. Les conflits, les changements climatiques et les effets de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) contribuent à cette situation désastreuse. Environ 119 millions de personnes dans 26 pays qui font partie des moins avancés sont confrontées à une insécurité alimentaire grave depuis le début de l'année 2022. La situation s'est aggravée en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires et des restrictions au commerce. D'ici à 2030, on estime que près de 670 millions de personnes, soit 8 % de la population mondiale, souffriront de sous-alimentation. Les systèmes agroalimentaires mondiaux doivent être transformés de toute urgence afin de renforcer leur résilience et de veiller à ce que tout le monde ait accès à des aliments nutritifs à un prix abordable. Nous condamnons également la militarisation de la nourriture en tant qu'instrument de guerre.

Le Guyana salue la tenue de trois réunions de haut niveau sur la santé et se félicite des engagements importants énoncés dans les déclarations politiques respectives. Mais nous devons, ensemble, passer rapidement à la mise en œuvre si nous voulons parvenir à une couverture sanitaire universelle pour tous et être correctement préparés aux futures pandémies. Le Guyana a déjà accompli des progrès considérables sur la voie de la couverture sanitaire universelle. Ce faisant, nous avons augmenté nos dépenses de santé par habitant de 64 % au cours des trois dernières années.

La paix mondiale repose sur le respect et la dignité humaine. Notre travail à tous les niveaux doit s'effectuer dans le respect de la dignité et des droits de chaque habitant de notre planète afin de créer un monde juste, équitable et pacifique. Nous avons remarqué que depuis le début de la guerre en Ukraine il y a plus d'un an, les pays développés ont fourni environ 220 milliards de dollars de soutien à l'Ukraine, et que la Banque mondiale a ajouté plus de 37,5 milliards de dollars de financement d'urgence, soit un total de près de 260 milliards de dollars mobilisés en moins de deux ans. D'un autre côté, l'aide fournie au peuple palestinien sur une période de 26 ans s'est élevée à un peu plus de 40 milliards de dollars, selon les données collectées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Haïti a reçu un peu plus de 20 milliards de dollars d'aide à la reconstruction et au développement au cours des 60 dernières années. Selon l'OCDE, les pays africains ont reçu un peu plus de 113 milliards de dollars sur une période de trois ans pour lutter contre la faim. Pour être clair, le Guyana appuie sans équivoque les principes de souveraineté et d'intégrité territoriale, qui sont consacrés par la Charte des Nations Unies, et reste pleinement solidaire du peuple ukrainien et de ce qu'il demande à juste titre de la part de la communauté internationale. Cependant, je ne puis passer sous silence la disparité de cette approche par rapport à d'autres pays et à d'autres régions. Il faut y remédier. C'est clairement le propre d'un écosystème injuste sur lequel sont fondés le financement du développement, la paix et la sécurité. Fait important, cela prouve également qu'il existe des mécanismes permettant de débloquent des financements à grande échelle si l'engagement est réel.

Le respect de l'état de droit, y compris du droit international, doit rester la pierre angulaire de tous nos engagements. Celui-ci est mis à mal par des menaces et des actes d'agression pure et simple contre des États souverains et par la perpétuation de conflits et de différends anciens entre États. L'invasion russe doit cesser. Il convient d'intensifier les efforts diplomatiques pour

mettre fin à la guerre. La crise actuelle en Haïti est très préoccupante. Des mesures urgentes et résolues doivent être prises pour parvenir à une solution globale. Je félicite les Gouvernements kényan et rwandais d'avoir proposé de prendre la tête d'une force multinationale en Haïti, et je salue les offres des Bahamas et de la Jamaïque. Le Guyana s'est engagé à travailler en étroite collaboration avec ses partenaires dans le cadre de l'ONU et de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) pour apporter une solution durable et stable à la crise haïtienne afin que nos frères et sœurs haïtiens puissent vivre dans la paix et la dignité.

La République de Cuba fait l'objet d'une agression depuis plus de 60 ans. Nous renouvelons notre appel au démantèlement de l'embargo inacceptable contre cet État frère des Caraïbes. L'agression économique et politique, ainsi que la désignation de Cuba comme un État soutenant le terrorisme, doivent cesser.

Je réaffirme également la solidarité de longue date du Guyana avec le peuple palestinien et son appui à son désir de vivre dans la dignité dans sa propre patrie, conformément à la solution des deux États. En tant qu'États Membres de l'ONU, faisons plus pour dépasser la rhétorique afin que le processus de paix puisse progresser.

Lorsque je me suis adressé à l'Organisation des États américains (OEA) vendredi dernier, j'ai rappelé à cet organe hémisphérique que le Guyana avait été exclu de l'OEA pendant 25 ans après sa naissance en tant que nation, en raison d'une revendication territoriale fallacieuse du Venezuela sur les deux tiers de son territoire. Mais la justice a triomphé et le Guyana a finalement été admis. Il est toutefois triste que 57 ans après l'indépendance du Guyana, nous soyons toujours menacés. Les tentatives du Venezuela de saper notre liberté, notre souveraineté et notre intégrité territoriale ont été portées devant la Cour internationale de Justice, comme en a décidé le Secrétaire général en vertu de l'Accord de Genève de 1966. La Cour internationale de Justice a confirmé à deux reprises sa compétence en la matière. Nous sommes certains que la souveraineté et l'intégrité territoriale du Guyana seront également confirmées lorsque la Cour rendra son arrêt définitif.

J'ai le regret d'informer l'Assemblée que les menaces du Venezuela se poursuivent. Pas plus tard qu'hier soir, le Guyana a reçu un message très menaçant du Venezuela, sous la forme d'un communiqué attaquant le Guyana pour avoir lancé un appel d'offres sur certains blocs pétroliers dans ses eaux souveraines. Le Guyana considère qu'il s'agit d'une menace pour la paix et la sécurité régionales et internationales, ainsi que pour

ses partenaires d'investissement. Nous exigeons que le Venezuela honore l'obligation qui lui est faite par la Charte de ne recourir qu'à des moyens pacifiques pour régler les différends qui l'opposent au Guyana, y compris celui dont connaît la Cour internationale de Justice. Permettre à la Cour de se prononcer garantirait un règlement pacifique, équitable et conforme au droit international. Le Guyana ne ménagera aucun effort pour défendre sa souveraineté et son intégrité territoriale. Je remercie tous les membres de la communauté internationale qui continuent à soutenir les efforts du Guyana visant à préserver sa souveraineté et son intégrité territoriale.

Alors que le Guyana s'apprête à devenir membre du Conseil de sécurité en janvier prochain, ces principes de la justice et du droit internationaux, si importants dans la Charte de l'Organisation, nous guideront. Je remercie donc sincèrement les États Membres de leur soutien massif à notre candidature au Conseil de sécurité pour l'exercice biennal 2024-2025. Je souhaite assurer à tous les Membres de l'ONU que le Guyana s'engage à collaborer avec les autres membres du Conseil et l'ensemble des Membres de l'ONU pour exécuter le mandat du Conseil de sécurité. Alors que je fais part de mes réflexions sur la situation d'insécurité croissante dans le monde, je voudrais également me faire l'écho des appels lancés par la CARICOM en faveur d'une réforme rapide et urgente du Conseil de sécurité de l'ONU, pour qu'il soit plus efficace et inclusif.

Dans mon pays, le mois de septembre est consacré aux peuples autochtones. Nous sommes conscients que, dans le monde, les peuples autochtones sont souvent laissés pour compte. Ce n'est pas le cas au Guyana. Mon gouvernement investit massivement dans le développement des peuples autochtones, en veillant à leur inclusion et à leur participation à la prise de décision à tous les niveaux. Notre programme d'attribution de titres de propriété a permis aux peuples autochtones d'obtenir la propriété légale de 16,4 % du territoire guyanais. Outre les investissements réguliers du Gouvernement, 15 % de l'ensemble des produits provenant de la vente de crédits d'émission de carbone sont directement versés aux villages autochtones pour financer leur développement. Le Guyana est le premier pays à mettre en œuvre une telle initiative. Nous sommes fiers des résultats que nous avons obtenus et sommes prêts à partager notre expérience.

Je voudrais, pour terminer, réaffirmer la solidarité du Guyana avec les peuples du monde, notre attachement au multilatéralisme et notre volonté de travailler

en partenariat avec les États, grands et petits, dans la recherche de la paix et de la prospérité pour toutes et tous.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République coopérative du Guyana de l'allocation qu'il vient de prononcer.

*M. Mohamed Irfaan Ali, Président de la République coopérative du Guyana, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. Zoran Milanović, Président de la République de Croatie**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Croatie.

*M. Zoran Milanović, Président de la République de Croatie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Zoran Milanović, Président de la République de Croatie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Milanović** (*parle en anglais*) : C'est un grand honneur pour moi que de prendre la parole devant l'Assemblée générale. Je voudrais saisir cette occasion pour féliciter le Président de son élection à ce poste et lui souhaiter plein succès dans ses travaux en ces temps difficiles.

Le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui exige de déployer des efforts conjoints et concertés à l'échelle mondiale, ce qui est d'une importance primordiale pour faire face aux crises graves auxquelles le monde est confronté. Nous sommes fermement convaincus que nous devons renforcer le système multilatéral fondé sur le droit international. Nous devons veiller à ce qu'il soit efficace et équitable, à même de tenir dans la durée et de produire des résultats qui nous permettront de réaliser nos objectifs et nos engagements communs, ainsi que d'offrir un avenir meilleur à notre planète et à nos peuples. Nous devons préserver le rôle de l'ONU en tant qu'épicentre de la coopération mondiale. Nous espérons également que des efforts sincères seront investis dans la réforme du Conseil de sécurité, notre principal instrument pour garantir la paix et la sécurité dans le monde.

En 2015, nous avons adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030, conformément au consensus selon lequel, pour transformer notre monde, nous devons comprendre qu'il ne saurait y avoir de développement durable sans paix et sans sécurité, et que sans développement durable, la paix et la sécurité sont en danger. En 2023, à mi-parcours de la mise en œuvre de ce programme, les évaluations du *Rapport mondial sur le développement durable* montrent que les efforts déployés pour parvenir à cette synergie n'ont pas été suffisants jusqu'à présent. Le temps qu'il nous reste pour donner un nouvel élan à nos engagements politiques en faveur de la mise en œuvre intégrale et efficace du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de ses objectifs de développement durable nous est définitivement compté.

Par ailleurs, l'élan nécessaire a été insufflé par la vision du Secrétaire général présentée dans *Notre Programme commun* (A/75/982), une feuille de route globale pour faire face aux crises multiples. Le processus préparatoire du Sommet de l'avenir qui se tiendra l'an prochain, ainsi que son document final, *Un Pacte pour l'avenir*, constituent une occasion singulière de renforcer la gouvernance nationale et internationale et de la rendre plus durable et plus résiliente face aux crises et aux chocs futurs, en vue de préserver la planète dans l'intérêt des générations à venir.

Le système financier international est de moins en moins capable de répondre de manière adéquate et efficace aux défis qui se posent. Il faut faire davantage pour actualiser et moderniser l'infrastructure financière mondiale afin qu'elle soit mieux adaptée aux besoins du monde. Il est notamment nécessaire d'augmenter le financement du développement et de l'action climatique. À cet égard, nous appuyons les efforts déployés par les institutions financières internationales pour revoir leurs structures et leurs modes de fonctionnement dans l'optique d'une réforme qui permettra de relever les défis du XXI<sup>e</sup> siècle.

La paix ne se maintient pas toute seule. Il est beaucoup plus rentable d'investir dans la prévention des conflits que dans le règlement des conflits et le relèvement postconflit. C'est pourquoi la prévention des conflits et la pérennisation de la paix doivent être au centre du Nouvel Agenda pour la paix, tout en s'inscrivant dans un engagement renouvelé en faveur du multilatéralisme, de la solidarité mondiale et de la confiance. La Croatie, en sa qualité de Présidente de la Commission de consolidation de la paix pour 2023, plaide fermement en faveur

du renforcement et de l'élargissement de son champ d'action géographique et thématique. Nous souscrivons à l'appel lancé par le Secrétaire général en vue de donner un caractère universel aux efforts de prévention des conflits et de pérennisation de la paix. La Commission de consolidation de la paix doit également travailler en plus étroite collaboration avec les institutions financières internationales et les acteurs régionaux, pour former un réseau de paix durable. Outre ses pouvoirs consultatifs, la Commission de consolidation de la paix pourrait également être investie de pouvoirs décisionnels, ce qui lui permettrait d'établir des missions civiles des Nations Unies à la demande des pays concernés et de contribuer ainsi à remédier aux causes profondes de l'instabilité. À cet égard, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses objectifs de développement durable peuvent constituer un excellent outil de prévention en favorisant la prospérité et l'inclusion, et en permettant de léguer aux générations futures un monde plus sûr.

Selon le *Rapport mondial sur le développement durable 2023*, la Croatie figure parmi les pays les mieux classés en ce qui concerne la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Cependant, il nous reste encore beaucoup à faire. La Croatie possède un important patrimoine naturel qu'elle entend préserver pour les générations futures grâce à la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Tout en acceptant la transition vers une énergie propre, la Croatie prend un certain nombre de mesures pour atténuer le choc de la transition dû à l'abandon des combustibles fossiles, assurer une transition équitable et prévenir la pauvreté énergétique.

En ce qui concerne la biodiversité, la Croatie est déterminée à participer aux efforts conjoints visant à élaborer et à mettre pleinement en œuvre l'ambitieux Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal. En outre, nous sommes fermement convaincus que la protection, la restauration et l'utilisation durable de la biodiversité sont indispensables pour prévenir les pandémies et promouvoir l'approche « Une seule santé », qui doit être intégrée aux futurs plans de prévention. Nous sommes également déterminés à collaborer avec d'autres pour renforcer la coopération en matière de protection du milieu marin et de lutte contre la pollution plastique. Si nous voulons des océans et des mers en bonne santé, nous devons faire preuve d'ambition et intensifier nos efforts visant à protéger les océans. La Croatie se félicite de l'adoption historique de l'Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas

de la juridiction nationale. La négociation réussie de cet accord est l'exemple le plus récent d'efforts multilatéraux intenses et représente non seulement une étape importante dans la conservation de la biodiversité marine de près de deux tiers des océans de la planète, mais aussi un triomphe pour le multilatéralisme. Aujourd'hui, la Croatie a fièrement rejoint le premier groupe de pays signataires du traité sur la haute mer et est engagée à le ratifier dans les meilleurs délais. Nous appelons les autres pays à faire de même afin qu'il puisse entrer en vigueur et commencer à être mis en œuvre rapidement.

En tant qu'État membre de l'Union européenne, la Croatie s'est déjà engagée politiquement et juridiquement à contribuer à faire de l'Europe le premier continent climatiquement neutre d'ici à 2050. En poursuivant dans cette voie et en accélérant le développement des énergies renouvelables et augmentant les investissements verts, nous sommes convaincus que nous pouvons transformer la crise actuelle en une nouvelle chance pour nos économies. À cet égard, je voudrais évoquer à titre d'exemple un projet susceptible de stimuler une nouvelle croissance de l'économie européenne fondée sur la décarbonisation et l'industrie propre. Il s'agit du projet de vallée de l'hydrogène du nord de l'Adriatique, qui englobe la Slovénie, la Croatie et la région italienne du Frioul-Vénétie julienne. En plaçant l'énergie propre au cœur de la lutte contre les changements climatiques à l'échelle mondiale, nous ne devons pas oublier que les populations les plus vulnérables, qui sont historiquement les moins responsables de l'évolution du climat, sont souvent les plus lourdement et gravement touchées, à la fois par les conditions climatiques et par le coût de la transition vers l'énergie verte engagée afin de remédier au problème. À la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 27), la création d'un fonds pour les pertes et les préjudices afin d'aider les pays vulnérables à faire face aux effets destructeurs des changements climatiques a constitué une avancée historique à cet égard. La manière dont nous traiterons de la question au Sommet sur l'ambition climatique et à la COP 28 sera une véritable mise à l'épreuve de la confiance et de la solidarité entre les nations et aura une incidence sur les générations actuelles et futures.

L'édification d'un monde de paix et de sécurité qui respecte les droits humains et favorise le progrès social est la mission fondamentale de l'ONU. Le nombre de violations des droits humains et de crises humanitaires dans le monde montre qu'il faut faire plus pour empêcher les atrocités et mettre en œuvre la responsabilité de protéger.

La Croatie est honorée de contribuer à cette cause en tant que coprésidente, avec le Costa Rica et le Botswana, du Groupe des Amis de la responsabilité de protéger, à New York. Le Gouvernement croate reste déterminé à faire la lumière sur le sort des 1 806 personnes portées disparues durant notre guerre patriotique dans les années 90. Cette expérience nationale tragique nous incite à maintenir notre appui indéfectible à tous les efforts qui visent à apporter des réponses à ceux qui connaissent encore les affres de l'incertitude où que ce soit dans le monde.

Nous demeurons résolus à combattre les discours de haine, à promouvoir les droits des femmes et des enfants, à protéger les minorités et à abolir la peine de mort. L'égalité des genres forme le socle d'un monde pacifique, prospère et durable. À cet égard, nous tenons à insister sur l'importance de l'enseignement et de l'égalité des chances pour les filles et les garçons. Nous continuerons de plaider contre la discrimination et les discours de haine, y compris l'antisémitisme.

La Croatie attache toujours la plus haute importance au bien-être de ses voisins immédiats du sud-est de l'Europe. Nous devons régler définitivement les questions liées au passé et à l'héritage de la guerre, notamment en élucidant les affaires concernant les personnes toujours portées disparues, en coopérant véritablement sur les crimes de guerre, sans discrimination et conformément aux normes internationales, et en autorisant l'accès aux archives, ainsi que d'autres problèmes non résolus et très sensibles. Nous soutenons activement l'ambition européenne de notre proche voisine, la Bosnie-Herzégovine, et avons accueilli avec une grande satisfaction la récente décision de l'Union européenne de lui accorder le statut de pays candidat. Nous persistons à militer pour des réformes électorales propres à garantir la représentation légitime de tous ses peuples constitutifs, en particulier les Bosniaques, les Croates et les Serbes, à tous les niveaux du Gouvernement, ce qui nous paraît essentiel pour la stabilité et la prospérité du pays à l'avenir.

Nous sommes vivement préoccupés par le tour qu'ont pris récemment les rapports entre le Kosovo et la Serbie et tenons à encourager l'adoption de mesures pour désamorcer les tensions. Par ailleurs, ces deux pays doivent s'attacher en priorité à normaliser leurs relations, à tenir leurs engagements et à commencer la mise en œuvre de ce qui a été convenu cette année à Bruxelles et Ohrid. Nous continuons de plaider pour la reconnaissance universelle de la République du Kosovo et son droit d'exister sur un pied d'égalité avec les autres membres de la communauté des nations. Il est dans notre intérêt de

promouvoir la stabilité et le développement de la région, en plus du processus d'intégration européenne, dont nous estimons qu'elle reste cruciale pour la prospérité future de nos voisins et espérons qu'elle s'accélérera dans les années à venir.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Croatie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Zoran Milanović, Président de la République de Croatie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

**Allocution de M. Guillermo Lasso Mendoza, Président constitutionnel de la République de l'Équateur**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président constitutionnel de la République de l'Équateur.

*M. Guillermo Lasso Mendoza, Président constitutionnel de la République de l'Équateur, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Guillermo Lasso Mendoza, Président constitutionnel de la République de l'Équateur, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Lasso Mendoza** (*parle en espagnol*) : Nous sommes ici pour réaffirmer notre attachement aux idéaux et aux principes qui animent l'ONU, à savoir la paix, le règlement des conflits par la diplomatie, et le respect des droits humains et des libertés fondamentales. Dans cette brève allocution, j'exposerai notre vision et présenterai les efforts que nous déployons afin de lutter contre les problèmes mondiaux qui se posent à nous, des changements climatiques à la malnutrition chronique des enfants, en passant par les menaces les plus urgentes qui pèsent sur notre sécurité.

Depuis le début de ma présidence, nous mettons en œuvre une politique de transition environnementale historique qui préserve notre patrimoine naturel. Dans le même temps, nous enregistrons des progrès notables dans la transition qui doit nous mener de systèmes de production non durables à une économie circulaire et faible en émissions. En janvier 2022, nous avons élargi la protection des Galapagos en créant la réserve marine Hermandad, qui s'étend sur une superficie de 60 000 kilomètres carrés.

Cette décision représente le plus grand pas en avant de l'histoire de mon pays aux fins de la préservation de notre diversité biologique sans pareille. En outre, nous avons renforcé le corridor marin du Pacifique tropical oriental, avec la Colombie, le Costa Rica et le Panama, nos nations sœurs, et ensemble nous avons mis en place la plus vaste réserve transfrontière du monde, protégeant 500 000 kilomètres carrés peuplés d'innombrables espèces rares qui empruntent ces itinéraires migratoires. Nous l'avons fait pour nos peuples et pour le monde.

Surtout, mon gouvernement réussit à trouver un juste équilibre entre préoccupations environnementales et bon sens économique. Nous sommes les premiers à mener une initiative novatrice d'échange de dettes contre des mesures de conservation, qui réaffecte les ressources à la protection des Galapagos, soit une excellente nouvelle pour le monde. Le volume de dettes échangées, 1,63 milliard de dollars, en fait la plus importante opération de ce genre dans l'histoire de l'humanité. Ce montant équivaut à 10 % de la dette publique que l'Équateur a contractée auprès de créanciers privés à l'étranger. Nous en consacrons 450 millions de dollars au Galapagos Life Fund, pour la protection des écosystèmes marins et de leurs plus de 2 500 espèces, dont 38 migratoires.

Nous montrons ainsi au monde comment la dette et toute la charge financière qui s'y rapporte peuvent être transformées en des possibilités variées. Nous tenons donc à profiter de l'occasion pour exprimer notre préoccupation face à la probabilité croissante et imminente du phénomène El Niño, qui pourrait provoquer des inondations dévastatrices en Équateur et dans toute la région. Face à l'éventualité d'un événement d'une telle ampleur, nous avons donné la priorité à la prévention et nous collaborons avec l'ONU pour rechercher d'autres solutions de financement par l'intermédiaire d'organisations multilatérales. Nous lançons un appel à la communauté internationale pour qu'elle envisage des mesures d'atténuation des risques par le biais des grands fonds financiers et de la coopération internationale non remboursable, étant donné que la gravité du phénomène est liée aux changements climatiques.

Nous sommes face à une tâche colossale qui exigera une approche coordonnée de tous les secteurs de la communauté internationale si nous voulons atteindre les objectifs de développement durable et préserver l'avenir de tous. Nos préoccupations ne se limitent toutefois pas aux questions environnementales. Nous mettons également l'accent sur l'amélioration de la qualité de vie des groupes les plus défavorisés de la société, en particulier

les enfants. Au vu des chiffres alarmants que nous avons recensés concernant la malnutrition infantile chronique, nous avons mis en œuvre avec succès le programme « L'Équateur croît sans malnutrition infantile », grâce auquel, en 28 mois seulement, nous avons réduit de 3,5 % le taux de malnutrition chez les enfants de moins de 2 ans, ramenant le chiffre global de 23,6 % à 20,1 %.

Ce type de malnutrition a des conséquences graves et irréversibles pour les enfants qui en souffrent. Cela nuit à leur développement neurologique et à leur capacité d'apprendre, de communiquer, de penser et de nouer des relations avec les autres. En d'autres termes, ces enfants pâtissent dès le début de leur vie de désavantages énormes qui auront des répercussions négatives sur leur avenir. Face à cette douloureuse réalité, nous avons mis en œuvre notre politique publique de manière stratégique, en fournissant des médicaments et des vitamines aux femmes enceintes et aux enfants durant leurs 1 000 premiers jours de vie, en plus de réaménager et d'équiper les centres de santé, de recruter davantage de médecins spécialisés en médecine familiale, d'obstétriciens et du personnel infirmier, et d'embaucher 50 000 travailleurs communautaires chargés de se rendre dans les quartiers afin de détecter les cas de malnutrition en temps opportun.

Grâce à cette action, plus de 20 000 enfants de moins de 2 ans ne souffrent plus de malnutrition chronique, et ce, moyennant un investissement de 650 millions de dollars effectué par notre gouvernement en l'espace de 28 mois. La solution ne dépend pas de la quantité d'argent dont dispose un État, mais du degré de volonté politique des personnes qui le gouvernent. C'est ainsi que dans un contexte de baisse du prix du pétrole, notre gouvernement a donné la priorité aux ressources de l'État pour cette cause parce qu'il ne peut y avoir de croissance ni de développement économique si nous n'investissons pas dans les questions sociales et dans nos enfants. Nous espérons partager notre expérience avec toutes les personnes présentes dans cette salle et unir nos efforts pour que, dans un avenir proche, nous puissions tous dire de concert que le monde croît sans malnutrition infantile.

L'Équateur s'efforce de promouvoir une migration sûre et responsable. Nous faisons partie des rares pays qui connaissent tous les aspects des migrations. Nous sommes un pays d'origine, de destination, de transit, de retour et même de refuge. Ces dernières années, les migrations ont constitué un défi pour la région, car elles impliquent de faire face à des situations complexes qui posent de grands problèmes d'ordre culturel et socio-économique. L'Équateur ayant accueilli des milliers de

migrants de diverses nationalités, nous nous sommes fixé pour objectif fondamental de recenser leurs besoins, leurs conditions, leurs expériences et leurs activités afin d'assurer une prise en charge globale. C'est pourquoi nous avons mis en place un processus d'enregistrement des étrangers résidant dans notre pays, quel que soit leur statut d'immigration, et avons inscrit 201 000 personnes. La plupart de ces personnes sont des citoyens vénézuéliens qui sont arrivés en Équateur pour fuir la faim et l'autoritarisme. Nous voulons leur offrir un avenir meilleur, garantir tous leurs droits et leur accorder des visas humanitaires afin qu'elles puissent régulariser leur situation et s'intégrer plus facilement dans la société. Nous avons ouvert les bras pour protéger cette population qui a cherché refuge dans notre pays. Les enfants, avec ou sans papiers, sont admis dans les écoles, et tout le monde peut recevoir des soins dans nos hôpitaux publics. Cette politique de la porte ouverte requiert cependant le soutien précieux de la communauté internationale. Notre action a été cohérente et solidaire, et nous attendons humblement une coopération réciproque.

Après 31 ans, l'Équateur a relevé le défi de revenir au Conseil de sécurité. Nous l'avons fait dans un contexte critique pour l'humanité, marqué par des phénomènes extrêmement complexes, notamment la vulnérabilité mondiale à la suite de la pandémie et un conflit militaire inattendu qui a accru les tensions nucléaires. Parallèlement, de nouveaux problèmes liés à la radicalisation et à l'extrémisme violent ont vu le jour. L'Équateur s'est montré à la hauteur de la situation. Au cours des neuf mois de notre mandat au Conseil de sécurité, nous n'avons cessé d'agir conformément à la Charte des Nations Unies, en donnant la priorité au règlement pacifique des conflits, à la protection des civils, au programme pour les femmes et la paix et la sécurité et à la lutte contre le trafic d'armes. Nous avons notamment pris des mesures pour faire face aux nouvelles menaces telles que la criminalité transnationale organisée, qui compromet la stabilité démocratique, la sécurité des citoyens et l'état de droit.

Je voudrais rappeler la déclaration que j'ai prononcée au cours de la séance de haut niveau du Conseil de sécurité sur l'Ukraine (voir S/PV.9421) : nous exigeons une fois de plus qu'il soit mis fin à l'agression militaire conformément à l'ordonnance rendue par la Cour internationale de Justice, et que des progrès soient réalisés vers une paix fondée sur l'intégrité territoriale de l'Ukraine et la Charte des Nations Unies. Nous avons prévenu que le conflit n'infligeait pas seulement souffrances et destruction au peuple ukrainien, mais qu'il aggravait également l'insécurité alimentaire mondiale et déstabilisait l'économie

mondiale, touchant en particulier les pays en développement. C'est pourquoi nous insistons pour que reprenne l'Initiative de la mer Noire. Toutes les guerres et tous les conflits doivent prendre fin.

Enfin, je vais m'attarder sur une question qui préoccupe au plus haut point l'Équateur et le monde entier, à savoir le moment historique qui m'a conduit à la tête d'un État qui, comme peu d'autres, est violemment assiégé par un ennemi dont les alliés traversent les frontières poreuses qui séparent encore le monde légal du monde illégal. Je fais référence à la criminalité transnationale organisée, en particulier au trafic de drogues et à ses répercussions dangereuses et de plus en plus importantes dans la sphère publique. Mon gouvernement a battu des records en matière de saisies de drogues. Nous avons saisi plus de 500 tonnes en deux ans seulement, un chiffre qui dépasse de loin celui des gouvernements précédents. Aujourd'hui, c'est aux conséquences du coup porté à la poche des criminels que nous devons faire face. Notre politique a eu un impact tel que, l'année dernière, l'ONU a placé l'Équateur au troisième rang mondial des saisies de drogues, après les États-Unis et la Colombie.

Il y a quelques semaines, l'Équateur a vécu un événement sans précédent dans son histoire : l'assassinat d'un candidat à la présidence. Il s'agit de Fernando Villavicencio, un Équatorien brillant et courageux qui a dénoncé avec audace les activités de la criminalité organisée et ses liens avec les mafias politiques. La criminalité transnationale organisée est un système corrompeur et meurtrier qui infiltre la société et l'État, met en péril la stabilité démocratique de nos pays et se développe à grande vitesse. Ce problème ne touche pas seulement l'Équateur ; il s'agit d'un problème mondial, étant donné qu'une grande partie de la planète souffre des mêmes phénomènes que l'Équateur : trafic de drogues, d'armes et d'êtres humains, migration forcée et exploitation minière illégale. Si nous ne faisons pas front commun, nous continuerons de souffrir séparément. L'ennemi a les moyens de croître, aussi les États doivent-ils redoubler encore d'efforts. Pour garantir la survie des États, il faut mettre en place des mécanismes durables, énergiques et efficaces qui permettent d'éliminer les organisations criminelles et leurs parrains ou leurs soutiens. Si nous voulons bénéficier de tous les avantages liés à la mondialisation, c'est ensemble que nous devons également faire face aux difficultés qu'elle engendre. Dans ce domaine et dans chacune des batailles que nous menons ensemble, les États pourront toujours compter sur l'engagement inébranlable de l'Équateur.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président constitutionnel de la République de l'Équateur de l'allocation qu'il vient de prononcer.

*M. Guillermo Lasso Mendoza, Président constitutionnel de la République de l'Équateur, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

**Allocution de M. João Manuel Gonçalves Lourenço, Président de la République d'Angola**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République d'Angola.

*M. João Manuel Gonçalves Lourenço, Président de la République d'Angola, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. João Manuel Gonçalves Lourenço, Président de la République d'Angola, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Lourenço** (*parle en portugais ; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : C'est avec grand plaisir que je prends la parole devant l'Assemblée générale, à un moment où le monde est confronté à une situation très complexe qui exige de l'Organisation qu'elle renforce son rôle et sa capacité de formuler les réponses les mieux adaptées pour relever les grands défis auxquels le monde est en butte.

Je souhaite plein succès à M. Dennis Francis dans l'exécution de son mandat en tant que Président de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-huitième session, lequel vient de commencer. Je remercie M. António Guterres des efforts inlassables qu'il fournit au service de la paix et du développement, dans des circonstances extrêmement difficiles.

N'ayant pas participé à la session de l'Assemblée générale qui s'est tenue en 2022, je n'ai pas eu l'occasion d'exprimer les vues et les préoccupations de l'Angola et des Angolais concernant les problèmes auxquels le monde est confronté et qui ont été exacerbés par l'éclatement, la même année, du conflit entre la Russie et l'Ukraine. Malgré les efforts considérables déployés pour bâtir un monde plus pacifique et plus prospère, nous reconnaissons que, 78 ans après la création de l'Organisation, nous n'avons pas pu établir entre les nations une confiance solide qui permette d'éviter l'apparition de poches de

tension dans certaines régions ; tensions qui ont dégénéré en conflits ouverts en Afrique, en Asie, en Amérique latine, au Moyen-Orient et maintenant en Europe, où une guerre de l'ampleur du conflit en cours était inattendue.

La gestion au niveau mondial des intérêts en matière de sécurité, de science et de technologie, de même que la gestion globale des ressources, en particulier des matières premières et sources d'énergie stratégiques, ne répond pas encore aux intérêts et aux attentes des différentes nations et des différents peuples de notre planète. Par conséquent, nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour promouvoir en permanence le respect des valeurs consacrées par la Charte des Nations Unies et le droit international, afin de corriger la trajectoire dangereuse que le monde a empruntée après la chute du mur de Berlin.

Lorsque nous discutons des problèmes internationaux actuels, nous insistons sur la nécessité d'évaluer objectivement la nature et l'origine des différends, ainsi que leurs solutions éventuelles, tout en respectant les normes universelles qui régissent les relations entre États. Nous devons reconnaître que l'écart qui existe entre pays en développement et pays développés demeure une réalité inacceptable, car dans bien des cas, il n'y a pas de réelle volonté politique de le combler, ce qui complique l'accès aux ressources financières et matérielles requises pour mener à bien les projets de développement. Nous devons également reconnaître que les contraintes imposées au transfert de technologies sont des facteurs qui retardent la mise en œuvre des objectifs de développement durable énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Je me félicite de l'appel du Secrétaire général à réformer l'architecture financière internationale et à financer le plan de relance des objectifs de développement durable à hauteur d'au moins 500 milliards de dollars par an, pour relever les défis émergents.

*M. Makayat-Safouesse (Congo), Vice-Président, assume la présidence.*

Comme les pays en développement ne sont pas suffisamment représentés dans la plupart des institutions de gouvernance mondiale, ils ne sont pas en mesure d'exprimer leurs particularités ni de faire entendre leurs vues aux niveaux appropriés. Par conséquent, ils ne peuvent pas contribuer à l'élaboration de solutions réalistes à leurs problèmes. Cette situation est source d'anxiété et de frustration parmi les populations les plus vulnérables qui, ne voyant pas leurs attentes satisfaites, deviennent facilement perméables à des influences néfastes et dangereuses pour l'ordre et la stabilité de leurs pays respectifs.

Au cours des dernières décennies, l'Afrique a connu des transformations qui ont entraîné des changements dont les effets se feront sentir sur les générations à venir. De nombreux pays africains ont réglé leurs conflits, investi autant qu'ils le pouvaient dans le développement socioéconomique et promu l'éducation de leurs citoyens, leur permettant ainsi d'être mieux informés et prêts à contribuer au développement économique et social de leurs pays respectifs.

Les transitions démocratiques sont désormais fréquentes, et les institutions essentielles à la consolidation de la démocratie jouent un rôle plus actif et sont donc plus à même de pérenniser et de consolider les acquis démocratiques de nos pays. C'est un bilan qu'il convient de saluer, et nous sommes convaincus que tout doit être mis en œuvre pour éviter un retour aux modèles qui prévalaient avant l'avènement de la démocratie en Afrique. Cependant, l'absence de perspectives économiques et sociales dans nombre de nos pays crée un terrain propice aux troubles et à l'affaiblissement des jeunes démocraties de notre continent. C'est pourquoi il est urgent et impératif d'appuyer véritablement le développement en finançant à des conditions favorables la construction d'infrastructures de production et de distribution d'électricité et d'eau potable, de routes et de chemins de fer, d'installations sanitaires de base et d'établissements scolaires, et en faisant des investissements privés directs dans les économies africaines, afin que l'Afrique puisse contribuer davantage à l'économie mondiale.

En Afrique, nous cherchons des solutions pour sortir de la situation actuelle, comme l'initiative de créer la Zone de libre-échange continentale africaine, laquelle regroupe plus d'un milliard de consommateurs et représente dès lors une plateforme importante pour stimuler le progrès sur le continent. Les partenaires internationaux de l'Afrique doivent croire en notre marché et y investir, car ils ne manqueront pas de constater un retour sur investissement satisfaisant dans les différents secteurs de nos économies dans lesquels ils décideront d'investir.

Nous souhaitons répondre aux attentes des jeunes Africains et Africaines qui sont contraints d'essayer de concrétiser leurs rêves en dehors de leur continent, dans des contextes auxquels il est presque toujours difficile de s'adapter, sans compter que nombre d'entre eux mettent leur vie en danger en entreprenant des traversées dangereuses de la Méditerranée.

L'Angola encourage le dialogue qui, de notre point de vue, ne doit pas se limiter aux espaces politiques et diplomatiques, mais doit également inclure un

large éventail d'acteurs, y compris des organisations de la société civile, des entreprises et des individus, en accordant une place importante aux jeunes, qui sont la véritable force motrice des changements auxquels nous aspirons afin de garantir le progrès de nos nations. C'est dans cet esprit que l'Angola a décidé d'accueillir le Forum panafricain pour une culture de paix en Afrique, organisé en partenariat avec l'Union africaine et l'UNESCO, dont la troisième édition se tiendra en novembre prochain à Luanda. Le Forum, également connu sous le nom de Biennale de Luanda, est une plateforme privilégiée d'échange entre différentes cultures, différentes religions et différents modèles sociaux, au moyen de sessions interactives et constructives visant à définir, promouvoir et diffuser des modèles viables et inclusifs de règlement pacifique des conflits sur le continent africain, et qui peut servir de source d'inspiration pour d'autres régions du monde.

La République d'Angola cherche à mettre son expérience en matière de consolidation de la paix, d'harmonie et de réconciliation nationale au service du règlement des conflits sur le continent africain, en accordant une attention particulière à la situation en République démocratique du Congo, où nous pensons qu'il sera possible de jeter les bases nécessaires pour établir un climat de confiance entre les belligérants, ce qui contribuera à apaiser les tensions dans la région des Grands Lacs et conduira à la paix tant attendue. Ces efforts déployés pour endiguer la propagation du terrorisme et d'autres actes de déstabilisation entraînent des coûts financiers élevés que nos pays ne sont pas toujours en mesure de supporter et qui peuvent donc compromettre le succès des opérations de rétablissement de la paix en cours et briser les espoirs suscités par ces processus.

Il est par conséquent essentiel de réaffirmer la nécessité d'un financement adéquat, durable et prévisible des efforts de lutte contre le terrorisme sur le continent. C'est pourquoi je pense qu'il est opportun de lancer de nouveau un appel à l'ONU, et en particulier au Conseil de sécurité, en vue de l'utilisation des contributions fixes pour les opérations de maintien de la paix autorisées par l'Union africaine.

Jusqu'à une époque relativement récente, la région du Sahel n'était en proie qu'aux agissements de groupes terroristes appuyés par des mercenaires, qui, ayant profité d'un vide de pouvoir en Libye, s'y sont installés et se sont répandus dans les pays voisins. Cette situation déjà dangereuse a été aggravée par une vague de changements de pouvoir anticonstitutionnels opérés par l'armée, qui se

sont produits plus ou moins dans la même région. Ces nouveaux régimes ne doivent pas se voir offrir la possibilité de partager avec nous les mêmes sphères politiques. Sinon, nous transmettrions un message erroné, contraire aux principes que nous défendons.

Nous sommes de plus en plus convaincus de l'existence d'une main invisible qui veut déstabiliser notre continent, dont la seule préoccupation est d'étendre sa sphère d'influence, et dont nous savons qu'elle n'apportera pas l'appui nécessaire au développement économique et social des pays africains.

La communauté internationale est préoccupée non seulement par la situation dans les pays du Sahel, dans la Corne de l'Afrique, au Mozambique et en République démocratique du Congo, mais aussi par le conflit au Soudan qui, outre le nombre élevé de morts et de blessés et de la destruction des infrastructures du pays, a fait d'innombrables déplacés et réfugiés et est devenu l'une des plus grandes catastrophes humanitaires que le monde ait jamais connues, dont les conséquences se font sentir dans les pays voisins.

Le monde ne doit pas oublier les souffrances du peuple palestinien, et encore moins faire fi de la nécessité de régler le conflit au Moyen-Orient, en particulier le conflit israélo-palestinien. À cet égard, aucun progrès n'a été réalisé en ce qui concerne la formule de deux États vivant côte à côte dans la paix, qui a été déjà validée par l'ONU depuis des années et qui ne demande qu'à être mise en œuvre. La communauté internationale risque d'être accusée de privilégier le conflit en Europe au détriment d'autres, parce qu'ils se déroulent au Moyen-Orient et en Afrique, y compris le conflit au Soudan, qui est tout aussi meurtrier et dévastateur que celui qui sévit en Ukraine, mais qui bénéficie d'une moindre couverture médiatique internationale et de moins d'attention de la part des grands centres de décision consacrés à la paix et à la sécurité dans le monde.

En Europe, la guerre entre la Russie et l'Ukraine mérite toute notre attention. Il est urgent de mettre fin immédiatement à cette guerre, compte tenu de l'ampleur des destructions humaines et matérielles, du risque d'escalade vers un conflit majeur à l'échelle mondiale et de ses conséquences néfastes sur la sécurité énergétique et alimentaire.

Tout indique qu'il est peu probable qu'il y ait des gagnants et des perdants sur le champ de bataille. C'est pourquoi il faut encourager les parties concernées à privilégier le dialogue et la diplomatie dès que possible, à

instaurer un cessez-le-feu et à négocier une paix durable, non seulement pour les pays belligérants, mais aussi pour garantir la sécurité de l'Europe et contribuer à la paix et à la sécurité dans le monde.

Au cours des trois dernières années, nous avons été confrontés au défi mondial majeur présenté par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), qui a démontré l'importance et la force de la solidarité entre les nations comme base pour aborder et régler les grands problèmes mondiaux.

Cet exemple doit servir de paradigme pour guider notre comportement face à d'autres défis, notamment ceux liés à la lutte contre la pauvreté et les disparités entre les pays en développement et les pays développés dans le domaine de la science et de la technologie, qui, comme nous le savons tous, sont des facteurs critiques pour stimuler le développement et le bien-être des peuples de notre planète.

La coordination entre tous les pays du monde, qui a été un élément clef de la lutte contre la COVID-19, a mis en évidence le rôle central des institutions multilatérales. C'est pourquoi nous sommes convaincus que le pluralisme dans les relations internationales est la principale garantie de l'efficacité des actions que nous entreprenons pour régler les grandes questions qui touchent l'humanité aujourd'hui.

Il est clair que, du point de vue du multilatéralisme, l'ONU doit se doter des moyens nécessaires pour accomplir efficacement ses tâches et qu'il est urgent de réformer le Conseil de sécurité afin qu'il reflète la réalité de l'époque, qui est totalement et profondément différente de celle vécue immédiatement après la fin de la Seconde Guerre mondiale.

La République d'Angola souligne donc la nécessité de revoir la représentation des différentes régions du monde au sein du Conseil de sécurité. Dans ce domaine, en ce qui concerne le continent africain, nous défendons le Consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte, qui consacrent la nécessité pour l'Afrique d'obtenir le statut de membre permanent du Conseil de sécurité, avec tous les privilèges inhérents à cette catégorie.

Depuis des décennies, l'ONU est confrontée à une série de situations qui l'ont poussée à adopter plusieurs résolutions qui n'ont tout simplement pas été prises en compte ni respectées, sans aucune conséquence pour ceux concernés. Je pense que nous devons réfléchir ensemble à la nécessité de créer des mécanismes pour renforcer l'autorité de l'Organisation afin de ne pas la discréditer ni

d'affaiblir son rôle décisif dans l'édification d'une architecture de paix et de sécurité mondiale efficace, à laquelle toutes les nations du monde doivent se sentir liées par un fort sens d'engagement, indépendamment de leur puissance économique et militaire.

Il convient donc de souligner l'importance du respect des résolutions actuelles sur le blocus imposé à Cuba et le conflit qui oppose depuis des décennies Israël et la Palestine au Moyen-Orient.

Il importe de rappeler qu'en 2021, j'ai participé à une séance du Conseil de sécurité dans cette ville (voir S/PV.8802) pour débattre de la question de la levée de l'embargo sur les armes en République centrafricaine. Depuis, il n'y a eu aucun progrès sur cette question, ce qui porte gravement atteinte à l'exercice du droit fondamental des pays à disposer de leur propre armée nationale pour garantir la défense de leur indépendance et de leur souveraineté et le fonctionnement normal de leurs institutions. Je voudrais réaffirmer à nouveau la pertinence d'inscrire cette question à l'ordre du jour du Conseil de sécurité, afin qu'une décision puisse être prise permettant à la République centrafricaine d'assumer pleinement son rôle d'État indépendant et souverain, sans avoir à recruter des forces paramilitaires étrangères pour une durée indéterminée.

La République d'Angola préside le Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), et à ce titre nous nous devons d'aborder certains aspects de cette organisation. La négociation de l'accord de partenariat entre l'OEACP et l'Union européenne s'est conclue avec succès et la cérémonie de signature devrait avoir lieu prochainement, marquant ainsi une nouvelle phase de cette coopération, adaptée à la réalité actuelle et aux aspirations des États membres des deux organisations. Cet instrument important, qui servira de fondement à la coopération entre l'OEACP et l'Union européenne, jette les bases d'activités dans un large éventail de domaines, avec un accent particulier sur la durabilité environnementale et les changements climatiques, le développement humain et social, ainsi que les migrations et la mobilité.

L'OEACP comprend 79 pays de trois continents et de trois océans, représentant un énorme potentiel de coopération pour ceux qui établissent des partenariats dans des domaines prioritaires pour les États Membres, générant ainsi des avantages réciproques. Je saisis cette occasion pour lancer un appel aux investisseurs afin qu'ils considèrent les pays de l'OEACP comme une destination sûre offrant d'importants avantages pour leurs affaires.

Je saisis également cette occasion pour évoquer brièvement la question des changements climatiques, qui est actuellement au cœur des préoccupations de l'humanité, des gouvernements et des sociétés de tous nos pays. La communauté internationale doit tout mettre en œuvre pour tenir les promesses concernant le financement de l'action climatique faites lors des deux dernières sessions de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, afin qu'à la vingt-huitième session, qui se tiendra aux Émirats arabes unis, cette question n'occupe plus la majeure partie de l'ordre du jour et que nous puissions nous concentrer concrètement sur la nécessité de mettre en œuvre d'urgence les mesures à prendre pour réduire les gaz polluants, la déforestation et le réchauffement de la planète et, ainsi, sauver la Terre pendant qu'il en est encore temps.

Je tiens à saisir cette occasion pour exprimer, au nom du Gouvernement et du peuple angolais, notre profonde sympathie aux autorités et aux peuples marocains et libyens pour la perte soudaine de milliers de vies humaines et d'un précieux patrimoine national à la suite des catastrophes naturelles qui ont frappé leurs pays. Nous exprimons toute notre solidarité avec les familles et les proches qui ressentent la douleur de la perte irréparable d'êtres chers.

**Le Président par intérim** : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République d'Angola de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. João Manuel Gonçalves Lourenço, Président de la République d'Angola, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. Edgars Rinkēvičs, Président de la République de Lettonie**

**Le Président par intérim** : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Lettonie.

*M. Edgars Rinkēvičs, Président de la République de Lettonie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Edgars Rinkēvičs, Président de la République de Lettonie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Rinkēvičs** (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à féliciter M. Dennis Francis, de la

Trinité-et-Tobago, de son élection en tant que Président de l'Assemblée générale. Je l'assure de la pleine coopération de la Lettonie tout au long de la présente session.

Le thème du débat général de cette année nous invite à nous efforcer en priorité de rétablir la confiance et de raviver la solidarité au niveau mondial. Ancrés dans la Charte des Nations Unies, ces deux concepts sont essentiels pour un multilatéralisme efficace. Aujourd'hui, je voudrais souligner les éléments suivants.

L'ordre mondial est à un tournant. La guerre d'agression non provoquée menée par la Russie contre l'Ukraine continue de menacer le monde de nombreuses façons. Il s'agit d'une mise à l'épreuve pour le système multilatéral fondé sur des règles. L'invasion violente de son voisin par la Fédération de Russie est contraire au principe fondamental de l'ONU qu'est l'abstention de l'emploi de la force contre la souveraineté et l'intégrité territoriale des États. La violation flagrante de ce principe sape l'ensemble du système international, en particulier si l'agresseur est un État doté de l'arme nucléaire et un membre permanent du Conseil de sécurité. Il ne s'agit pas d'un différend entre deux pays voisins ; l'attaque de la Russie n'a pas été provoquée. La Russie tente de redessiner les frontières internationales par la force afin de restaurer son ancienne sphère d'influence.

En 2008 et 2014, la communauté internationale a commis une grave erreur en ne réagissant pas à l'agression de la Russie contre la Géorgie et à l'annexion illégale de la Crimée. Elle a envoyé un mauvais message à la Russie, permettant à ses ambitions impérialistes agressives de progresser. Nous en voyons aujourd'hui les conséquences. L'invasion de l'Ukraine par la Russie rappelle la lutte d'un empire colonial pour conserver ses territoires. L'Ukraine n'est pas la Russie. Elle ne l'a jamais été et ne le sera jamais. Ayant connu 50 années d'occupation soviétique, la Lettonie est consciente de la valeur de la liberté et de l'indépendance, comme tant d'autres pays dans d'autres régions. La communauté internationale doit fermement faire front commun contre l'attaque perpétrée par la Russie contre les principes et les normes du droit international. Le respect de la Charte des Nations Unies est dans l'intérêt vital de tous les États. L'issue de la guerre décidera de la sécurité mondiale pour les années à venir. La Lettonie condamne avec la plus grande fermeté l'agression en cours de la Russie contre l'Ukraine, qui a été rendue possible par le régime de Lukashenko au Bélarus. Nous ne pourrions pas parler de rétablir la confiance internationale tant que la Russie n'aura pas mis fin à la guerre et ne se sera pas retirée de l'Ukraine. La Russie

doit retirer toutes ses forces et tout son matériel militaire de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. La Russie doit cesser de répandre la terreur et de commettre des atrocités criminelles.

À celles et ceux qui appellent à un cessez-le-feu et à un dialogue pacifique, je voudrais rappeler que seule l'Ukraine peut décider du moment où elle entamera des pourparlers de paix. La Lettonie appuie la formule pour la paix de l'Ukraine. Une paix durable doit être fondée sur la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine. J'appelle tous les Membres de l'ONU à appuyer ces principes. L'Ukraine fait preuve d'une détermination remarquable dans l'exercice de son droit de légitime défense contre l'agression russe. Je demande instamment à la communauté internationale de continuer à apporter tout l'appui nécessaire à l'Ukraine et à sa population. La Lettonie appuiera l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra. Notre aide à l'Ukraine représente déjà plus de 1,3 % du produit intérieur brut de la Lettonie. Avec le secteur privé et la société civile, nous avons envoyé une aide humanitaire aux régions ukrainiennes. La Lettonie continue d'offrir un refuge sûr aux Ukrainiens et Ukrainiennes. Nous fournissons des services de réadaptation aux soldats ukrainiens blessés et aux victimes de violences sexuelles. Il faudra apporter un appui global à la population ukrainienne pour qu'elle puisse reconstruire son pays. Il importe de commencer dès à présent à préparer le terrain pour la reconstruction de l'Ukraine.

Même en temps de guerre, les règles du droit international humanitaire s'appliquent. Les preuves des attaques délibérées de la Russie contre la population et les infrastructures civiles en Ukraine s'accumulent. Des civils innocents, y compris des enfants, sont tués. Plus de 11 millions de personnes ont été contraintes de quitter leur foyer. La déportation forcée d'enfants ukrainiens vers la Russie et leur adoption illégale sont très préoccupantes. Nous appelons l'ONU à adopter une position plus active sur cette question. La Lettonie ne connaît que trop bien le lourd tribut que les déportations et les actes de répression du régime d'occupation ont fait payer à des générations. La Russie doit assumer l'entière responsabilité juridique et financière de son agression. Nous devons veiller à ce que les auteurs de tous les crimes commis en Ukraine répondent pleinement de leurs actes. Cela signifie que la Russie, en tant qu'État, est responsable des violations du droit international, et qu'elle est également responsable, à titre individuel, des crimes internationaux les plus graves. Je salue les mesures prises par la Cour pénale internationale (CPI) pour enquêter sur les atrocités criminelles commises en Ukraine. La Lettonie apporte

des contributions financières à la Cour, notamment au Fonds au profit des victimes. Nous appuyons d'autres mécanismes internationaux chargés d'enquêter sur les violations commises par la Russie et de les confirmer, documents à l'appui.

Toutefois, ni la CPI ni aucun autre mécanisme existant n'est en mesure d'exercer sa compétence sur le crime d'agression contre l'Ukraine. Tout doit être mis en œuvre pour que les dirigeants et le personnel militaire russes rendent des comptes. L'enjeu est de savoir si c'est l'impunité ou le respect de l'état de droit international qui l'emportera. La Lettonie réaffirme la nécessité de créer un tribunal international spécial pour le crime d'agression contre l'Ukraine. La création d'un tribunal sous les auspices de l'ONU conférerait la légitimité internationale la plus forte. J'encourage les autres pays à souscrire à cette proposition. Le Registre des dommages causés par l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, créé par le Conseil de l'Europe, est une étape importante vers la mise en place d'un futur mécanisme international de compensation. La Lettonie, qui assure actuellement la présidence du Conseil de l'Europe, a lancé le Registre. Nous espérons que d'autres pays que les membres du Conseil de l'Europe s'associeront à cette importante initiative.

En bloquant les exportations de l'Ukraine et en détruisant son secteur agricole, la Russie perturbe les livraisons de céréales dans le monde entier, tout en prétendant se soucier de la sécurité alimentaire mondiale. Il ne fait aucun doute que la Russie est directement responsable des souffrances des populations partout dans le monde. L'augmentation des coûts et l'insécurité alimentaire touchent toutes les régions. L'Initiative de la mer Noire était d'une importance capitale pour la sécurité alimentaire mondiale. Nous condamnons la suspension unilatérale de l'Initiative par la Russie. L'alimentation et l'énergie sont des instruments de guerre de la Russie, sous-tendus par la désinformation. Les mensonges doivent être contrés par la vérité et par les faits. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a provoqué des pénuries alimentaires et une pénurie d'engrais ; ce sont pas les sanctions qui sont à l'origine de cette situation. Les sanctions ne bloquent pas l'exportation d'engrais minéraux ou de céréales en provenance de Russie. La vérité, c'est que la Russie tire parti de la hausse des prix. L'accès à l'alimentation est un droit humain, et la faim ne doit jamais être utilisée comme un outil politique. Les efforts déployés au niveau international pour faciliter les exportations ukrainiennes afin de garantir la sécurité alimentaire mondiale doivent se poursuivre. La Lettonie coopère avec le Programme alimentaire mondial

pour améliorer la sécurité alimentaire dans le monde. Je demande instamment à l'ONU de régler la question du retrait du territoire letton des engrais russes qui s'y trouvent toujours afin qu'ils puissent être acheminés dès que possible vers les pays qui en ont besoin. Le système des Nations Unies doit répondre plus efficacement aux besoins humanitaires.

Le concept de solidarité définit l'action de l'ONU depuis la naissance de l'Organisation. Le Sommet sur les objectifs de développement durable, qui s'est tenu il y a deux jours, a réaffirmé l'importance du dialogue, de la coopération et de la solidarité. Dans le même temps, le Sommet a reconnu la dure réalité, à savoir qu'il sera très difficile pour de nombreux pays d'atteindre ces objectifs mondiaux d'ici à 2030. La coopération internationale sera essentielle. L'indice mondial concernant les objectifs de développement durable classe la Lettonie au quatorzième rang des États Membres pour la réalisation globale de ces objectifs mondiaux. La Lettonie est fermement convaincue que le renforcement d'une économie innovante et écoefficace, un enseignement de qualité et la bonne gouvernance contribueront à son développement. La participation du secteur non gouvernemental et des jeunes fait désormais partie intégrante de nos processus décisionnels nationaux.

Dans un esprit de solidarité, la politique de coopération pour le développement de la Lettonie se mondialise. Une grande partie de notre aide au développement a été fournie à l'Ukraine et aux pays du Partenariat oriental de l'Union européenne et d'Asie centrale. La Lettonie a désormais étendu ses projets de coopération aux pays d'Afrique, et nous sommes prêts à contribuer à la promotion de la paix, de la bonne gouvernance, de la croissance économique, de la numérisation et de l'égalité des genres. La Lettonie reconnaît également les défis liés au climat auxquels sont confrontés les petits États insulaires en développement (PEID). Le renforcement de la résilience reste au cœur de l'existence durable des PEID, et la Lettonie est déterminée à contribuer à la préparation réussie de la Conférence internationale sur les PEID qui se tiendra l'année prochaine, y compris sur le plan financier. Nous continuerons à suivre l'évolution des travaux de la Commission du droit international sur les aspects juridiques de l'élévation du niveau de la mer, et nous participons déjà à des procédures juridiques internationales portant sur les obligations des États concernant les changements climatiques. La résilience à la désinformation est un autre domaine dans lequel la Lettonie possède une expérience utile. Nous devons aborder la question de

la responsabilité des acteurs dans le domaine informatique, y compris au niveau mondial.

L'ONU n'est pas une institution parfaite. Son incapacité à mettre fin aux agressions ou aux conflits a souvent remis en question son efficacité. Pourtant, en tant que seule organisation véritablement mondiale, elle est au cœur du système multilatéral qui unit tous les États souverains, et elle est particulièrement importante pour les petits pays tels que le mien. La revitalisation du système des Nations Unies et une réforme véritable du Conseil de sécurité sont essentielles. La paralysie du Conseil de sécurité résultant de l'abus du droit de veto est une source de profonde préoccupation, et c'est pourquoi la Lettonie appuie les efforts visant à rendre le Conseil de sécurité plus transparent et à l'amener à répondre de son inaction. Le droit de veto a été créé non pas en tant que privilège, mais en tant que responsabilité. La Lettonie est favorable à une représentation plus juste et plus équitable des régions au Conseil de sécurité, y compris les pays africains et les PEID.

La Lettonie continuera d'être un partenaire responsable et fiable participant aux efforts de maintien et de consolidation de la paix. Notre détermination à protéger les valeurs fondamentales consacrées par la Charte des Nations Unies guide notre candidature aux élections du Conseil de sécurité en 2025. L'Organisation est aussi efficace que la volonté collective de ses États Membres, et c'est à nous qu'il revient de la préserver et de l'améliorer.

**Le Président par intérim :** Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Lettonie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Edgars Rinkēvičs, Président de la République de Lettonie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. Yoon Suk Yeol, Président de la République de Corée**

**Le Président par intérim :** L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Corée.

*M. Yoon Suk Yeol, Président de la République de Corée, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim :** Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Yoon Suk Yeol, Président de la République de Corée, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Yoon Suk Yeol** (*parle en coréen ; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : Je félicite S. E. M. Dennis Francis de son accession à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-dix-huitième session. Je tiens également à rendre hommage au Secrétaire général António Guterres pour son engagement en faveur de la paix et de la prospérité mondiales.

Cette année marque le soixante-dixième anniversaire de l'Accord d'armistice coréen. Après l'invasion des forces communistes totalitaires, le sort de la République de Corée était en jeu. Heureusement, avec l'aide des forces des Nations Unies, la nation a défendu sa liberté de façon spectaculaire. La décision ferme de Trygve Lie, premier Secrétaire général de l'ONU, qui a considéré l'invasion armée de la République de Corée comme une atteinte à la paix mondiale et qui a pris l'initiative de convoquer le Conseil de sécurité pour qu'il adopte la résolution 84 (1950), intervenant ainsi dans la guerre, reste profondément ancrée dans l'esprit du peuple coréen. Au cours des 70 dernières années, la Corée s'est relevée des cendres de la guerre pour devenir une démocratie libérale et une économie de marché. Aujourd'hui, la Corée est déterminée à contribuer de manière responsable à la communauté internationale dans le but de promouvoir le progrès social et de meilleures conditions de vie dans une plus grande liberté, comme le préconise la Charte des Nations Unies.

Le thème choisi pour la soixante-dix-huitième session est « Rétablir la confiance et raviver la solidarité mondiale : accélérer l'action menée pour réaliser le Programme 2030 et ses objectifs de développement durable en faveur de la paix, de la prospérité, du progrès et de la durabilité pour tout le monde ». La guerre en Ukraine, qui dure depuis un an et demi, a accentué l'opposition entre les valeurs et les idéologies au sein de la communauté internationale. Elle a également exacerbé les répercussions économiques de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), entraînant une contraction de l'économie mondiale et provoquant des crises alimentaires et énergétiques dans de nombreuses régions du monde. Lorsque les temps sont difficiles, ce sont les personnes vulnérables qui souffrent le plus. Face aux crises mondiales multiformes d'une ampleur sans précédent, les divisions entre les pays se creusent dans plusieurs domaines, notamment ceux de la sécurité, de l'économie, de la technologie, de la santé, de l'environnement et de la culture. Pour aplanir ces différends et garantir une coexistence harmonieuse entre toutes les nations, la communauté internationale doit faire front commun, avec l'ONU en son centre.

Aujourd'hui, je voudrais parler de ces divisions dans trois domaines clefs : le développement, le climat et le numérique. De nombreux pays dans le monde ne sont toujours pas dotés d'infrastructures essentielles à la vie quotidienne. Le développement est impossible en l'absence d'infrastructures de base telles que les systèmes d'approvisionnement en eau et les réseaux d'assainissement pour traiter les eaux et approvisionner les populations en eau potable et propre à l'utilisation quotidienne, les installations énergétiques pour approvisionner en électricité et les soins de santé pour traiter les malades. Pour réduire les écarts de développement, les pays dotés de capacités financières et technologiques doivent jouer un rôle responsable. La Corée a l'intention d'augmenter vigoureusement son aide publique au développement (APD). Malgré les mesures d'austérité budgétaire mises en place cette année, le Gouvernement coréen a augmenté de plus de 40 % le budget de l'APD pour l'année à venir. En conséquence, le budget de l'APD de la Corée devrait plus que doubler l'année prochaine par rapport à l'exercice 2019. Nous allouons ces fonds accrus au titre de l'APD à la promotion d'une coopération pour le développement adaptée aux besoins de nos pays partenaires. En particulier, nous orienterons activement nos efforts d'APD vers l'éducation et la formation, afin d'aider les pays partenaires à renforcer leur capacité à progresser économiquement et socialement de façon autonome. On dit qu'une année d'études peut augmenter les revenus d'environ 10 %. Cette différence est plus prononcée au sein des groupes à faibles revenus et chez les femmes. Il convient d'étendre ces avantages à l'échelle mondiale.

La crise climatique est un autre défi qui exacerbe la fracture économique entre les nations et entrave le développement durable de l'humanité. Nous avons connu en juillet l'été le plus chaud jamais enregistré sur Terre. Sur cette Terre en ébullition, les phénomènes météorologiques extrêmes tels que les vagues de chaleur, les pluies torrentielles et les typhons sont devenus la norme. Les changements climatiques provoquent des mutations géopolitiques dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche, aggravant ainsi les crises dans les pays vulnérables aux pénuries alimentaires. Pour aider les pays vulnérables aux changements climatiques à réduire leurs émissions de carbone et à accélérer leur transition vers les énergies propres, la Corée augmentera son APD verte. Nous verserons notamment 300 millions de dollars supplémentaires au Fonds vert pour le climat. Nous espérons que la communauté internationale soutiendra activement ce fonds. Nous espérons également que la volonté collective

de la communauté internationale de combler la fracture climatique donnera lieu à des actions concrètes.

La Corée ne se limitera pas aux énergies renouvelables, elle utilisera aussi largement les énergies sans carbone à haut rendement, telles que l'énergie nucléaire et l'hydrogène, ce qui constitue une mesure réaliste pour accélérer la réalisation de notre objectif de neutralité carbone. Nous prévoyons également de partager ces sources d'énergie avec les pays vulnérables aux changements climatiques, afin qu'ils puissent également en bénéficier. À cette fin, la Corée entend continuer à mener des recherches internationales conjointes sur les énergies sans carbone et faciliter l'innovation technologique et les investissements du secteur privé. La Corée lancera également une alliance pour l'énergie sans carbone, plateforme ouverte à laquelle tout le monde pourra adhérer pour promouvoir l'adoption d'une énergie sans carbone.

Par ailleurs, la Corée prévoit de jouer un rôle de premier plan dans la réduction de la fracture numérique, en tirant parti de ses atouts dans le domaine des technologies de l'information et des communications. Aujourd'hui, avec les progrès de la technologie numérique, les cultures et les industries évoluent vers des modèles fondés sur le numérique. La fracture numérique est une des causes principales de la fracture économique. Par conséquent, sa réduction contribuera à résoudre les défis auxquels le Sud est confronté. La Corée soutiendra la transformation numérique des pays où la pénétration et l'utilisation du numérique sont limitées, ce qui améliorera l'accès de leurs citoyens à l'éducation, aux soins de santé et aux services financiers.

En septembre dernier à la New York University et en juin à la Sorbonne, à Paris, j'ai insisté sur le fait que les progrès numériques ne sont possibles qu'à condition de disposer d'un accès équitable à l'intelligence artificielle et aux technologies numériques, et de pouvoir les utiliser en toute sécurité. J'ai également proposé la création d'une organisation internationale sous l'égide de l'ONU pour débattre de l'éthique numérique et établir des règles en la matière. Si nous ne parvenons pas à endiguer la propagation de fausses informations résultant de l'utilisation abusive de l'intelligence artificielle et des technologies numériques, notre liberté sera compromise, l'économie de marché ancrée dans la démocratie libérale sera en péril et notre avenir même sera menacé. La Corée prévoit de présenter prochainement une charte des droits numériques afin d'esquisser les grandes lignes de ce que devrait être l'avenir de l'ordre numérique. Afin d'appuyer la création d'une organisation internationale sous l'égide de l'ONU et

de fournir des orientations concrètes en ce qui concerne le développement de la gouvernance de l'intelligence artificielle, le Gouvernement coréen prévoit d'accueillir un forum mondial sur la question. Nous prévoyons également de collaborer étroitement avec l'organe consultatif de haut niveau sur l'intelligence artificielle en cours de création à l'ONU afin d'établir un réseau de communication et de collaboration entre experts mondiaux.

Sans la paix et la sécurité internationales, le développement et la prospérité resteront hors d'atteinte. Au cours de ma visite à Kyïv en juillet, j'ai vu la tristesse dans les yeux des enfants soignés à l'hôpital national pour enfants. Les enfants sont notre avenir, mais ils sont souvent les premières victimes de la guerre. Conformément à son engagement en faveur de l'initiative de paix et de solidarité avec l'Ukraine, le Gouvernement coréen mettra en œuvre un programme d'aide complet englobant la sécurité, l'aide humanitaire et la reconstruction. En outre, comme je m'y suis engagé dans le cadre du sommet du Groupe des Vingt il y a tout juste deux semaines, la Corée appuiera activement la reconstruction de l'Ukraine en fournissant 300 millions de dollars l'année prochaine, ainsi qu'en mettant en place un ensemble de mesures de soutien à moyen et long terme pour un montant de plus de 2 milliards de dollars.

Non seulement les programmes nucléaires et balistiques de la République populaire démocratique de Corée font peser une menace directe et existentielle sur la paix de la République de Corée, mais ils constituent également un défi majeur pour la paix dans la région Indopacifique et dans le monde entier. Il est paradoxal qu'un membre permanent du Conseil de sécurité, reconnu comme le gardien ultime de la paix dans le monde, se livre à une guerre en envahissant une autre nation souveraine et reçoive des armes et des munitions d'un régime qui viole de manière flagrante les résolutions du Conseil de sécurité. Dans une telle situation, l'appel à réformer le Conseil de sécurité est sûr de recevoir un large appui. Si la République populaire démocratique de Corée accède aux informations et aux technologies nécessaires pour renforcer ses capacités en matière d'armes de destruction massive en échange d'un soutien à la Russie sous la forme d'armes classiques, il s'agira d'une provocation directe qui menacera la paix et la sécurité non seulement de l'Ukraine, mais aussi de la République de Corée qui, avec ses alliés et ses partenaires, ne restera pas les bras croisés.

Bien que la puissance militaire puisse varier d'un pays à l'autre, en nous unissant dans une solidarité inébranlable et en respectant scrupuleusement nos principes,

nous pouvons dissuader toute provocation illégale. En tant que membre du Conseil de sécurité pour la période 2024-2025, la République de Corée s'engage à jouer un rôle responsable dans la promotion et la consolidation de la paix dans le monde en travaillant en étroite collaboration avec les autres États Membres de l'ONU. Transmettre aux générations futures un ordre international ancré dans la justice et l'état de droit, ainsi que dans une liberté, une paix et une prospérité durables, est une responsabilité historique que nous partageons tous ici aujourd'hui. La République de Corée, aux côtés des Nations Unies, assumera volontiers cette responsabilité.

La République de Corée souhaite accueillir l'Exposition universelle de 2030 de manière à s'acquitter de ses responsabilités et à apporter sa contribution à la communauté internationale. Busan a été le dernier bastion à défendre la liberté de la République de Corée lorsque la majeure partie du pays a été envahie et conquise par les forces communistes il y a plus de 70 ans. C'est également Busan qui s'est relevée des ruines de la guerre de Corée et est devenue la deuxième plaque tournante mondiale du transbordement, ouvrant la voie à ce qu'on a appelé le miracle sur le Han. Sans Busan, la Corée n'aurait pas pu devenir ce qu'elle est aujourd'hui. La République de Corée va maintenant jouer son rôle de membre responsable de la communauté internationale en organisant l'Exposition universelle de 2030 à Busan, passerelle entre le continent eurasiatique et le Pacifique. La Corée, qui a reçu l'aide de la communauté internationale dans le passé, entend désormais lui rendre la pareille en partageant son expérience en matière de croissance économique et de développement. L'Exposition universelle de 1851 à Londres était consacrée à la révolution industrielle, tandis que celle de 1900 à Paris a mis la culture en vedette. L'Exposition universelle de Seattle de 1962 a inauguré la nouvelle ère spatiale. L'Exposition universelle de Hanovre de 2000 était consacrée à l'environnement. L'Exposition de Busan de 2030 sera consacrée à la solidarité.

La liberté et la solidarité sont les fondements de la politique étrangère de la Corée. S'appuyant sur ces valeurs, l'Expo 2030 de Busan servira de plateforme pour la solidarité, grâce à laquelle les citoyens du monde pourront, ensemble, surmonter les crises et faire avancer la liberté. L'Exposition universelle de Busan sera un festival qui permettra à toutes les nations de se rassembler et de partager leur histoire, leur culture, leurs produits et leurs visions de l'avenir. Elle apportera une contribution importante à la liberté, à la paix et à la prospérité des citoyens du monde entier.

**Le Président par intérim** : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Corée de l'allocation qu'il vient de prononcer.

*M. Yoon Suk Yeol, Président de la République de Corée, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. Emomali Rahmon, Président de la République du Tadjikistan**

**Le Président par intérim** : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Tadjikistan.

*M. Emomali Rahmon, Président de la République du Tadjikistan, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Emomali Rahmon, Président de la République du Tadjikistan, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Rahmon** (*parle en tadjik ; interprétation fournie par la délégation*) : En ces temps difficiles et troublés, la communauté internationale a plus que jamais besoin d'intégration et de confiance. Nous assistons aujourd'hui à des faits alarmants sur la scène internationale, sur fond de nouvelles menaces et difficultés croissantes. Le terrorisme, l'extrémisme, la criminalité transnationale organisée, la course aux armements et l'escalade de la guerre froide mettent en péril la paix, la sécurité et le développement internationaux. Dans le même temps, les conséquences catastrophiques des changements climatiques – chaleur extrême, inondations, sécheresses, incendies et autres catastrophes naturelles, en plus des pénuries d'eau et des famines – constituent une grave menace pour l'humanité. Dans ce contexte, il importe plus que jamais de déployer des efforts conjoints et concertés pour faire face à ces menaces et défis et atteindre les objectifs énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Nous nous félicitons à cet égard du thème de la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale, à savoir « Rétablir la confiance et raviver la solidarité mondiale : accélérer l'action menée pour réaliser le Programme 2030 et ses objectifs de développement durable en faveur de la paix, de la prospérité, du progrès et de la durabilité pour tout le monde ».

Malgré les efforts déployés par la communauté internationale pour mettre en œuvre le Programme de

développement durable à l'horizon 2030, le monde n'est pas sur la bonne voie pour atteindre la plupart de ses objectifs. Malheureusement, ce sont les pays en développement, les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement qui sont confrontés à plus de problèmes s'agissant de ce processus. Si le Tadjikistan a réalisé des progrès considérables dans le cadre de certains des objectifs de développement durable, notamment les objectifs 1, 7, 12 et 13, notre pays demeure confronté à des difficultés pour tenir sa promesse d'atteindre l'ensemble des objectifs d'ici à 2030. Par conséquent, nous estimons qu'il convient de redoubler d'efforts en ce qui concerne la solidarité, le financement, la mise en œuvre des engagements ainsi que d'autres mesures concrètes, ce qui nécessite des changements profonds et réels.

C'est pourquoi le Tadjikistan a appuyé la proposition formulée par le Secrétaire général dans son rapport *Notre Programme commun (A/75/982)* en vue d'inverser cette tendance et de donner un coup d'accélérateur aux objectifs de développement durable. Nous saluons également le plan de relance des objectifs de développement durable du Secrétaire général pour mettre en œuvre le Programme 2030 et plaidons pour qu'au moins 500 milliards de dollars soient mis à la disposition des pays en développement, des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement chaque année afin d'accélérer les progrès en vue de sa réalisation. Nous appuyons également l'appel qui a été lancé en vue de réformer le système financier international afin de mobiliser des financements stables et à long terme pour les investissements nécessaires pour, entre autres, atteindre les objectifs de développement durable et relever les défis liés au climat.

Comme nous pouvons tous le constater, les effets des changements climatiques se font de plus en plus sentir dans le monde entier. Cette année, nous avons été témoins des températures atmosphériques les plus élevées jamais enregistrées. L'Asie se réchauffe plus rapidement que la moyenne mondiale, selon le dernier rapport *État du climat mondial* de l'Organisation météorologique mondiale. Les conséquences négatives de ce processus, telles que les sécheresses, les inondations, les glissements de terrain et les incendies dans différentes régions du monde, notamment au Tadjikistan, sont des phénomènes très alarmants. Avec 93 % de son territoire recouvert de montagnes, le Tadjikistan subit de plein fouet les effets des changements climatiques et est considéré comme l'un des pays les plus vulnérables face à ce phénomène.

Au Tadjikistan, les catastrophes climatiques fréquentes, qu'il s'agisse de glissements de terrain, de coulées de boue, d'inondations ou de sécheresses, entraînent chaque année des pertes en vies humaines et des dommages aux infrastructures. À cet égard, le Tadjikistan attache une importance particulière au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), qui vise notamment à promouvoir l'amélioration des dispositifs d'alerte rapide, l'augmentation des investissements dans les programmes de réduction des risques de catastrophe naturelle et la fourniture d'une aide financière aux pays en développement. Le Tadjikistan est l'un des pays pilotes qui mettent en œuvre l'initiative « Alertes précoces pour tous » du Secrétaire général.

La République du Tadjikistan compte plus de 13 000 glaciers, et environ 60 % des ressources en eau de la région trouvent leur origine dans notre pays. Malheureusement, au cours des dernières décennies, plus d'un millier de glaciers ont fondu au Tadjikistan, ce qui a de lourdes conséquences sur la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau et les écosystèmes de l'Asie centrale et au-delà. La fonte accélérée des glaciers, qui constituent la première source d'eau douce, nécessite l'adoption de mesures concrètes, notamment en matière de recherche, de collecte et de traitement des données, et de renforcement de la coopération internationale. J'exprime ma gratitude à tous les États Membres pour leur coopération qui a permis l'adoption de la résolution 77/158 de l'Assemblée générale du 14 décembre 2022, qui déclare 2025 Année internationale de la préservation des glaciers. J'invite toutes les parties intéressées à unir leurs efforts pour assurer la mise en œuvre ciblée de la résolution. Nous sommes prêts à travailler avec la communauté internationale, au sein du Groupe des Amis des glaciers, nouvellement créé, et au-delà pour mettre en œuvre les mandats prévus par la résolution. Le Tadjikistan est convaincu que cette initiative insufflera un élan vigoureux à un nouveau mouvement mondial visant à prendre les mesures collectives nécessaires pour préserver les glaciers face à cette fonte accélérée.

Je tiens également à souligner les résultats positifs de la Conférence des Nations Unies consacrée à l'examen approfondi à mi-parcours de la réalisation des objectifs de la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau et le développement durable » (2018-2028). Je pense que le respect des engagements pris par la communauté internationale à l'occasion de la Conférence contribuera à la réalisation des objectifs liés à l'eau convenus au niveau international, notamment l'objectif 6. Récemment, dans le sillage de la Conférence, l'Assemblée générale a adopté

à l'unanimité une autre résolution, présentée par le Tadjikistan, le Royaume des Pays-Bas et le Sénégal. Nous espérons que les États Membres et d'autres partenaires se rallieront à nos efforts dans le cadre de ce processus. Il convient de signaler que Douchanbé accueillera la troisième Conférence internationale de haut niveau sur la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau et le développement durable » (2018-2028), en 2024, ainsi que la Conférence internationale sur la préservation des glaciers en 2025. Nous espérons que la communauté internationale prendra une part active à ces conférences internationales essentielles. En tant que pays qui s'emploie activement à défendre les programmes d'action mondiaux pour le climat et l'eau, le Tadjikistan continuera de promouvoir la coopération entre les pays et les organisations.

Dans les conditions actuelles, la création d'une économie verte est devenue l'une des tâches urgentes de l'humanité. Dans notre pays, 98 % de l'électricité est produite à partir de sources renouvelables, à savoir l'hydroélectricité, ce qui place le Tadjikistan au sixième rang mondial dans ce domaine. L'utilisation efficace et rationnelle par le Tadjikistan de ses immenses ressources hydroélectriques peut constituer une base solide sur laquelle développer la production d'énergie verte dans toute la région. Nous jugeons positif et constructif le rôle du Fonds vert pour le climat dans le cadre du processus visant à relever les défis environnementaux et à s'adapter aux changements climatiques. Nous invitons les États Membres, en particulier les pays développés, et les autres parties prenantes à contribuer au financement de la mise en œuvre du plan stratégique du Fonds pour la période 2024-2027.

La solidarité et l'intégration régionales sont d'une importance capitale dans le monde interconnecté d'aujourd'hui. Elles permettent aux pays de surmonter des difficultés communes, de promouvoir la paix et de répondre efficacement aux situations d'urgence. Actuellement, grâce aux mesures prises conjointement par les pays d'Asie centrale, un climat favorable au renforcement de l'intégration régionale a été établi. La cinquième réunion consultative des chefs d'État d'Asie centrale, qui s'est tenue les 14 et 15 septembre à Douchanbé, l'a parfaitement démontré. Cette initiative contribuera à établir un climat stable de paix, de coopération, de développement durable et de prospérité dans notre région.

La sécurité, la stabilité et la coopération régionale en Asie centrale sont directement liées à la situation dans l'Afghanistan voisin. L'Afghanistan reste confronté

à des conditions politiques, économiques et sociales difficiles. Comme l'a indiqué le Secrétaire général, 97 % des Afghanes et des Afghans vivent dans la pauvreté. En cette période difficile, le Tadjikistan s'engage de nouveau à continuer de fournir une aide humanitaire et à permettre l'utilisation de ses infrastructures, notamment six ponts transfrontaliers, pour soutenir le peuple afghan. Je voudrais profiter de cette occasion pour lancer un nouvel appel à la communauté internationale afin qu'elle augmente le volume de l'aide humanitaire destinée au peuple afghan qui souffre. À cet égard, nous sommes prêts à renforcer la coopération avec les partenaires internationaux et les autres parties intéressées.

Nous restons convaincus que l'instauration d'un dialogue intra-afghan et la création d'un gouvernement véritablement inclusif, avec la participation de représentants de tous les peuples, nations et groupes politiques et sociaux, constituent une base essentielle pour parvenir à une paix durable et à une véritable stabilité en Afghanistan. Le trafic de drogue, en particulier en provenance d'Afghanistan, s'est considérablement intensifié ces deux dernières années. Au cours de cette période, les autorités compétentes tadjikes ont saisi plus de 10 tonnes de stupéfiants à la frontière avec ce pays, ce qui est nettement supérieur à ce qui avait été saisi les années précédentes.

Le Gouvernement tadjik continue de prendre des mesures concrètes dans le cadre de sa stratégie nationale de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme pour la période 2021-2025. Nous avons l'intention d'organiser la prochaine conférence internationale sur la lutte contre le terrorisme et son financement à Douchanbé en 2024, en coopération avec la communauté internationale. Le Tadjikistan réaffirme que la réponse aux menaces croissantes du terrorisme, de l'extrémisme, du trafic de drogue et d'autres dangers et défis modernes mondiaux doit être globale et inflexible. À cet égard, nous pensons que le Bureau de lutte contre le terrorisme peut et doit contribuer efficacement à la mise en œuvre intégrée et équilibrée de la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies ainsi que d'autres documents pertinents afin de traiter tous les aspects de cette menace. Il convient également de s'employer tout particulièrement à prévenir l'utilisation d'Internet à des fins de radicalisation, de recrutement et de propagande au service de l'extrémisme et de la violence. Le Tadjikistan se félicite de l'adoption en juin du huitième examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. Nous pensons qu'il s'agit d'un cadre solide dans lequel orienter les efforts que nous déployons en matière de lutte contre le terrorisme.

La trame de nos sociétés est tissée avec les fils de différentes cultures, traditions et croyances. Cette solidarité constitue le fondement solide d'une vie pacifique dans un espace de compréhension mutuelle entre les différentes cultures et religions. À cet égard, compte tenu de leurs conséquences négatives, les manifestations de discrimination ou d'hostilité raciale et religieuse sont absolument inacceptables. Ces actions, ainsi que la politisation des questions religieuses, portent atteinte à l'essence même de notre communauté internationale. Les insultes aux sentiments religieux, la haine ou la violence à l'égard d'une religion ou d'une croyance ont des conséquences tragiques. Le plus souvent, ces actes de provocation déclenchent l'intolérance et la méfiance, provoquant des divisions et des conflits entre les civilisations. C'est pourquoi le Tadjikistan condamne fermement toute insulte à ce que les peuples tiennent pour sacré, notamment le Saint Coran ainsi que les autres valeurs culturelles et religieuses de l'humanité.

En tant que coauteur de la résolution intitulée « Lutte contre les discours de haine : promotion du dialogue interreligieux et interculturel et de la tolérance » (résolution 77/318), récemment adoptée par l'Assemblée, le Tadjikistan réaffirme l'importance de la promotion du dialogue et de la compréhension mutuelle entre les civilisations pour la paix et l'harmonie dans le monde. Nous pensons que la diffusion des valeurs de tolérance et de paix est le meilleur moyen de lutter contre les discours de haine, le fanatisme, l'extrémisme, la violence et l'incitation à la haine. Restons unis face aux actes qui cherchent à nous diviser et travaillons plutôt à un monde dans lequel le respect et la reconnaissance mutuels sont les pierres angulaires de notre société mondiale.

En tant que nation ayant fait preuve de résilience, de stabilité et d'attachement à la paix, le Tadjikistan postule à un siège non permanent au Conseil de sécurité pour la période 2028-2029. Je saisis cette occasion pour appeler les États Membres à apporter leur précieux soutien à la candidature du Tadjikistan lors des élections de 2027.

Pour terminer, je voudrais souligner une fois de plus que la réalisation de tous les objectifs convenus ne sera possible que grâce à la compréhension mutuelle, la coordination, l'intégration et la tolérance. Dans ce sens, qu'il me soit permis de réciter un poème tout à fait pertinent du célèbre poète, écrivain et penseur tadjik et persan Saadi Shirazi, qui fait écho au thème de la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale et reflète nos engagements communs : « Les hommes sont les membres d'un même corps. Ils furent créés à partir de la même

essence. Si le destin venait à faire souffrir l'un d'eux, les autres membres ne connaîtraient pas le repos ».

**Le Président par intérim** : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Tadjikistan de l'allocation qu'il vient de prononcer.

*M. Emomali Rahmon, Président de la République du Tadjikistan, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M<sup>me</sup> Iris Xiomara Castro Sarmiento, Présidente de la République du Honduras**

**Le Président par intérim** : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la République du Honduras.

*M<sup>me</sup> Iris Xiomara Castro Sarmiento, Présidente de la République du Honduras, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M<sup>me</sup> Iris Xiomara Castro Sarmiento, Présidente de la République du Honduras, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**La Présidente Castro Sarmiento** (*parle en espagnol*) : Il y a un an aujourd'hui, je me présentais devant l'Assemblée générale (voir A/77/PV.5) en tant que première Présidente de la République du Honduras, issue de la résistance de la rue contre le coup d'État qui avait démis José Manuel Zelaya Rosales, Président démocratiquement élu. Les progrès accomplis et les résultats obtenus par mon gouvernement ont déjà été reconnus par la communauté internationale et les organisations financières : une plus forte croissance économique, des finances publiques assainies grâce à l'élimination des fiduciaires corrompues, une trésorerie unifiée, la discipline budgétaire, le paiement en temps voulu de notre lourde dette et une diminution de l'inflation et du risque pays. Avec le Congrès national, nous avons abrogé la loi sur les secrets, un outil de corruption de l'ancien régime. Nous avons abrogé la loi organique sur les zones d'emploi et de développement économique, qui divisait le territoire en 17 parties et les attribuait à 25 groupes économiques. Sur le plan de la sécurité, nous avons déjà obtenu une réduction importante de l'extorsion et du nombre d'homicides et de faits de violence grâce au programme « Solution contre le crime », à l'intervention des établissements pénitentiaires et à l'état d'urgence.

Il importe également de souligner à l'adresse de mes détracteurs de principe que j'ai décidé la plus forte

hausse du budget consacré aux secteurs sociaux en vue de réduire la pauvreté et de promouvoir la santé, l'éducation et les repas scolaires pour tous les enfants du primaire. Nous avons aussi rétabli le programme historique de scolarité gratuite, les subventions aux carburants et l'énergie gratuite pour les plus pauvres, mis en place des primes massives à destination de la production agricole, rénové 12 000 écoles abandonnées, veillé à la présence de routes propices à la production dans toutes les municipalités du Honduras, réparé le réseau routier et entamé la construction de huit nouveaux hôpitaux.

En 2022, l'ancien Président du Honduras a été accusé par les États-Unis d'avoir fomenté et organisé le trafic de milliers de tonnes de drogue pendant une décennie et d'avoir dirigé une organisation criminelle impliquant diverses personnalités du monde interlope et des autorités de l'État, telles que des maires, des ministres, des députés, des généraux et des chefs de police, dont certains ont déjà été condamnés. Ces agresseurs qui ont pris l'État en otage conspiraient désormais contre mon gouvernement. Ils se sont alliés à des politiciens corrompus et à une prétendue société civile dans le but d'empêcher les changements structurels proposés que le peuple, par la voie des urnes, m'a chargée de mettre en œuvre. Ce sont les mêmes personnes qui ont assassiné Morazán. Aujourd'hui, ils s'opposent à l'adoption de la loi sur la justice fiscale et boycottent l'élection du nouveau Procureur général afin de perpétuer l'impunité à laquelle ils sont habitués et d'entraver l'arrivée de la commission internationale de lutte contre la corruption et l'impunité.

Il est impossible de comprendre l'ampleur de la tragédie vécue par la majorité du peuple hondurien et les caravanes incessantes de migrants qui arrivent aux États-Unis si l'on nie les 13 années de dictature sous la tutelle de la communauté internationale, au cours desquelles la dette publique a été multipliée par six et le taux de pauvreté a atteint 74 %, le plus élevé de l'histoire du Honduras. Le peuple hondurien, dans sa noble quête de justice, m'a demandé sans équivoque de combattre et de démanteler le narco-État et la corruption publique-privée qui a pillé et détruit les institutions, trahi la volonté populaire par la fraude électorale et imposé le terrorisme d'État avec des escadrons de la mort. Le soutien populaire s'est manifesté lors des récentes mobilisations de la résistance citoyenne au niveau national, avec des centaines de milliers d'hommes et de femmes reconnaissants qui ont exprimé leur soutien à la lutte que nous menons pour rétablir l'état de droit et rendre leur dignité au peuple hondurien et à la présidence de la République.

Ce lundi 18 septembre, à mon arrivée à New York, après avoir participé au sommet du Groupe des 77 et de la Chine à La Havane, à Cuba, conformément à l'engagement pris dans mon plan gouvernemental et au protocole d'accord signé avec l'ONU en 2022, j'ai remis au Secrétaire général la proposition officielle d'accord pour la création de la commission internationale contre la corruption et l'impunité pour le Honduras, une entité impartiale, autonome et indépendante, ayant la capacité de mener des enquêtes et des poursuites en ce qui concerne les affaires de réseaux de corruption et de crimes financiers aux graves conséquences. C'est la seule façon d'assainir un État où les institutions publiques, les pirates de la classe politique et les partenariats public-privé ont été infiltrés par la criminalité organisée.

L'année prochaine, j'assumerai la présidence *pro tempore* de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) et du Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA). Ces organisations comprennent l'ensemble de la grande patrie dont ont rêvé les libérateurs et ceux d'entre nous qui ont lutté pour l'unité de l'Amérique du Sud, de l'Amérique centrale, des Caraïbes et du Mexique.

Aujourd'hui, je propose d'ouvrir des espaces de dialogue entre nous afin de formuler des propositions pour résoudre les difficultés auxquelles notre région fait face. Nous sommes non seulement l'une des régions les plus inégalitaires et les plus pauvres, mais aussi l'une de celles où la croissance économique est la plus faible et où le retard technologique est le plus important, ce qui compromet notre capacité à faire face aux menaces auxquelles nous sommes confrontés. Ce n'est qu'en nous soutenant mutuellement que nous pourrions aller de l'avant.

Nous ne devons pas oublier nos frères et sœurs d'Haïti. La crise humanitaire d'une nation opprimée et révolutionnaire mérite tout notre appui et notre solidarité. Lors du troisième sommet de l'Union européenne et de la CELAC, qui s'est tenu en juillet, j'ai clairement exprimé le point de vue du Honduras sur les questions internationales qui, comme je l'ai déclaré devant l'Assemblée générale, requièrent une solution urgente.

En ce qui concerne le SICA et l'Amérique centrale, je voudrais souligner l'importance de renforcer le processus d'intégration, qui s'est enlisé au cours des 30 dernières années. Nous devons donc faire preuve d'une véritable volonté politique pour pouvoir réaliser des avancées en matière d'union douanière, de politiques sociales et environnementales et de sécurité du transit des personnes et de leurs biens.

Aujourd'hui, les grands intérêts économiques s'affrontent dans le cadre de la guerre en Ukraine. En fin de compte, ce sont toujours les pays et les peuples les plus pauvres du monde qui sont les plus durement touchés par l'inflation, les pénuries alimentaires et les prix élevés des carburants. Le complexe militaro-industriel se taille la part du lion des budgets des pays développés, avec des milliers de milliards de dollars, en contraste avec l'indifférence et l'incapacité à contribuer à l'humanité et à la protection de la nature.

Le monde de Bretton Woods a touché le fond. Nous devons désormais reconnaître qu'au rythme actuel, nous ne parviendrons pas à atteindre les objectifs de développement durable et à financer adéquatement l'adaptation aux changements climatiques. Il ne s'agit pas de prendre des mesures, mais de proposer des changements au système économique, ce qui nécessite un engagement fort envers l'humanité et la nature.

Il n'y a pas de main invisible. Il n'y a pas de ruisellement. La pratique nous enseigne que l'application du capitalisme mondial et du modèle néolibéral ne crée que de la misère, des inégalités et un individualisme forcé dans des sociétés de consommation, face au grand dénuement de milliards d'êtres humains. La guerre en Ukraine doit cesser. L'humanité tout entière doit trouver les moyens de parvenir à la paix. Nous ne pouvons pas vivre sous la menace permanente d'un conflit qui condamnerait notre planète.

Il importe de mettre un terme à la pratique des sanctions, de la piraterie et de la confiscation des avoirs d'une nation par une autre. Nous ne pouvons pas parler d'un monde civilisé lorsque nous vivons sous la menace de la saisie et du gel de nos réserves dans des banques étrangères, comme c'est actuellement le cas du Venezuela, dont les actifs ont été confisqués, en violation de toutes les normes du droit international.

L'Assemblée générale exige chaque année la levée du blocus contre Cuba, car il s'agit d'une mesure arbitraire et obsolète, contraire au droit international, qui viole le principe du respect du droit à l'autodétermination

des peuples et sacrifie un peuple noble qui, malgré les limitations qui lui sont imposées, continue d'apporter sa contribution au monde par des actions de solidarité. Nous condamnons les blocus cruels et prolongés contre Cuba et le Venezuela. Nous exigeons également le retrait de Cuba de la liste des États qui soutiennent le terrorisme, car il s'agit d'une manipulation fallacieuse et fantaisiste. De même, les mesures et les sanctions injustes contre le Nicaragua doivent être levées, car elles constituent des barrières qui nous empêchent de normaliser nos relations avec ce pays frère.

Je crois en un monde multipolaire, où les échanges et la coopération pour le développement sont fondés sur les principes d'indépendance, de souveraineté et de non-ingérence. C'est sur la base de ces principes que j'ai officiellement établi, il y a quelques mois, des relations avec la République populaire de Chine. De même, nous nous sommes rapprochés d'organisations financières et d'initiatives nouvelles pour nous, telles que la Société andine de développement, dont nous sommes déjà membres, et l'administration de la Nouvelle Banque de développement des pays du groupe BRICS, qui comprend le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud.

Comme je l'ai fait lors du sommet CELAC-Union européenne, je voudrais une fois encore lancer un vibrant appel en faveur de la libération de Julian Assange, fidèle défenseur de la liberté d'expression, un principe que nous devons tous défendre.

En soutien aux peuples autochtones qui luttent pour la terre et les rivières, je suis fière, en tant que femme, de transmettre le message de notre camarade et martyre Berta Cáceres. Humanité, réveille-toi. Le temps presse.

**Le Président par intérim** : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Présidente de la République du Honduras de l'allocution qu'elle vient de prononcer.

*M<sup>me</sup> Iris Xiomara Castro Sarmiento, Présidente de la République du Honduras, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.*

*La séance est levée à 14 h 40.*